

# **Rapport du Comité du Programme et de la coordination**

**Cinquante-quatrième session  
(2-27 juin 2014)**



**Nations Unies • New York, 2014**

---

\* Troisième nouveau tirage pour raisons techniques (23 février 2015).



*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Organisation de la session. ....	5
A. Ordre du jour. ....	5
B. Élection du Bureau. ....	5
C. Participation. ....	6
D. Documentation. ....	7
E. Adoption du rapport du Comité. ....	8
II. Questions relatives au programme. ....	9
A. Rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 2012-2013. ....	9
B. Projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017. ....	11
Premier volet : Plan-cadre. ....	11
Programme 1. Assemblée de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences. ....	14
Programme 2. Affaires politiques. ....	23
Programme 3. Désarmement. ....	28
Programme 4. Opérations de maintien de la paix. ....	33
Programme 5. Utilisations pacifiques de l'espace. ....	38
Programme 6. Affaires juridiques. ....	39
Programme 7. Affaires économiques et sociales. ....	43
Programme 8. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement. ....	47
Programme 9. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique. ....	49
Programme 10. Commerce et développement. ....	52
Programme 11. Environnement. ....	58
Programme 12. Établissements humains. ....	68
Programme 13. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale. ....	73
Programme 14. Égalité des sexes et autonomisation des femmes. ....	81

---

Programme 15. Développement économique et social en Afrique . . . . .	87
Programme 16. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique . . . . .	91
Programme 17. Développement économique en Europe . . . . .	92
Programme 18. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes . . . . .	95
Programme 19. Développement économique et social en Asie occidentale . . . . .	99
Programme 20. Droits de l'homme . . . . .	100
Programme 21. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance . . . . .	106
Programme 22. Réfugiés de Palestine . . . . .	110
Programme 23. Aide humanitaire . . . . .	113
Programme 24. Information . . . . .	117
Programme 25. Services de gestion et d'appui . . . . .	122
Programme 26. Contrôle interne . . . . .	131
Programme 27. Activités financées en commun . . . . .	134
Programme 28. Sûreté et sécurité . . . . .	137
C. Évaluation . . . . .	138
Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité à sa cinquante et unième session concernant l'évaluation du programme du Département des affaires économiques et sociales . . . . .	138
III. Questions de coordination . . . . .	140
A. Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2013 . . . . .	140
B. Appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique . . . . .	145
IV. Ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session du Comité . . . . .	149
Annexes	
I. Ordre du jour de la cinquante-quatrième session du Comité . . . . .	152
II. Liste des documents dont le Comité était saisi à sa cinquante-quatrième session . . . . .	153

## Chapitre I

### Organisation de la session

1. Le Comité du programme et de la coordination a tenu sa session d'organisation (1<sup>re</sup> séance) le 24 avril 2014 et sa session de fond du 2 au 27 juin 2014 au Siège de l'ONU. Il a tenu au total 22 séances et de nombreuses consultations.

#### A. Ordre du jour

2. On trouvera à l'annexe I l'ordre du jour de la cinquante-quatrième session, adopté par le Comité à sa session d'organisation (1<sup>re</sup> séance).

#### Sélection de rapports du Corps commun d'inspection

3. À sa 1<sup>re</sup> séance, l'attention du Comité a été appelée sur une note du Secrétariat (E/AC.51/2014/L.2), soumise en application de la résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et de la résolution 59/267 de l'Assemblée générale, dans laquelle le Secrétariat l'informait qu'il n'y avait pas de rapport du Corps commun d'inspection à lui présenter pour examen à sa session d'organisation.

#### Programme de travail

4. À la même séance, l'attention du Comité a été appelée sur la note du Secrétariat relative à l'état d'avancement de la documentation (E/AC.51/2014/L.1/Rev.1), dans laquelle figurait la liste des documents dont était saisi le Comité.

5. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 2 juin, le Comité a approuvé le projet de programme de travail provisoire pour la session, étant entendu que le Bureau pourrait le modifier, au besoin, au cours de la session.

6. À l'issue de la 2<sup>e</sup> séance, le Secrétaire du Comité a tenu une réunion d'information sur les questions d'organisation relatives à la session et le Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget a fait un exposé sur le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017.

#### B. Élection du Bureau

7. À sa 1<sup>re</sup> séance, le Comité a élu par acclamation Gheorghe Leuca (République de Moldova) Vice-Président du Comité pour la cinquante-quatrième session.

8. À sa 2<sup>e</sup> séance, le Comité a élu par acclamation Ramadhan Mwinyi (République-Unie de Tanzanie) Président du Comité pour la session. À la même séance, le Comité a élu par acclamation Hiroshi Onuma (Japon) Rapporteur du Comité pour la session.

9. À sa 19<sup>e</sup> séance, le 12 juin, le Comité a élu par acclamation Robert Harrison (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et Imelda Smolcic (Uruguay) Vice-Présidents du Comité pour la session.

10. Les membres du Bureau pour la cinquante-quatrième session du Comité sont donc :

*Président :*

Ramadhan Mwinyi (République-Unie de Tanzanie)

*Vice-Présidents :*

Gheorghe Leuca (République de Moldova)

Robert Harrison (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Imelda Smolicic (Uruguay)

*Rapporteur :*

Hiroshi Onuma (Japon)

## C. Participation

### 11. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés au Comité :

Argentine	Haïti
Bélarus	Iran (République islamique d')
Bénin	Italie
Botswana	Japon
Brésil	Kazakhstan
Bulgarie	Malaisie
Cameroun	Maroc
Chine	Pakistan
Cuba	Pérou
El Salvador	République de Corée
États-Unis d'Amérique	République de Moldova
Éthiopie	République-Unie de Tanzanie
Fédération de Russie	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord
France	Uruguay
Guinée	Zimbabwe
Guiné-Bissau	

### 12. Les États Membres de l'ONU ci-après étaient représentés par un observateur :

Algérie	Kenya
Autriche	Liban
Burkina Faso	Mexique
Égypte	Sri Lanka
Irlande	Suisse
Israël	

### 13. L'organisation intergouvernementale suivante était représentée en qualité d'observateur : Union européenne.

14. Ont également participé à la session la Directrice de cabinet du Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, le Secrétaire général adjoint, Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique, l'Adjointe de la Haut-Représentante pour les affaires de désarmement, la Secrétaire générale adjointe à l'appui aux missions, le Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité au

Département des opérations de maintien de la paix, le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique, le Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations au Département des affaires économiques et sociales, le Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, le Secrétaire général adjoint de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Directrice exécutive du Centre du commerce international, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains, la Sous-Secrétaire générale chargée de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et des partenariats stratégiques auprès de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le Directeur général par intérim de l'Office des Nations Unies à Genève et Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique pour l'Europe, le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés, le Secrétaire général adjoint à la gestion, la Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne, le Sous-Secrétaire général aux services de contrôle interne, le Secrétaire général adjoint et Chef par intérim du Département de la sûreté et de la sécurité, la Secrétaire exécutive de la Commission de la fonction publique internationale, la Secrétaire exécutive du Corps commun d'inspection, la Directrice du Secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et d'autres hauts responsables du Secrétariat.

15. Les programmes suivants du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, ou certains de leurs éléments, ont fait l'objet d'un débat par vidéoconférence : programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences); programme 5 (Utilisations pacifiques de l'espace); programme 6 (Affaires juridiques); programme 9 (Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique); programme 10 (Commerce et développement); programme 11 (Environnement); programme 13 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale); programme 15 (Développement économique et social en Afrique); programme 16 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique); programme 17 (Développement économique en Europe); programme 18 (Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes); programme 19 (Développement économique et social en Asie occidentale); programme 20 (Droits de l'homme); programme 21 (Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance); programme 25 (Services de gestion et d'appui); et programme 27 (Activités financées en commun).

## **D. Documentation**

16. La liste des documents dont le Comité était saisi à sa cinquante-quatrième session figure à l'annexe II.

## **E. Adoption du rapport du Comité**

17. À sa 22<sup>e</sup> séance, le 27 juin, le Comité a présenté le projet de rapport du Comité ([E/AC.51/2014/L.4](#) et [Add.1](#) à [Add.33](#)).

18. Préalablement à l'adoption du projet de rapport, les représentants de Cuba, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Bélarus ont modifié oralement les versions provisoires des additifs 32, 27 et 25, respectivement, au projet de rapport sur le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, lesquels concernent le programme 25 (Services de gestion et d'appui), le programme 26 (Contrôle interne) et le programme 13 (Contrôle interne des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale).

19. À la même séance, le Comité a adopté le projet de rapport, tel que modifié oralement, sur les travaux de sa cinquante-quatrième session ([E/AC.51/2014/L.4](#) et [Add.1](#) à [Add 33](#)).

20. Après l'adoption du projet de rapport, les représentants des pays suivants ont fait des déclarations : États-Unis d'Amérique, Cuba, Japon, Uruguay, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Italie. Avant la clôture de la séance, le Président du Comité a fait une déclaration.



## Chapitre II

### Questions relatives au programme

#### A. Rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 2012-2013

21. À ses 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> séances, les 2 et 3 juin 2014, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2012-2013 (A/69/144).

22. Le représentant du Secrétaire général a présenté le rapport sur l'exécution des programmes et répondu aux questions posées pendant son examen par le Comité.

#### Débat

23. Certaines délégations se sont dites satisfaites du rapport et ont noté avec satisfaction qu'il rendait utilement compte des processus de gestion budgétaire et de planification. Les délégations ont indiqué que le rapport sur l'exécution des programmes constituait un important outil de gestion et de responsabilisation. D'autres délégations ont fait remarquer que le rapport serait plus utile si le texte explicatif était plus court et que l'accent était mis davantage sur les résultats et les incidences que sur les produits. Une délégation a fait valoir que le Secrétariat ne pouvait pas changer le mode de présentation du rapport sans que l'Assemblée générale lui en fasse expressément la demande dans une résolution.

24. Les délégations ont félicité le Secrétariat d'avoir atteint un taux d'exécution des produits prescrits de 91 %, soit un point de pourcentage de plus par rapport à l'exercice biennal antérieur. On a estimé que les informations figurant au chapitre 3 étaient mieux présentées, mais on a demandé de plus amples explications sur les formules utilisées pour calculer les différents taux d'exécution et sur la différence entre produits quantifiables et produits non quantifiables.

25. On s'est inquiété du faible taux d'exécution des programmes relatifs à la sûreté et à la sécurité, au désarmement et à l'information et du taux élevé d'exécution des produits supplémentaires du programme relatif aux droits de l'homme. On a souligné que les programmes devaient être exécutés strictement sur la base des produits prescrits conformément au budget-programme approuvé.

26. On a noté que le taux de produits supprimés en raison des vacances de poste avait diminué. On a demandé au Secrétariat quelles mesures avaient été prises pour faire en sorte que le taux de vacance de postes reste faible et pour en minimiser l'incidence sur l'exécution des programmes. En outre, une question générale a été posée au sujet des principaux motifs de suppression en 2012-2013 et de l'effet de ces suppressions sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal. On s'est également interrogé sur le texte des organes délibérants utilisé par le Département de l'Assemblée générale et des services de conférence pour justifier la suppression de produits sur décision des organes délibérants.

27. Lors de l'examen des réalisations des différents programmes, on a estimé que le rapport, outre les modifications apportées au Règlement financier et aux Règles de gestion financière, aurait également dû mentionner, à la rubrique consacrée au programme relatif aux services communs d'appui, les travaux réalisés en 2012-2013

par le Département de la gestion sur les révisions proposées du Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation.

28. Plusieurs délégations ont relevé que, dans l'évaluation des réalisations escomptées qui figure dans le rapport sur l'exécution des programmes, il était fait référence au modèle PaperSmart proposé par le Secrétaire général. Les délégations ont rappelé au Secrétariat que ce modèle n'était actuellement appliqué qu'à titre expérimental et que l'Assemblée générale ne lui avait pas demandé de mettre complètement en œuvre l'initiative PaperSmart.

### **Conclusions et recommandations**

29. Le Comité a souligné qu'il importait que le Secrétariat se serve des rapports sur l'exécution des programmes comme d'un outil de gestion dans le cadre de la planification du cadre stratégique, conformément aux principes de la gestion axée sur les résultats, notamment en analysant régulièrement l'exécution des programmes.

30. Le Comité a pris note des informations figurant dans le rapport concernant les contraintes qui pèsent sur le budget de certains programmes et a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de continuer à fournir des renseignements au sujet des incidences sur l'exécution des programmes dans ses futurs rapports.

31. Le Comité a relevé que le rapport ne contenait pas certaines informations, que, sur sa recommandation, l'Assemblée générale avait demandées concernant l'incidence de la réduction du nombre de documents imprimés sur le processus décisionnel intergouvernemental lors des conférences et réunions des Nations Unies. Aussi a-t-il recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de donner pleinement suite à cette décision dans ses futurs rapports sur l'exécution des programmes.

32. Le Comité a pris note des informations fournies concernant la prestation de services PaperSmart lors de plusieurs réunions et réunions de haut niveau. À ce sujet, il rappelle que, comme l'a décidé l'Assemblée générale dans sa résolution 66/233, la mise en œuvre de PaperSmart reste expérimentale.

33. En outre, dans le souci d'améliorer la présentation du rapport, le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire figurer dans les prochains rapports, pour chacun des chapitres du programme, les informations suivantes :

a) Une comparaison avec l'exercice biennal précédent du taux d'exécution des produits prescrits;

b) Une comparaison avec l'exercice biennal précédent des produits supplémentaires exécutés à l'initiative du Secrétariat;

c) Des informations sur les principaux facteurs ayant une incidence sur l'exécution des produits prescrits lorsque le taux d'exécution au cours de l'exercice biennal était inférieur à 90 %.

## B. Projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017

### Premier volet

#### Plan-cadre

34. À sa 7<sup>e</sup> séance, le 4 juin 2014, le Comité a examiné le premier volet : plan-cadre du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Part one\)](#) et [Corr.1](#)].

35. Le Chef de cabinet a présenté le plan-cadre et répondu aux questions soulevées pendant son examen par le Comité.

#### Débat

36. Les délégués ont réservé un accueil favorable et donné leur soutien au document présenté, qui reflétait les stratégies à appliquer dans la réalisation des objectifs à long terme de l'Organisation, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale. Certaines délégations, indiquant que le plan-cadre était un document général et qu'il ne pouvait pas couvrir tous les aspects des activités de l'Organisation, ont félicité le Secrétaire général pour avoir élaboré un document tenant compte des priorités. D'autres délégations ont dit que le plan-cadre aurait pu être plus ambitieux et moins pessimiste.

37. On s'est demandé pourquoi le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement ainsi que les questions concernant l'espace extra-atmosphérique et les océans et les mers n'ont pas été pris en compte dans le plan-cadre. L'attention a été appelée sur d'autres questions importantes qui ne figuraient pas dans le plan-cadre, comme le droit au développement, la gestion des migrations et les réfugiés. On a indiqué que le plan-cadre aurait dû comprendre des aspects de la gestion des risques, relevant de la compétence du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.

38. Les délégués ont donné leur appui aux huit domaines prioritaires définis dans le plan-cadre. Ils se sont réjouis de la prise en compte de priorités concernant les pays se trouvant dans des conditions particulières, comme les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays en conflit où les plus vulnérables étaient marginalisés.

39. Certaines délégations ont dit que le développement commun devait être un objectif à long terme de l'Organisation, étant donné qu'il était la base du développement durable. L'élimination de la pauvreté a également été considérée comme prioritaire. Certaines délégations ont déclaré que l'Organisation jouait un rôle fondamental et unique en matière de maintien de la paix et de la sécurité, ainsi que de diplomatie préventive.

40. Le lien direct établi entre le chômage des jeunes et la violence a suscité des inquiétudes car il ne semblait concerner que les jeunes et non les autres causes potentielles de violence. Certaines délégations ont estimé que la corrélation entre criminalité organisée et conflits internes et internationaux n'était pas automatique, la criminalité organisée pouvant être transnationale sans être forcément liée à ces conflits.

41. Les difficultés rencontrées par les pays en développement dans la mise en œuvre d'une gestion durable des ressources naturelles ont été mises en avant et on

s'est demandé comment cela était pris en compte par les instances intergouvernementales.

42. On a voulu savoir si la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) avait été approuvée. Des précisions ont également été demandées sur les négociations concernant les nouveaux objectifs de développement après 2015 et comment ceux-ci seraient pris en compte dans le cadre stratégique pour l'exercice biennal 2016-2017.

43. Des précisions ont été demandées sur le sens de plusieurs termes tels que « groupements d'États Membres », « mesures de réforme du maintien de la paix », « partenariat avec les pays fournisseurs de contingents », « guerres civiles », « acteurs extérieurs », et les méthodes permettant d'établir et d'évaluer les « violations graves et systématiques des droits de l'homme ».

44. Des questions ont également été posées sur les risques de chevauchement des tâches de reconstruction après le conflit, entre l'Organisation des Nations Unies, la Commission de consolidation de la paix et le Programme des Nations Unies pour le développement.

45. On a salué les mesures prises pour que la question de l'Afrique demeure en bonne place dans l'ordre du jour de l'Organisation. Toutefois, on a dit que si l'Organisation voulait faire avancer le développement de l'Afrique, elle avait besoin, de renforcer la sécurité sur le continent en fournissant un appui étroit à l'Union africaine et en s'associant avec elle, et en établissant des relations de collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales, mais que ces relations devaient être mutuelles.

46. Des remerciements ont été adressés aux membres du personnel des Nations Unies en poste dans des lieux d'affectation dangereux et des précisions ont été demandées et données sur les mesures prises par l'Organisation pour la protection de son personnel. S'agissant des opérations d'aide humanitaire, en particulier, l'augmentation des problèmes d'accès, l'insécurité des théâtres d'opérations, le peu de respect accordé à l'immunité de l'ONU sur le terrain et la récente création des brigades d'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ont suscité des inquiétudes.

47. On a demandé à savoir plus précisément qui était chargé d'établir les violations graves et systématiques des droits de l'homme. On s'est également inquiété de la place accessoire accordée à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, qui n'est pas financé au moyen du budget ordinaire. S'agissant du désarmement et du développement, des précisions ont été demandées sur la mise en œuvre de programmes d'éducation, de vulgarisation et de formation et les services consultatifs.

48. On a bien accueilli l'inclusion de la résolution [66/257](#) de l'Assemblée générale sur les progrès accomplis dans l'élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, on s'est interrogé sur l'absence de la résolution [68/264](#) de l'Assemblée portant sur le même sujet.

49. On a demandé des précisions sur le montant total des dépenses, la portée et l'application du progiciel de gestion intégré (Umoja), ainsi que sur les problèmes recensés au cours de la phase de mise en service, notamment dans les bureaux

extérieurs. Il a été dit qu'une meilleure gestion d'Umoja, des Normes comptables internationales pour le secteur public et de la stratégie globale d'appui aux missions serait d'une importance capitale. On a demandé s'il existait d'autres initiatives mises en œuvre pour accroître l'efficacité de l'Organisation.

50. On a bien accueilli le fait que l'organisation ait continué de se concentrer sur la mesurabilité et les effets, notamment en améliorant le lien entre les indicateurs de succès et les réalisations. Des questions ont été posées sur la façon de mesurer les programmes qui ne dépendent pas seulement de l'Organisation et des États Membres, mais de facteurs externes. On a suggéré d'utiliser de meilleurs indicateurs, qui mettent l'accent sur les mandats ayant une incidence sur la vie des personnes.

51. Des délégations ont vivement déploré l'instruction donnée aux directeurs de programme par le Bureau de la planification des programmes de réduire la longueur de leurs programmes de travail biennaux, dans le seul but de réaliser des économies sans tenir compte de la nature très politique de ces programmes et de l'équilibre politique délicat. De surcroît, cette instruction ne tient pas compte du fait que le contenu de ces programmes est le fruit de longues et difficiles négociations entre les États Membres.

52. Des délégations ont fermement condamné la décision susmentionnée, qui a eu un effet négatif sur les négociations du cadre stratégique, l'évolution normale de la session du Comité et la mise en place d'un environnement favorable aux négociations et au processus de prise de décisions.

53. D'autres délégations ont indiqué que les modifications proposées relevaient de la compétence du Secrétaire général en sa qualité de chef de l'administration et étaient conformes aux dispositions réglementaires en vigueur à l'Organisation des Nations Unies.

54. On a déploré le manque de cohérence concernant l'examen par les organes sectoriels, techniques et régionaux du plan-programme biennal. On a dit que le Secrétaire général devrait veiller à ce que soient respectés le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation ([ST/SGB/2000/8](#)).

55. On a rappelé qu'il importait que le Secrétariat mette pleinement en œuvre toutes les décisions adoptées et respecte pleinement les rôles respectifs des principaux organes, tels qu'énoncés dans la Charte des Nations Unies. Il a été noté que le projet de cadre stratégique ne couvrait ni les mesures et ni les données sur les initiatives prises spécifiquement par le Secrétaire général pour promouvoir une culture de responsabilité au sein du Secrétariat, conformément à la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution [67/236](#).

56. Des délégations ont salué les activités du Secrétariat visant à contribuer à la mise en œuvre des objectifs de développement adoptés au niveau international. À cet égard, elles ont rappelé que le Secrétaire général devait s'engager à ce que les mesures du Conseil des chefs de secrétariat pour la coordination, y compris concernant l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, soient pleinement conformes aux décisions des États Membres. Des délégations ont regretté l'ajout de concepts, d'objectifs et d'indicateurs de succès en l'absence de

tout mandat intergouvernemental, dont certains qui pourraient refléter l'attitude partielle du Secrétariat à l'égard des positions de certains pays ou groupe de pays.

57. Des délégations ont rappelé que les réalisations escomptées et indicateurs de succès mesuraient le Secrétariat, pas les États Membres. Dans ce contexte, elles ont déploré l'ajout de propositions dépassant les prérogatives du Secrétariat, dont certaines interférant avec la souveraineté des États Membres.

### **Conclusions et recommandations**

58. **Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve les huit priorités énumérées au paragraphe 34 du plan-cadre pour la période 2016-2017 (A/69/6 (Part one) et Corr. 1).**

59. **Compte tenu des divergences entre États Membres sur certains aspects du plan-cadre, le Comité a recommandé que l'Assemblée générale examine le plan-cadre à sa soixante-neuvième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Planification des programmes ».**

### **Programme 1**

#### **Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences**

60. À sa 6<sup>e</sup> séance, le 4 juin 2014, le Comité a examiné le programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 1)]. Il était également saisi d'une note du Secrétariat sur le projet de cadre stratégique figurant dans le document de séance (E/AC.51/2014/CRP.1/Add.1).

61. Le Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a présenté le programme et répondu aux questions soulevées au cours de son examen par le Comité.

### **Débat**

62. Les objectifs généraux du programme ont été globalement bien accueillis, les délégations se disant conscientes de l'importance des services fournis aux États Membres par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences.

63. Les progrès accomplis dans la gestion intégrée des services de conférence dans les quatre centres de conférence en vue d'améliorer la qualité et l'efficacité des prestations ont été salués. À cet égard, des éclaircissements sur les modalités de coordination des quatre centres ont été demandés.

64. Sachant que les services du Département avaient une incidence sur les travaux des États Membres, il était primordial de concilier qualité et respect des délais dans le traitement et la publication des documents et la fourniture des services.

65. Dans sa résolution sur le multilinguisme, l'Assemblée générale avait demandé au Secrétaire général d'assurer la parité des services linguistiques. Les principes relatifs au multilinguisme devaient être appliqués à la lettre sans que la qualité des services s'en trouve compromise. Le multilinguisme était de la plus haute

importance pour les pays non anglophones, pourtant certains documents n'étaient disponibles qu'en anglais.

66. Certaines délégations se sont félicitées des progrès accomplis dans l'exécution du projet pilote de l'initiative PaperSmart. D'autres étaient préoccupées par le fait qu'il n'existait pas de texte de l'Assemblée générale portant autorisation des activités menées dans ce domaine.

67. Il a été demandé quelles mesures le Département comptait prendre pour assurer l'accessibilité aux personnes handicapées.

68. Certaines délégations ont demandé pourquoi la référence aux fonctionnaires à la retraite, dont l'expérience contribuait à la qualité de la documentation, n'apparaissait plus dans la stratégie relative au sous-programme 3. Vu le risque de perte de mémoire institutionnelle, elles souhaitaient des précisions sur le rôle des retraités.

69. Concernant l'exécution des sous-programmes 3 et 4 dans les quatre centres de conférence, des éclaircissements ont été demandés au sujet du nouvel indicateur de succès prévoyant une augmentation d'au moins 15 % du nombre des personnes figurant sur les listes d'indépendants agréés pour toutes les langues et toutes les disciplines.

70. Une délégation a demandé ce qui était fait d'autre pour exploiter les nouvelles technologies afin d'accroître encore l'efficacité et l'efficience.

71. Les délégations ont pris note des modifications proposées par le Comité des conférences, telles qu'indiquées à l'annexe II du document de travail [E/AC.51/2014/CRP.1/Add.1](#).

#### **Conclusions et recommandations**

**72. Le Comité se félicite des efforts déployés par le Département pour fournir avec plus d'efficience des services de conférence de qualité afin d'appuyer les processus intergouvernementaux et il recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de trouver d'autres moyens d'accroître l'efficience du Département.**

**73. Le Comité souligne que le Secrétariat doit appliquer les mêmes normes de contrôle de la qualité aux documents que les quatre centres de conférence font traduire à l'extérieur afin que les traductions publiées dans les six langues officielles soient de première qualité.**

**74. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 1 du projet de cadre stratégique (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences), sous réserve des modifications ci-après.**

### *Orientation générale*

#### *Paragraphe 1.3*

Insérer la phrase suivante au début du paragraphe :

« Les services de conférence du Siège et des Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi qui relèvent du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences sont chargés de l'exécution du programme et de la réalisation de ses objectifs. »

Remplacer « Guidé par les dispositions des résolutions 57/300 et 68/251 de l'Assemblée » par « Guidé par les dispositions des résolutions 57/300, 66/233 et 68/251 de l'Assemblée ».

À la fin du paragraphe, ajouter ce qui suit :

« Le Département continuera de s'employer, en faisant preuve d'initiative, à fournir aux organes intergouvernementaux et aux organes d'experts pour lesquels il travaille des services techniques, procéduraux et fonctionnels de secrétariat, des services de protocole et de liaison et des services de conférence de manière que des effets de synergie se dégagent et que des améliorations globales soient apportées à l'échelle des quatre centres de conférence. »

#### *Paragraphe 1.4*

Remplacer la sixième phrase par : « Il pourra ainsi, conformément aux dispositions des résolutions de l'Assemblée générale mentionnées plus haut, continuer à améliorer la qualité, la productivité, le respect des délais et le coût-efficacité des services relevant du programme. »

#### *Paragraphe 1.5*

Remplacer « permettra de mieux assurer la qualité des services de traduction contractuels, qui seront développés » par « permettra de mieux assurer la qualité des services de traduction, y compris des services contractuels ».

#### *Paragraphe 1.6*

Remplacer le texte actuel par « Des mesures seront prises pour enrichir le vivier de linguistes agréés et faire en sorte qu'il soit plus équilibré, dans toutes les langues et dans tous les centres de conférence, en encourageant les candidats prometteurs à postuler par divers moyens, notamment des concours de recrutement réaménagés, le Programme de collaboration avec les universités mis en place par le Département, ainsi que des stages rémunérés ou non, dans le respect des normes de recrutement de l'Organisation applicables au personnel linguistique. La problématique hommes-femmes continuera d'être systématiquement prise en compte au niveau des sous-programmes. »



## A. Gestion des conférences (New York)

### Sous-programme 1

#### Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social

##### *Indicateurs de succès*

Dans le libellé de l'indicateur de succès a) i), supprimer le mot « écrite ».

Remplacer le texte de l'indicateur de succès b) par le suivant : « Parution dans les délais de tous les documents destinés aux organes délibérants et fourniture d'un appui interdépartemental efficace et efficient aux organes intergouvernementaux, dans le respect de la parité des langues officielles ».

##### Stratégie

##### *Paragraphe 1.7 b)*

Remplacer « du Conseil économique et social » par « du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires ».

##### *Paragraphe 1.7 c)*

Remplacer le libellé actuel par le suivant : « À fournir aux représentants des États Membres une assistance portant sur toutes les questions relatives à l'efficacité de la programmation et de la tenue des réunions, ce qui consistera notamment à distribuer un programme de travail préliminaire et à faire en sorte que les documents et les communications soient disponibles en temps voulu dans toutes les langues officielles ».

### Sous-programme 2

#### Planification et coordination des services de conférence

##### Stratégie

##### *Paragraphe 1.8 b) i)*

Après les mots « En veillant à ce que les documents paraissent en temps voulu » ajouter « dans toutes les langues officielles ».

##### *Paragraphe 1.8 c)*

Après les mots « États Membres et des participants aux réunions » ajouter « dans toutes les langues officielles ».

##### *Paragraphe 1.8 d)*

À la fin du paragraphe, ajouter les mots : « dans toutes les langues officielles ».

**Paragraphe 1.8 g)**

Après « aux fins de la communication avec les clients, », ajouter « conformément aux textes adoptés par les organes délibérants, ».

**Sous-programme 3**

**Services de documentation**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans le libellé de la réalisation escomptée a), après « et autres documents », ajouter « dans toutes les langues officielles ».

Remplacer le libellé de la réalisation escomptée b) par ce qui suit : « Amélioration du rapport coût-efficacité des services d'édition, de traduction, de rédaction de comptes rendus analytiques et de traitement de texte, à qualité égale et sans réduction des services prescrits par les résolutions de l'Assemblée générale ».

*Indicateurs de succès*

Changer l'indicateur c), qui devient l'indicateur c) i), et ajouter un indicateur c) ii) libellé comme suit :

« c) ii) Réduction des déséquilibres entre combinaisons linguistiques »

**Stratégie**

*Paragraphe 1.9*

Après l'alinéa b), ajouter un alinéa c) libellé comme suit :

« c) À veiller, lors de l'édition par le Secrétariat, à n'apporter aucun changement de fond aux textes des projets de résolution et des résolutions arrêtés par les États Membres; »

Renommer les alinéas a) et b) qui deviennent les alinéas d) et c), respectivement.

**Sous-programme 4**

**Services d'appui aux réunions et de publication**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer le libellé de la réalisation escomptée a) par le suivant : « Fourniture de services d'interprétation, de rédaction de procès-verbaux de séance, de préparation de copie, de publication assistée par ordinateur, d'impression, de distribution et d'appui aux réunions de première qualité, dans toutes les langues officielles ».

À la fin du libellé de la réalisation escomptée b) ajouter « à qualité égale et sans réduction des services prescrits par les résolutions de l'Assemblée générale ».

*Indicateurs de succès*

Renommer l'indicateur c), qui devient c) i), et ajouter un indicateur c) ii) libellé comme suit : « c) ii) Réduction des déséquilibres entre combinaisons linguistiques ».

**B. Gestion des conférences (Genève)****Sous-programme 2****Planification et coordination des services de conférence****Stratégie***Paragraphe 1.11 b) i)*

Après « paraissent en temps voulu » insérer « dans toutes les langues officielles ».

*Paragraphe 1.11 c)*

Après « des États Membres et des participants aux réunions » ajouter « dans toutes les langues officielles ».

*Paragraphe 1.11 d)*

À la fin du paragraphe, ajouter « dans toutes les langues officielles ».

**Sous-programme 3****Services de documentation***Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans le libellé de la réalisation escomptée a) après « et autres documents », insérer les mots « dans toutes les langues officielles ».

Dans le libellé de la réalisation escomptée b) ajouter « après « traitement de texte », ajouter « à qualité égale et sans réduction des services prescrits par les résolutions de l'Assemblée générale ».

*Indicateurs de succès*

Renommer l'indicateur c), qui devient c) i), et ajouter un indicateur c) ii) libellé comme suit : « c) ii) Réduction des déséquilibres entre combinaisons linguistiques »

**Stratégie***Paragraphe 1.12*

Après l'alinéa b), ajouter un alinéa c) libellé comme suit :

« c) À veiller, lors de l'édition par le Secrétariat, à n'apporter aucun changement de fond aux textes des projets de résolution et des résolutions arrêtés par les États Membres ».

Renommer les anciens alinéas c) et d) qui deviennent les alinéas d) et e), respectivement.

**Sous-programme 4**  
**Services d'appui aux réunions et de publication**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans le libellé de la réalisation escomptée a) après « d'appui aux réunions de première qualité, » ajouter « dans toutes les langues officielles ».

À la fin du libellé de la réalisation escomptée b) ajouter « à qualité égale et sans réduction des services prescrits par les résolutions de l'Assemblée générale ».

*Indicateurs de succès*

Ajouter un indicateur de succès b) iv) libellé comme suit :

b) iv) « Augmentation du nombre d'utilisateurs du système d'abonnement en ligne »

Renommer l'indicateur c), qui devient c) i), et ajouter un indicateur de succès c) ii) libellé comme suit :

« c) ii) Réduction des déséquilibres entre combinaisons linguistiques »

**C. Gestion des conférences (Vienne)**

**Sous-programme 2**  
**Planification et coordination des services de conférence**

*Indicateurs de succès*

Renommer l'indicateur de succès b) qui devient b) i) et ajouter un indicateur b) ii) libellé comme suit :

« Augmentation du pourcentage de réunions des groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres pour lesquelles des services d'interprétation sont assurés »

**Stratégie**

*Paragraphe 1.14 c)*

Après « des États Membres et des participants aux réunions » ajouter « dans toutes les langues officielles, »

*Paragraphe 1.14 d)*

À la fin du paragraphe, ajouter « dans toutes les langues officielles ».

**Sous-programme 3**  
**Services de documentation**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans le libellé de la réalisation escomptée a), après « et autres documents, » insérer les mots « dans toutes les langues officielles ».

À la fin du libellé de la réalisation escomptée b) ajouter « à qualité égale et sans réduction des services prescrits par les résolutions de l'Assemblée générale ».

*Indicateurs de succès*

Renommer l'indicateur c), qui devient c) i), et ajouter un indicateur c) ii) libellé comme suit :

« ii) Réduction des déséquilibres entre combinaisons linguistiques »

*Stratégie**Paragraphe 1.15*

Après l'alinéa b), ajouter un alinéa c) libellé comme suit :

« c) À veiller, lors de l'édition par le Secrétariat, à n'apporter aucun changement de fond aux textes des projets de résolutions et des résolutions arrêtés par les États Membres »

Renommer les anciens alinéas c) et d) qui deviennent les alinéas d) et e), respectivement.

*Sous-programme 4**Services d'appui aux réunions et de publication**Réalisations escomptées du Secrétariat*

À la fin du libellé de la réalisation escomptée a) ajouter, dans « toutes les langues officielles »

À la fin du libellé de la réalisation escomptée b), ajouter, « à qualité égale et sans réduction des services prescrits par les résolutions de l'Assemblée générale »

*Indicateurs de succès*

Ajouter un indicateur de succès b) iv) libellé comme suit :  
« iv) Augmentation du nombre d'utilisateurs du système d'abonnement en ligne »

Renommer l'indicateur c), qui devient c) i), et ajouter un indicateur c) ii) libellé comme suit :

« ii) Réduction des déséquilibres entre combinaisons linguistiques »

**D. Gestion des conférences (Nairobi)***Sous-programme 2**Planification et coordination des services de conférence*

*Indicateurs de succès*

Ajouter un indicateur de succès b) ii) libellé comme suit :  
« ii) Augmentation du pourcentage de réunions des groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres pour lesquelles des services d'interprétation sont assurés.

**Stratégie**

**Paragraphe 1.17 c)**

Après « des États Membres et des participants aux réunions » ajouter « dans toutes les langues officielles, ».

*Paragraphe 1.17 d)*

À la fin du paragraphe ajouter « dans toutes les langues officielles ».

**Sous-programme 3**

**Services de documentation**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans le libellé de la réalisation escomptée a), après « et autres documents » ajouter « dans toutes les langues officielles ».

Dans le texte de la réalisation escomptée b) après les mots « remplacer le texte existant par « à qualité égale et sans réduction des services prescrits par les résolutions de l'Assemblée générale ».

*Indicateurs de succès*

Renommer l'indicateur c), qui devient c) i), et ajouter un indicateur de succès c) ii) libellé comme suit « ii) Réduction des déséquilibres entre combinaisons linguistiques »

**Stratégie**

*Paragraphe 1.18*

Après l'alinéa b), ajouter un alinéa c) libellé comme suit :

c) À veiller, lors de l'édition par le Secrétariat, à n'apporter aucun changement de fond aux textes des projets de résolution et des résolutions arrêtés par les États Membres;

Renommer les alinéas c) et d) qui deviennent les alinéas d) et e), respectivement.

**Sous-programme 4**

**Services d'appui aux réunions et de publication**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

À la fin du libellé de la réalisation escomptée a), ajouter « dans toutes les langues officielles ».

**À la fin du libellé de la réalisation escomptée b), ajouter « à qualité égale et sans réduction des services prescrits par les résolutions de l'Assemblée générale ».**

*Indicateurs de succès*

**Ajouter un indicateur de succès b) v) libellé comme suit :  
v) Augmentation du nombre d'utilisateurs du système d'abonnement en ligne »**

**Renommer l'indicateur c), qui devient c) i), et ajouter un indicateur c) ii) libellé comme suit : ii) Réduction des déséquilibres entre combinaisons linguistiques »**

**Programme 2**

**Affaires politiques**

75. À sa 5<sup>e</sup> séance, le 3 juin 2014, le Comité du programme et de la coordination a examiné le programme 2 (Affaires politiques) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [(A/69/6 (Prog. 2)]. Le Comité était également saisi d'une note du Secrétariat sur le projet de cadre stratégique figurant dans le document de séance E/AC.51/2014/CRP.1.

76. Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques a présenté le programme et répondu aux questions soulevées au cours de l'examen de celui-ci par le Comité.

**Examen de la question**

77. Les membres se sont félicités du programme, faisant observer qu'il était très important pour le maintien de la paix et la sécurité internationales. Elles ont noté que les recommandations du Comité avaient été prises en compte lors de l'élaboration du projet de cadre stratégique. Des précisions ont été demandées concernant certaines modifications par rapport au texte du plan-programme biennal pour la période 2014-2015, notamment en ce qui concerne la description des stratégies et objectifs et le nombre et l'ordre des réalisations escomptées, et la suppression de paragraphes portant sur la coordination et la structure. L'opinion a été émise que concision n'était pas toujours synonyme de clarté et qu'il fallait veiller à préserver l'équilibre entre la forme et le fond. D'autres membres se sont déclarés favorables à la nouvelle présentation du cadre stratégique du programme. Des éclaircissements ont été demandés au sujet du recours à d'autres moyens pour remédier aux difficultés rencontrées par le Département des affaires politiques dans l'exécution de son programme du fait de l'insuffisance des ressources allouées aux voyages, comme le décrit le rapport sur l'exécution des programmes pour l'exercice biennal 2012-2013 (A/69/144). Des explications supplémentaires ont été demandées sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans l'ensemble du programme et les textes portant autorisation propres au projet de cadre stratégique.

78. En ce qui concerne le sous-programme 1 (Prévention, maîtrise et règlement des conflits), on a demandé pourquoi, dans la stratégie, « partenariats avec d'autres acteurs appartenant ou non au système des Nations Unies » avait été inséré à l'alinéa h), alors que « renforcer les liens politiques et opérationnels avec la Commission de consolidation de la paix, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix » figurait à l'alinéa l).

79. Pour ce qui est du sous-programme 2 (Assistance électorale), des éclaircissements ont été demandés sur les changements apportés à l'objectif, ainsi que sur les textes portant autorisation du programme qui ont donné lieu à ces changements, notamment l'emploi du terme « élections honnêtes ». Des précisions ont également été demandées sur la réalisation escomptée b), « Renforcement de la cohérence et de la convergence à l'échelle du système des Nations Unies en matière d'assistance électorale. »

80. Concernant le sous-programme 3 (Affaires du Conseil de sécurité), il a été noté que l'indicateur de succès a) permettrait de mesurer le degré de satisfaction de l'ensemble des États Membres de l'Organisation des Nations Unies (« wider membership » dans la version anglaise). L'opinion a été émise que l'expression « wider membership » manquait de clarté et qu'il fallait préciser de quelle façon le Secrétariat allait mesurer cette satisfaction.

81. S'agissant du sous-programme 4 (Décolonisation), on s'est inquiété de ce que la description de la stratégie avait été abrégée et des éléments essentiels, tels que la fourniture d'une assistance technique aux organes délibérants, notamment au Comité spécial, avaient été supprimés. Il a été indiqué que le texte supprimé devait être rétabli.

82. En ce qui concerne le sous-programme 5 (Question de Palestine), des membres se sont dits préoccupés par les modifications apportées à la stratégie, notamment le remplacement de l'expression « toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies » par « légitimité internationale » (par. 2.13). À cet égard, des précisions ont été demandées sur la signification de « légitimité internationale » et sur la façon dont il serait veillé à l'application de toutes les résolutions. Il a également été dit que l'indicateur de succès iii), « meilleure prise de conscience au niveau international », n'était pas mesurable et correspondait donc plus à une réalisation escomptée qu'à un indicateur de succès.

83. Des membres ont également exprimé leur appui au sous-programme 6 (Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme), notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et le renforcement des moyens dont les États Membres disposent dans ce domaine.

84. Pour ce qui est du sous-programme 7 (Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient), on a demandé des explications supplémentaires en ce qui concerne la suppression des adjectifs « diplomatique » et « culturel » de la stratégie. Au sujet de l'indicateur de succès c), des éclaircissements ont été demandés sur l'avantage qu'il y avait à remplacer « plan d'intervention à moyen terme » par « plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement ». Il a été indiqué que dans la réalisation escomptée a), le terme « participants » était vague.

85. Concernant le sous-programme 8 (Bureau d'appui à la consolidation de la paix), l'importance du sous-programme pour le développement a été soulignée. Il a été rappelé que l'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies devait avoir lieu en 2015. Des membres ont fait valoir que, quelle que soit l'issue de cet examen, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix devrait continuer à fournir un appui analytique à la Commission de consolidation de la paix. On a également demandé pourquoi la réalisation escomptée b) du cadre



stratégique pour la période 2014-2015, qui concernait le Fonds pour la consolidation de la paix, avait été exclue du cadre stratégique pour la période 2016-2017.

86. En ce qui concerne le sous-programme 9 (Registre de l'Organisation des Nations Unies concernant les dommages causés par la construction du mur dans le Territoire palestinien occupé), des précisions ont été demandées sur les réalisations escomptées et les indicateurs de succès.

#### **Conclusions et recommandations**

87. **Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 2 (Affaires politiques) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications ci-après :**

##### **Orientation générale**

###### ***Paragraphe 2.2***

**Dans la seconde phrase, remplacer les mots « rétablissement de la paix et consolidation de la paix après les conflits » par les mots « rétablissement de la paix, renforcement des capacités et consolidation de la paix après les conflits ».**

###### ***Paragraphe 2.5***

**Dans la deuxième phrase, supprimer les mots « et orienter ».**

##### **Sous-programme 1**

##### **Prévention, maîtrise et règlement des conflits**

###### ***Réalisations escomptées du Secrétariat***

**Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant :**

**« a) Amélioration de la capacité des États Membres de détecter, prévenir et régler les situations de conflit ».**

##### **Stratégie**

###### ***Paragraphe 2.7 h)***

**Remplacer « d'autres acteurs appartenant ou non au système des Nations Unies » par « d'autres entités du système des Nations Unies et organisations sous-régionales, régionales et internationales ».**

###### ***Paragraphe 2.7 m)***

**À la fin du paragraphe, ajouter un nouvel alinéa m) libellé comme suit : « et m) donner aux femmes les moyens d'apporter leur contribution à la consolidation de la paix et à la médiation ».**

**Sous-programme 2**  
**Assistance électorale**

*Objectif de l'Organisation*

Remplacer le libellé de l'objectif de l'Organisation par le texte suivant : « Renforcement des capacités des États Membres qui en font la demande, en particulier grâce à la consolidation des institutions électorales nationales ».

*Indicateurs de succès*

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès a) iii) par le texte suivant : iii) « Augmentation du nombre de cas dans lesquels des missions ou des experts électoraux ont été déployés dans les délais prescrits ».

Dans l'indicateur de succès b), supprimer les mots « notamment en matière d'assistance électorale intégrée ».

**Sous-programme 4**  
**Décolonisation**

**Stratégie**

*Paragraphe 2.10*

Dans la première phrase, après « Groupe de la décolonisation », ajouter « , qui fournira un appui au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi qu'à l'Assemblée générale ».

*Paragraphe 2.12*

Remplacer le paragraphe par le texte du paragraphe 2.14 du plan-programme biennal pour la période 2014-2015, libellé comme suit, en remplaçant le chiffre « 16 » par le chiffre « 17 » :

2.12 Pour soutenir les organes délibérants susmentionnés, en particulier le Comité spécial, des avis et une assistance technique seront fournis au Comité, notamment : aux fins de ses travaux sur la situation dans les 17 derniers territoires non autonomes lors de ses sessions annuelles; lors de la préparation et de la tenue de ses séminaires organisés en alternance dans les Caraïbes et le Pacifique; lors des missions de visite; et dans le cadre de toute autre activité relevant de son programme de travail. Une assistance sera également fournie pour améliorer la coopération du Comité avec les puissances administrâtes, maintenir des contacts avec les représentants des territoires non autonomes et nouer des relations avec les organismes et institutions des Nations Unies, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en vue de progresser encore dans la décolonisation et de mettre totalement fin au colonialisme. Cet appui prendra notamment la forme d'un suivi attentif de l'évolution de la situation dans les territoires non autonomes, de l'exécution de travaux de recherche ainsi que de l'établissement de

documents de travail, de rapports, d'analyses et d'exposés. En outre, en coopération avec le Département de l'information, des documents d'information, notamment des publications et des programmes audiovisuels sur la décolonisation, seront élaborés et largement diffusés, en vue de sensibiliser davantage la communauté internationale aux problèmes de décolonisation et de mobiliser l'opinion internationale en faveur de l'élimination complète du colonialisme.

#### **Sous-programme 5** **Question de Palestine**

##### *Indicateurs de succès*

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès iii) par le texte suivant :

iii) Meilleure sensibilisation de la communauté internationale à la question de Palestine, notamment par l'augmentation du nombre de notes de synthèse, de ressources et de documents d'information de qualité fournis par la Division des droits des Palestiniens.

##### **Stratégie**

##### *Paragraphe 2.13*

Après la deuxième phrase, insérer la phrase qui suit : « L'Organisation continuera d'appuyer le Comité jusqu'à ce que la question de Palestine soit réglée sous tous ses aspects de manière satisfaisante et dans le respect du droit international ».

#### **Sous-programme 7** **Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient**

##### *Indicateurs de succès*

Dans la version anglaise, remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès b) par le texte suivant :

b) The level of resources made available for improving the socioeconomic conditions of the Palestinian people is maintained in accordance with their needs.

##### **Stratégie**

##### *Paragraphe 2.15*

Dans la première phrase, remplacer « en tenant compte de la problématique hommes-femmes » par « en tenant compte des aspects diplomatiques et culturels ainsi que de la problématique hommes-femmes » et remplacer « dans le Territoire palestinien occupé » par « en Palestine ».

Remplacer la deuxième phrase par le texte suivant :

Il sera chargé de coordonner les efforts déployés par les organismes des Nations Unies pour encourager la participation des parties et de la communauté internationale au moyen d'une amélioration de la planification et d'un renforcement des négociations et des consultations afin de progresser sur la voie d'un règlement fondé sur l'existence de deux États.

*Paragraphe 2.16*

Dans la première phrase, remplacer « dans le Territoire palestinien occupé » par « en Palestine ».

**Sous-programme 8**

**Bureau d'appui à la consolidation de la paix**

*Objectif de l'Organisation*

Dans la version anglaise, remplacer l'expression « countries emerging from conflict » par « post-conflict countries ».

*Indicateurs de succès*

Dans le libellé de l'indicateur a) i), supprimer les mots « et orienter ».

Dans l'indicateur de succès b) ii), remplacer « Pourcentage des fonds » par « Totalité des fonds ».

Au début de l'indicateur de succès b) iv), insérer « Maintien du » devant « pourcentage ».

Au début de l'indicateur de succès c), insérer « Augmentation du ».

**Textes portant autorisation du programme**

Dans le sous-programme 1, remplacer le sujet de la déclaration du Président figurant dans le document [S/PRST/2011/4](#) par le libellé suivant : « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : interdépendance de la sécurité et du développement ».

**Programme 3**

**Désarmement**

88. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 5 juin 2014, le Comité a examiné le programme 3 (Désarmement) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 3\)](#)].

89. Le Représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

**Débat**

90. Les délégations ont dit tout le bien qu'elles pensaient du programme, qu'elles continuent à soutenir, de même que les travaux du Bureau des affaires de désarmement.

91. Des précisions ont été demandées au sujet de l'application des modifications présentées au Comité à sa cinquante-troisième session. Il a été rappelé que des modifications avaient été apportées aux sous-programmes 1, 2 et 5, y compris des modifications structurelles, du programme que le Comité avait décidé de ne pas recommander à l'Assemblée générale pour approbation.

92. Les délégations ont constaté que plusieurs résolutions de l'Assemblée générale et une décision avaient été supprimées de la liste des textes portant autorisation du programme et ont indiqué que ces textes conservaient une importance capitale pour l'exécution des tâches prescrites au titre du programme. À cet égard, elles ont demandé qu'une explication soit fournie concernant les changements apportés à la présentation des documents pertinents. Elles ont aussi prié le Secrétariat de leur donner des renseignements sur les textes justifiant les différents résultats escomptés.

93. Un intervenant a constaté qu'au paragraphe 3.3, il n'avait pas été fait référence aux mesures concrètes de désarmement pour l'exercice biennal 2016-2017. Des précisions ont donc été demandées quant à ce concept, qui figurait dans le plan-programme biennal et priorités pour la période 2014-2015 (A/67/6/Rev.1).

94. Il a été avancé qu'au paragraphe 3.4, le Bureau des affaires de désarmement avait moins mis l'accent sur les pays en développement que dans le programme pour l'exercice biennal 2014-2015 dans le but de renforcer les compétences techniques des États Membres en matière de désarmement.

95. Des précisions ont été demandées sur la position du Secrétariat concernant la nature de l'appui et de l'assistance devant être fournis à l'Assemblée générale en application du paragraphe 3.5.

96. Des précisions ont également été demandées sur les questions de sécurité mentionnées au paragraphe 3.6.

97. Des éclaircissements ont été demandés sur le suivi et les tendances futures dans le domaine du désarmement nucléaire, mentionnés au paragraphe 3.9 c), dans le cadre du sous-programme 2. Les délégations ont souligné qu'il fallait se pencher sur la question de l'analyse des tendances actuelles dans le domaine de la prolifération, et le suivi de la Conférence du désarmement, qui ont été examinés à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale. Elles se sont dites préoccupées par la place insuffisante accordée aux mesures de désarmement et par la suppression de la stratégie énoncée au paragraphe 3.9 e) du plan-programme biennal et priorités pour la période 2014-2015. Elles ont aussi demandé des précisions sur les textes justifiant les activités de suivi et d'analyse des tendances actuelles et futures et sur la façon dont le Secrétariat prévoyait de parvenir à un consensus dans le cadre du sous-programme 2.

98. Les délégations se sont demandées pour quelle raison la réalisation escomptée a) (Facilitation effective de l'application du Traité sur le commerce des armes par les États parties) était énoncée dans le sous-programme 3 [Armes classiques (y compris les mesures concrètes de désarmement)] alors que le Traité n'était pas encore entré en vigueur. Elles ont demandé des précisions sur les difficultés susceptibles de survenir au cours de l'exercice biennal 2016-2017 et sur ce qui avait été fait à cet égard pour d'autres grands traités.

99. Les délégations se sont aussi interrogées au sujet des textes sur lesquels reposent les objectifs du programme, y compris les diverses stratégies à mettre en

œuvre en vue de la réalisation de ces objectifs. Elles ont demandé des précisions quant au rôle du Secrétariat dans l'accomplissement de la mission de l'Organisation.

100. Un intervenant a indiqué que selon lui, dans le sous-programme 2 (Armes de destruction massive), l'expression « leurs vecteurs » faisait exclusivement référence aux vecteurs spécifiquement conçus pour les armes de destruction massive.

### **Conclusions et recommandations**

101. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 3 (Désarmement) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications ci-après :**

#### **Orientation générale**

##### ***Paragraphe 3.3***

**À la fin de la deuxième phrase, ajouter les mots « en particulier en ce qui concerne les armes de destruction massive ».**

**Supprimer la dernière phrase.**

##### ***Paragraphe 3.5***

**Dans la deuxième phrase, après les mots « accords multilatéraux sur le désarmement », insérer « à la demande des États parties à ces instruments et entités ».**

##### ***Paragraphe 3.6***

**Remplacer la première phrase par le texte ci-après :**

**« Le Bureau continuera d'être une source de données impartiales et factuelles sur le désarmement et les questions de sécurité connexes pour les États Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales, régionales et non gouvernementales, et il étoffera ses programmes de sensibilisation par l'éducation ».**

#### **Sous-programme 1**

##### **Négociations multilatérales sur la limitation des armements et le désarmement**

**Modifier le titre du sous-programme comme suit : « Négociations et délibérations multilatérales sur le désarmement et la limitation des armements ».**

#### ***Réalisations escomptées du Secrétariat***

**Dans la réalisation escomptée b), ajouter « par l'Assemblée générale et » après le mot « adoptés ».**

#### ***Indicateurs de succès***

**Remplacer le texte de l'indicateur de succès b) i) par le texte ci-après :**

i) Accroissement de la quantité d'informations communiquées par les États Membres sur les mesures qu'ils ont prises pour s'acquitter de leurs obligations conventionnelles et donner suite aux décisions, recommandations et programmes d'action adoptés par l'Assemblée générale .

Remplacer le texte de l'indicateur de succès b) iii) pour le texte ci-après :

iii) Nombre de visites effectuées et de pages vues sur les sites Web du Bureau des affaires de désarmement et de l'Office des Nations Unies à Genève.

## Stratégie

### *Paragraphe 3.8*

Remplacer l'alinéa c) par le texte ci-après :

c) Aider les États Membres à mettre en œuvre les décisions, recommandations et programmes d'action adoptés par l'Assemblée générale et ceux issus des conférences et réunions des États parties aux divers accords multilatéraux de désarmement, de non-prolifération et de limitation des armements.

Remplacer l'alinéa f) par le texte ci-après :

f) Aider les États Membres qui en font la demande, en particulier les États en développement, à renforcer leurs capacités et à organiser des conférences, des séminaires et des ateliers sur le désarmement en leur apportant un appui technique dans le respect du principe de non-discrimination.

## Sous-programme 2

### Armes de destruction massive

#### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer le texte de la réalisation escomptée a) par le texte ci-après :

a) Amélioration et renforcement, pour les États Membres et les États parties qui en font la demande, des activités de négociation, de délibération et de recherche de consensus sur l'élimination totale des armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires, le désarmement et la non-prolifération sous tous ses aspects, les vecteurs et l'espace, et l'universalité des instruments internationaux concernant les armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires.

Remplacer le texte de la réalisation escomptée b) par le texte ci-après :

b) Amélioration de la connaissance et de la compréhension des enquêtes sur les cas éventuels d'emploi d'armes chimiques et bactériologiques (biologiques) ou à toxines, conformément au mandat énoncé dans la résolution [42/37 C](#) de l'Assemblée générale, et des problèmes que posent l'acquisition et l'utilisation d'armes de destruction massive par des acteurs non étatiques, renforcement de la coopération

multilatérale à ce sujet, dans le cadre des mandats en vigueur, et renforcement de l'aptitude à appuyer ces enquêtes et à faire face à ces problèmes.

*Indicateurs de succès*

Remplacer le texte de l'indicateur de succès a) ii) par le texte ci-après suit :

- ii) Augmentation du nombre de demandes de services spécialisés à l'appui de négociations et de délibérations sur le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive, ainsi qu'à l'appui de la recherche de consensus et de la mise en œuvre des accords et instruments.

*Stratégie*

*Paragraphe 3.9*

Remplacer l'alinéa a) par le texte ci-après :

a) Appuyer les États Membres dans leurs négociations, leurs délibérations et la recherche de consensus dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération des armes de destruction massive, en particulier des armes nucléaires et de leurs vecteurs, et aider ceux d'entre eux qui en font la demande à œuvrer en faveur de l'application intégrale des accords multilatéraux et de l'adhésion universelle à ces accords et à empêcher les groupes terroristes d'acquérir des armes de destruction massive;

À l'alinéa b), ajouter les mots « et aux accords » après « arrangements ».

À l'alinéa c), après les mots insérer « fournir aux États Membres »

*Sous-programme 3*

*Armes classiques (y compris les mesures concrètes de désarmement)*

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Supprimer la réalisation escomptée a) et renommer les réalisations escomptées en conséquence.

*Indicateurs de succès*

Supprimer l'indicateur de succès a) et renuméroter les indicateurs de succès en conséquence.

*Stratégie*

*Paragraphe 3.10*

Supprimer l'alinéa a) et renommer les alinéas en conséquence.

À l'alinéa b), ancien alinéa c), supprimer le membre de phrase « et la diffusion des normes internationales sur le contrôle des armes légères ».



**Sous-programme 4**  
**Information et sensibilisation**

*Objectif de l'Organisation*

Ajouter « y compris par un travail de sensibilisation » à la fin de la phrase.

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer le texte de la réalisation escomptée a) par le texte ci-après :

a) Communication rapide d'informations factuelles et objectives et de la documentation pédagogique par le Bureau des affaires de désarmement et recours et accès accrus à celles-ci .

**Stratégie**

*Paragraphe 3.11*

À l'alinéa b), ajouter « en assurant une représentation équilibrée des sexes et une répartition géographique équitable dans sa » avant le mot « composition ».

Remplacer l'alinéa f) par le texte ci-après :

f) Faciliter la participation de la société civile, notamment des organisations non gouvernementales, aux conférences et réunions consacrées au désarmement, notamment par l'accès aux documents, la présentation d'exposés, la tenue de manifestations spéciales et l'organisation d'expositions, conformément au règlement intérieur en vigueur.

**Programme 4**  
**Opérations de maintien de la paix**

102. À sa 9<sup>e</sup> séance, le 5 juin 2014, le Comité a examiné le programme 4 (Opérations de maintien de la paix) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 4)].

103. Le Secrétaire général adjoint à l'appui aux missions et le Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité (Département des opérations de maintien de la paix) ont présenté le programme et répondu aux questions soulevées pendant son examen par le Comité.

**Débat**

104. Des délégations ont déclaré que le programme revêtait une grande importance et constituait l'un des principaux piliers et l'une des activités les plus emblématiques de l'Organisation des Nations Unies. Elles ont salué la démarche consistant à inscrire les opérations de maintien de la paix dans le cadre d'une stratégie plus vaste permettant d'instaurer une paix durable et ont rendu hommage aux hommes et aux femmes qui avaient perdu la vie au service de la paix.

105. On a fait observer que la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et des organisations régionales et sous-régionales telles que l'Union africaine, et la

coordination entre le Département des opérations de maintien de la paix, le Département des affaires politiques, la Commission de consolidation de la paix et le Comité spécial des opérations de maintien de la paix étaient essentielles et devraient être renforcées et prises en compte dans le projet de cadre stratégique.

106. Des participants ont préconisé que, dans le cadre des opérations de maintien de la paix, on tienne compte des enseignements tirés de l'expérience et des pratiques optimales, on incorpore au programme de travail les principaux apports du modèle de prestation de services intégré de la stratégie globale d'appui aux missions et que, face aux nouveaux défis, on ait recours à de nouveaux mécanismes, outils et stratégies tels qu'Umoja, les Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS) et la stratégie globale d'appui aux missions.

107. Des délégations ont souligné qu'il importait d'utiliser les technologies de pointe pour mener à bien les opérations de maintien de la paix et améliorer les conditions de vie des soldats de la paix. L'une d'entre elles a dit qu'il fallait renforcer la capacité de réaction des opérations de maintien de la paix des Nations Unies en allouant, en réaffectant et en transférant des ressources à l'échelle mondiale à mesure que de nouvelles priorités voyaient le jour et en mettant en commun et en transférant des ressources aux niveaux régional et sous-régional.

108. Des participants ont encouragé le multilinguisme et l'emploi de personnel de maintien de la paix possédant les compétences linguistiques requises. On a aussi fait observer que les soldats de la paix devaient avoir l'expérience et les compétences nécessaires pour participer aux activités de consolidation de la paix, de façon à permettre aux pays hôtes d'aider les civils. À cet égard, plusieurs délégations ont souligné l'importance de la formation.

109. Des délégations ont déclaré que la protection des civils était une priorité essentielle des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. D'autres se sont vigoureusement élevées contre l'emploi de la force par les Nations Unies et ont remis en question le mandat de la protection des civils. Elles ont souligné que la notion devait être étudiée avec soin et qu'il fallait distinguer clairement la protection des civils de la responsabilité de protéger, l'Assemblée générale n'étant pas encore parvenue à un consensus sur cette dernière notion.

110. Certains participants se sont inquiétés des suppressions ou des modifications apportées au texte par rapport au programme de travail approuvé pour l'exercice biennal 2014-2015. La nouvelle présentation du cadre stratégique du programme, qui reflète la situation actuelle des opérations de maintien de la paix, a été saluée.

111. Certains ont souligné qu'un certain nombre d'idées importantes du programme de travail approuvé pour l'exercice biennal précédent ne figuraient pas dans la partie « Orientation générale ». On a demandé où en était la mise en œuvre de la stratégie globale d'appui aux missions et réclamé des éclaircissements sur le partage et le transfert des responsabilités entre le Siège, le Centre de services mondial de Brindisi et la Base d'appui des Nations Unies à Valence (Espagne).

112. En ce qui concerne le sous-programme 1 (Opérations), des délégations ont demandé des éclaircissements quant à l'ordre dans lequel étaient cités l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Secrétaire général. On a aussi fait observer que la tâche consistant à affiner la prise en compte des questions intersectorielles, qui figurait dans le programme de travail approuvé pour l'exercice biennal précédent, avait été supprimée.

113. Des participants ont demandé, au sujet de l'indicateur de succès a) ii) du sous-programme 2 (Questions militaires), qui approuvait la liste des pays susceptibles de fournir des contingents et si le pays hôte jouait un rôle. On a souligné qu'un certain nombre d'idées figurant dans le programme de travail approuvé pour l'exercice biennal précédent n'avaient pas été reprises.

114. S'agissant du sous-programme 3 (État de droit et institutions chargées de la sécurité), des participants ont demandé des précisions sur la coopération de l'Organisation des Nations Unies avec les États Membres et les centres régionaux et nationaux de formation au maintien de la paix.

115. En ce qui concerne le sous-programme 4 (Politiques, évaluation et formation), des éclaircissements ont été demandés au sujet de la modification de l'indicateur de succès i) et de la relation entre la réalisation escomptée et cet indicateur sur le nombre de documents en ligne téléchargés. Certains ont dit qu'une évaluation de la formation reçue serait préférable à l'indicateur de succès ii) actuel, à savoir le pourcentage de normes de formation au maintien de la paix élaborées et mises à disposition. On a également demandé des éclaircissements sur le rôle de la Division des politiques, de l'évaluation et de la formation dans les programmes de formation visant à donner aux membres du personnel de maintien de la paix les moyens de s'acquitter de leurs fonctions, étant donné que les militaires étaient normalement formés par les États Membres.

116. Pour ce qui est du sous-programme 5 (Appui administratif aux missions), des délégations ont souligné l'importance d'une communication plus rapide des allégations de comportement répréhensible. Certains membres du Comité ont demandé des précisions sur la différence entre les comportements répréhensibles et les fautes graves et ont demandé s'il existait des directives y relatives. On s'est enquis des progrès accomplis dans le domaine de la déontologie et de la discipline. Des participants ont également demandé qu'on leur explique le rapport entre la réalisation escomptée b) (Accroissement de l'efficacité et de l'efficience des opérations de maintien de la paix) et l'indicateur de succès b) i) (Augmentation du nombre de femmes recrutées sur le plan international qui sont affectées à des opérations de maintien de la paix ou dans d'autres missions des Nations Unies). En ce qui concerne l'indicateur c) ii), des précisions ont été demandées sur la fixation à trois jours du délai prescrit pour le « prompt renvoi », à des fins d'enquête, des allégations de comportement répréhensible.

## **Conclusions et recommandations**

117. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 4 (Opérations de maintien de la paix) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications ci-après :**

### **Orientation générale**

#### ***Paragraphe 4.1***

**Dans la première phrase, ajouter l'adjectif « internationales » à la suite de l'expression « de la paix et de la sécurité ».**

*Paragraphe 4.5*

Remplacer l'avant dernière phrase par :

Dans le cadre des mandats existants, ils continueront de s'employer à renforcer la coordination avec les partenaires du système, ainsi qu'avec les partenaires extérieurs, notamment les institutions financières internationales et les organisations régionales, afin que l'ONU soit mieux en mesure de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Avant la dernière phrase, ajouter la phrase suivante :

Parallèlement, il faut faire des progrès durables dans les domaines de la sécurité, de la réconciliation nationale et du développement, compte tenu de l'interdépendance de ces aspects dans les pays sortant d'un conflit.

*Paragraphe 4.6*

Au début de la première phrase, ajouter le membre de phrase « en coordination avec la Commission de consolidation de la paix, » après « Dans ce contexte, ».

*Paragraphe 4.8*

Remplacer le paragraphe par le texte ci-après :

4.8 Le Département des opérations de maintien de la paix continuera de s'attacher à renforcer la planification des missions et leur contrôle, à s'acquitter des mandats qui lui sont confiés par le Conseil de sécurité, notamment ceux qui concernent la protection des civils, en conformité avec les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux du maintien de la paix (à savoir l'assentiment des Parties, l'impartialité et le non-recours à la force, sauf en cas de légitime défense et pour la défense d'une mission autorisée par le Conseil de sécurité), et à recenser, accroître et utiliser les ressources destinées au maintien de la paix compte tenu des capacités.

*Paragraphe 4.11*

À la fin de la dernière phrase, ajouter « et fournir des services aux missions rapidement et efficacement ».

**A. Opérations de maintien de la paix**

**Sous-programme 1**

**Opérations**

*Objectif de l'Organisation*

Remplacer l'énoncé de l'objectif de l'Organisation par le texte suivant :

Mener efficacement les activités de planification, de mise en place et d'adaptation de toutes les opérations de maintien de la paix prescrites par

le Conseil de sécurité et mettre en œuvre les résolutions de l'Assemblée générale applicables.

#### Stratégie

##### *Paragraphe 4.14*

Insérer « Tout en gardant à l'esprit les résolutions applicables, » au début de la dernière phrase.

#### Sous-programme 3

##### État de droit et institutions chargées de la sécurité

#### Stratégie

##### *Paragraphe 4.18*

Remplacer la deuxième phrase par le texte suivant :

Dans les sociétés qui sortent d'un conflit, il faut absolument faire en sorte que le pays renforce les structures et institutions chargées d'assurer la primauté du droit et la sécurité sur son territoire pour instaurer et maintenir une paix et une sécurité durables.

#### Sous-programme 5

##### Appui administratif aux missions

##### Réalisations escomptées du Secrétariat

Ajouter la nouvelle réalisation suivante : « d) Renforcement des mesures visant à prévenir les fautes graves ».

#### Indicateurs de succès

Dans l'énoncé de l'indicateur de succès b) i), remplacer « femmes recrutées sur le plan international » par « femmes recrutées sur le plan international et national ».

Ajouter un nouvel indicateur de succès libellé comme suit : « d) Réduction du nombre d'allégations de faute grave avérées ».

#### Sous-programme 6

##### Services d'appui intégrés

#### Stratégie

##### *Paragraphe 4.26*

Remplacer la deuxième phrase par le texte suivant :

Ces deux divisions sont chargées de fournir, d'une façon générale, du matériel et des services aux missions, en respectant les principes généraux de passation de marchés (rapport qualité/prix optimal; équité, intégrité et transparence; mise en concurrence internationale effective et prise en compte de l'intérêt de l'Organisation) et conformément aux résolutions de l'Assemblée générale applicables,

de façon à pouvoir exécuter leur mandat avec efficacité et dans les délais.

À la fin du paragraphe, ajouter une nouvelle phrase ainsi libellée :

Les divisions continueront de renforcer les synergies et la coopération avec la structure du Département de la gestion compétente, conformément au mandat du département dont elles relèvent.

**B. Missions de maintien de la paix**

*Paragraphe 4.28*

**Remplacer la première phrase par le texte suivant :**

La mission continuera de présenter, en temps voulu et avec le souci de la précision, des rapports d'observation et des analyses de l'évolution politique, en particulier des conditions de sécurité, dans toute la zone concernée.

**Programme 5**

**Utilisations pacifiques de l'espace**

118. À sa 18<sup>e</sup> séance, le 12 juin 2014, le Comité a examiné le programme 5 (Utilisations pacifiques de l'espace) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 5)].

119. Le Représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

**Débat**

120. On s'est félicité de la concision et de la présentation rationnelle du document, ainsi que des efforts déployés par le Bureau des affaires spatiales pour harmoniser les calendriers du Comité du programme et de la coordination et du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, de façon que les résultats de l'examen du cadre stratégique réalisé par ce dernier soient mis à la disposition du Comité du programme et de la coordination durant l'examen du programme.

121. Les délégations se sont dites favorables au programme, notamment dans la mesure où il contribuait pour beaucoup à aider les pays en développement à mobiliser les sciences et les techniques spatiales en faveur du développement économique, social et scientifique, et ont souligné qu'il était nécessaire de le renforcer. Certaines ont demandé des éclaircissements sur les difficultés rencontrées sur le plan des ressources financières et humaines, évoquées dans le rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2012-2013 (A/69/144), et sur leurs incidences sur la stratégie prévue pour l'exercice biennal 2016-2017. Elles ont souligné, dans ce cadre, qu'il était nécessaire de doter le Bureau des affaires spatiales de ressources humaines et financières plus importantes afin de lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat. On s'est interrogé sur la diminution des contributions volontaires en espèces et en nature et son incidence sur le Programme des Nations

Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER).

122. Des éclaircissements ont également été demandés sur les problèmes liés à la conclusion d'accords juridiques avec les pays hôtes et sur la question de savoir si des accords juridiques avaient été conclus avec des pays en développement ou de multiples entités au cours de la cinquante-septième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

123. On a demandé des précisions sur le type d'entités internationales dont il était question dans la partie « Objectif de l'Organisation ». En ce qui concerne l'indicateur de succès b) i), des précisions ont été demandées sur le nombre de pays qui bénéficieraient d'une formation, notamment sur le type de formation dispensé.

124. Des questions ont été posées au sujet de l'appui que le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique apportait à ses nouveaux membres.

### **Conclusions et recommandations**

**125. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 5 (Utilisations pacifiques de l'espace) du projet de cadre stratégique pour période 2016-2017, sous réserve des modifications ci-après :**

#### *Réalisations escomptées (Secrétariat)*

**Dans l'énoncé de la réalisation escomptée b), ajouter « , notamment des pays en développement et des pays en transition » après le mot « pays ».**

#### *Indicateurs de succès*

**Dans l'énoncé de l'indicateur de succès b) i), b ii) et d i) ajouter « , en particulier de pays en développement » après le mot « pays ».**

### **Programme 6**

#### **Affaires juridiques**

126. À sa 18<sup>e</sup> séance, le 12 juin 2014, le Comité a examiné le programme 6 (Affaires juridiques) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 6\)](#)]. Il était également saisi d'une note du Secrétariat sur le projet de cadre stratégique figurant dans le document de séance [E/AC.51/2014/CRP.1](#).

127. Le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et Conseiller juridique a présenté le programme et répondu aux questions soulevées au cours de l'examen du programme par le Comité.

### **Débat**

128. Plusieurs délégations ont exprimé leur appui au programme et aux fonctions importantes et essentielles menées dans ce cadre en faveur de l'Organisation et de la promotion du droit international. Il a été souligné que les interprétations juridiques fournies par le Bureau des affaires juridiques étaient très importantes.

129. Les délégations ont souligné l'importance de la participation du Bureau au système d'administration de la justice de l'Organisation. Comme suite à ses questions, le Comité a obtenu des renseignements sur l'action menée par le Bureau dans le domaine de l'administration de la justice pour assurer la protection des droits des fonctionnaires. Il a également obtenu des informations sur les synergies dégagées entre le Bureau et les autres départements dans ce domaine.

130. Le Comité a demandé des éclaircissements sur l'élaboration de la stratégie de fourniture de services juridiques à l'ensemble du système des Nations Unies et sur les activités du Bureau dans son rôle de dépositaire de l'Accord de Siège et de responsable des relations avec le pays hôte.

131. À sa demande, le Comité a également obtenu des précisions sur les moyens pouvant être utilisés pour mesurer l'incidence des avis fournis par le Bureau et sur la prise en compte de la dimension hommes-femmes dans ces avis.

132. Les délégations ont exprimé leur appui à l'action menée par le Bureau dans le domaine du développement progressif et de la codification du droit international. Elles ont noté que le Bureau jouait un rôle important en matière de renforcement des capacités dans le cadre du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international. À sa demande, le Comité a obtenu des précisions sur les initiatives actuellement menées dans le cadre du Programme. Il a également demandé et obtenu des éclaircissements sur le rôle joué par le Bureau dans l'élaboration de la doctrine dans le cadre du développement progressif et de la codification du droit international.

133. Les délégations ont noté que le Bureau jouait un rôle important dans le domaine de l'harmonisation, de la modernisation et de l'unification progressives du droit commercial international. À sa demande, le Comité a obtenu des précisions sur la manière dont le Bureau pouvait faciliter une plus large participation des États Membres à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

134. Des délégations ont exprimé leur appui au travail important réalisé par le Bureau dans le domaine du droit de la mer et des affaires maritimes, et des précisions ont été demandées concernant le mandat et les fonctions du Bureau à l'égard d'ONU-Océans. Le Comité a également obtenu des précisions sur l'assistance technique fournie et les activités de renforcement des capacités menées dans le domaine du droit de la mer et des affaires maritimes.

135. On a souligné que le Bureau des affaires juridiques jouait un rôle essentiel dans la conservation de la mémoire institutionnelle de l'Organisation dans le cadre de ses responsabilités en matière de garde, d'enregistrement et de publication des traités. Les délégations se sont félicitées de l'enrichissement constant de la collection des traités en ligne et ont demandé des éclaircissements sur le travail mené dans ce domaine. Le Comité a également obtenu des précisions sur les locaux disponibles pour l'archivage des traités.

136. Le Comité a demandé des précisions au sujet de l'application de l'article 4.8 du Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation dans le cadre de la fourniture de services aux mécanismes intergouvernementaux. On a posé la question de l'uniformité en la matière et on a demandé en particulier quels étaient les organes de l'Organisation des Nations Unies



qui étaient considérés comme des organes intergouvernementaux sectoriels, techniques et régionaux compétents au sens de l'article 4.8 pour examiner le plan-programme biennal.

137. Il a été noté que des modifications avaient été apportées au projet de cadre stratégique pour la période biennale 2016-2017 par rapport au plan-programme approuvé pour 2014-2015 et qu'il ne fallait pas sacrifier le fond à la brièveté.

138. En ce qui concerne le sous-programme 1 (Services juridiques fournis à l'ensemble du système des Nations Unies), on a fait observer que certaines des idées figurant dans le plan-programme pour 2014-2015 avaient été exclues du projet de cadre stratégique.

139. S'agissant du sous-programme 2 (Services juridiques généraux fournis aux organes et aux programmes des Nations Unies), il a été noté que l'indicateur de succès avait changé par rapport au plan-programme 2014-2015.

140. En ce qui concerne le sous-programme 3 (Développement progressif et codification du droit international), l'importance en a été soulignée et il a été noté qu'il connaissait des problèmes de ressources. On a fait valoir que les activités du sous-programme relatives au renforcement des capacités devaient être encore consolidées, en particulier les cours régionaux de droit international et la Médiathèque de droit international des Nations Unies.

141. En ce qui concerne le sous-programme 4 (Droit de la mer et affaires maritimes), le Comité a salué l'action menée par le Bureau pour promouvoir et renforcer la primauté du droit dans le domaine des océans.

142. S'agissant du sous-programme 5 (Harmonisation, modernisation et unification progressives du droit commercial international), on a relevé que les indicateurs de succès proposés a) i) et ii) étaient utiles mais insuffisants. On a également fait observer qu'un indicateur de succès supplémentaire a) iii) devrait être axé sur les activités de fond conjointes. On a souligné que les indicateurs de succès gagneraient à être renforcés.

143. S'agissant du sous-programme 6 (Garde, enregistrement et publication des traités), il a été dit que le sous-programme jouait un rôle important dans la conservation de la mémoire institutionnelle de l'Organisation.

### **Conclusions et recommandations**

**144. Le Comité a souligné combien il importait que le Bureau s'emploie activement à fournir des avis et des informations, sur demande, aux organes principaux et subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies et à ses États Membres.**

**145. Le Comité a souligné l'importance du Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international et recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire le nécessaire pour assurer une plus large participation à ce programme ainsi que pour renforcer les activités de formation en matière de renforcement des capacités, conformément à l'aide technique et juridique fournie aux États dans le cadre du sous-programme 3.**

146. Le Comité a considéré qu'il était nécessaire d'assurer la poursuite de toutes les activités du Programme d'assistance, y compris les cours régionaux de droit international pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que la continuité de la Médiathèque de droit international, et recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'appuyer toutes les activités du Programme d'assistance conformément aux dispositions des résolutions 66/97 et 68/110 de l'Assemblée générale (en particulier le paragraphe 7).

147. En outre, le Comité a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de n'épargner aucun effort pour veiller à ce que toutes les régions soient traitées sur un pied d'égalité lors de la planification, de l'organisation et de la conduite des cours et des séminaires de droit international, notamment le Programme de bourses de perfectionnement dans le domaine du droit international et les cours régionaux de droit international.

148. Le Comité a souligné que la Division des affaires maritimes et du droit de la mer jouait un rôle essentiel dans la promotion et la diffusion du droit de la mer, dans la fourniture de services de secrétariat à la Commission des limites du plateau continental, à la Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et à toutes les réunions des organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale, et en sa qualité de coordonnateur d'ONU-Océans.

149. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 6 (Affaires juridiques) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :

#### **Orientation générale**

##### ***Paragraphe 6.4***

À la fin de la deuxième phrase, ajouter le membre de phrase suivant : « , en particulier l'observation des dispositions de la Charte et des résolutions, décisions, règlements, règles et traités émanant de l'Organisation ».

#### **Sous-programme 3**

##### **Développement progressif et codification du droit international**

##### ***Indicateurs de succès***

Ajouter un indicateur de succès b) iii) libellé comme suit :

« iii) Amélioration de l'équilibre régional dans les cours régionaux de droit international »

#### **Stratégie**

##### ***Paragraphe 6.16***

À la fin de l'alinéa b), ajouter « , en particulier pour les pays en développement ».

**Sous-programme 4**  
**Droit de la mer et affaires maritimes**

*Objectif de l'Organisation*

**Remplacer l'objectif de l'Organisation par ce qui suit :**

**Promouvoir et renforcer le droit de la mer pour assurer l'utilisation pacifique des océans et le développement durable**

**Programme 7**

**Affaires économiques et sociales**

150. À sa 15<sup>e</sup> séance, le 10 juin 2014, le Comité a examiné le programme 7 (Affaires économiques et sociales) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 7)]. Le Comité était également saisi d'un récapitulatif des mesures prises et prévues, suite à l'examen du plan-programme biennal pour la période 2016-2017, comme indiqué dans le document de séance E/AC.51/2014/CRP.1.

151. Le Sous-Secrétaire général à la coordination des politiques et aux affaires interorganisations a présenté le programme et répondu aux questions soulevées lors de son examen par le Comité.

**Débat**

152. Les délégations ont dit tout le bien qu'elles pensaient du programme, qu'elles continuent à soutenir, tout comme elles soutiennent l'action menée par le Département des affaires économiques et sociales.

153. S'agissant du paragraphe 7.1, des délégations se sont dites préoccupées par la suppression des mots « élimination de la pauvreté et de la faim », qui figuraient dans le plan-programme biennal précédent. À cet égard, il a été souligné que l'élimination de la pauvreté était l'un des principaux objectifs du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, intitulé « L'avenir que nous voulons », (résolution 66/288, annexe) comme l'étaient d'autres objectifs essentiels relatifs à l'élimination de la pauvreté et de la faim.

154. Concernant le paragraphe 7.4, des précisions ont été demandées sur la façon dont le Département s'est acquitté de son mandat pendant l'exercice biennal 2014-2015, et notamment de son attribution consistant à favoriser la collaboration et les partenariats entre organismes des Nations Unies ainsi qu'avec la société civile et le secteur privé. Il a été demandé comment le Secrétariat comptait atteindre cet objectif, et quels étaient les réalisations escomptées et les indicateurs de succès à mettre en rapport avec cet objectif. Par ailleurs, il a été demandé de préciser si cette collaboration entre organismes des Nations Unies et société civile prévue dans le cadre du mandat incluait les entreprises. Des délégations ont estimé qu'il serait bon de conserver les attributions énoncées dans le plan-programme biennal précédent.

155. Les délégations ont noté l'absence de toute référence aux efforts de consultation dans la prise en compte systématique des questions d'égalité des sexes mentionnée au paragraphe 7.6. Elles ont cherché à savoir si les consultations avaient permis d'établir de façon claire comment le programme devrait être exécuté en 2016-2017.

156. Le Comité a demandé des précisions au sujet de l'application de l'article 4.8 du Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation dans le cadre de la fourniture de services aux mécanismes intergouvernementaux. Des délégations ont posé des questions concernant le principe d'uniformité à cet égard et demandé quelles mesures avaient été prises pour assurer la cohérence des activités de l'Organisation des Nations Unies.

157. S'agissant du sous-programme 1, des éclaircissements ont été demandés concernant la façon de mesurer l'indicateur de succès a) i) ainsi que les mesures prises pour parvenir à concrétiser la réalisation escomptée a). Des délégations ont noté que l'objectif stratégique présenté à l'alinéa i) du paragraphe 7.7 mettait l'accent sur les questions liées aux conflits, sans toutefois faire référence à la Commission de consolidation de la paix.

158. En ce qui concerne les objectifs stratégiques énoncés au paragraphe 7.9, il a été suggéré de remplacer l'expression « la prévention des catastrophes » par « la réduction des risques de catastrophe ».

159. Des précisions ont été demandées concernant la formulation de l'objectif fixé au titre du sous-programme 3 et l'absence de toute référence à l'élimination de la pauvreté. Des délégations ont estimé qu'il fallait mettre l'accent sur ce thème, étant donné qu'il sous-tendait le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, et que les activités entreprises pour atteindre cet objectif devraient être menées en étroite collaboration avec les organes intergouvernementaux. Il a été demandé si le programme de développement pour l'après-2015 serait fondé sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Des délégations se sont interrogées sur les modifications apportées aux rubriques réalisations escomptées et indicateurs de succès par rapport à celles figurant dans le plan-programme biennal pour 2014-2015.

160. Il a été demandé pourquoi l'énoncé de la réalisation escomptée c) au titre du sous-programme 3 faisait référence à un groupe particulier de pays, et non pas à l'ensemble des pays en développement. Des délégations ont également regretté l'absence de référence aux pays à revenu intermédiaire et noté que la stratégie du Département en matière de renforcement des capacités des pays en développement, notamment ceux en situation particulière, devrait être prise en compte.

161. Les délégations ont demandé ce que le Département attendait de l'application des décisions et recommandations formulées à l'issue de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui doit se tenir à Apia du 1<sup>er</sup> au 4 septembre 2014, et comment ces attentes s'articuleraient par rapport à la structure du Secrétariat et aux synergies qu'il a créées.

162. Des précisions ont été demandées concernant le système d'exposés présentés à titre volontaire par les pays mentionnés dans l'énoncé de l'indicateur de succès c) i) au titre du sous-programme 3, ainsi que les changements apportés au programme dans le cadre du renforcement des échanges entre scientifiques et responsables politiques évoqué dans l'énoncé de la réalisation escomptée d).

163. Les délégations ont demandé des clarifications au sujet des changements apportés à la stratégie au titre du sous-programme 3. S'agissant du paragraphe 7.9, alinéa d), il a été demandé quelle était la position du Secrétariat concernant la prévention des catastrophes et l'absence de toute référence au renforcement de la

coopération avec les grands groupes. Des précisions ont également été demandées concernant la pertinence de la procédure de communication d'informations et de comptes rendus aux États Membres sur les partenariats et les engagements pris à titre volontaire mentionnée au paragraphe 7.9, alinéa h). Il y a également eu des questions concernant la disponibilité de ces informations, notamment celles relatives aux partenariats, et les mesures prises par le Département des affaires économiques et sociales pour que les États Membres y aient accès.

164. Il a été suggéré que le travail du Département et les activités connexes soient menés en étroite coordination avec les commissions économiques régionales et les autres entités compétentes afin de veiller à la complémentarité et à la synergie avec les partenaires régionaux. Il a été observé que, s'agissant du sous-programme 4, il faudrait détailler les activités menées en coopération avec les commissions régionales. Des éclaircissements ont été réclamés concernant les progrès accomplis s'agissant du perfectionnement du système d'information géospatial.

165. Des délégations se sont dites préoccupées par le fait que l'énoncé de la réalisation escomptée a) du sous-programme 5 semblait réduire les problèmes liés à l'évolution démographique au vieillissement de la population. Il a été souligné, s'agissant des phénomènes démographiques, que le concept de problématique hommes-femmes devrait tenir compte des jeunes et que cette question devrait être abordée dans le cadre du programme de travail.

166. Des délégations se sont interrogées sur l'absence de toute référence, dans le sous-programme 9, au suivi du Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement, et des précisions ont été demandées sur les travaux préparatoires à envisager pour assurer ce suivi. Il y a également eu des questions portant sur la nature des activités prévues en vue d'atteindre l'objectif énoncé dans la réalisation escomptée d), le renforcement de la contribution de l'ONU à la promotion de la coopération internationale dans le domaine fiscal.

### **Conclusions et recommandations**

167. **Le Comité a souligné l'importance du travail mené par le Département des affaires économiques et sociales pour promouvoir la collaboration et l'établissement de partenariats entre organismes des Nations Unies ainsi qu'avec la société civile et le secteur privé, dans le cadre des mandats convenus.**

168. **Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 7 (Affaires économiques et sociales) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :**

#### **Orientation générale**

##### ***Paragraphe 7.4***

**À la fin de l'énoncé de l'activité figurant à l'alinéa d), ajouter le membre de phrase ci-après : « tout en veillant à ce que les États Membres puissent correctement appliquer le principe de responsabilité et superviser le dispositif ».**

**Sous-programme 3  
Développement durable**

*Indicateurs de succès*

Dans l'énoncé de l'indicateur de succès c) i), supprimer le membre de phrase suivant : « notamment par le biais des exposés présentés à titre volontaire par les pays dans le cadre du Forum politique de haut niveau pour le développement durable ».

**Stratégie**

*Paragraphe 7.9*

À l'alinéa a), insérer le texte ci-après : « des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et » avant le membre de phrase « des petits États insulaires en développement ».

À l'alinéa d), remplacer l'expression « la prévention des catastrophes » par « la réduction des risques de catastrophe ».

**Sous-programme 4  
Statistique**

**Stratégie**

*Paragraphe 7.10*

Ajouter, à la fin de l'alinéa e), les mots « lorsque les pays en font la demande ».

**Sous-programme 5  
Population**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans l'énoncé de la réalisation escomptée c), remplacer « données démographiques, notamment ventilées par sexe, mises à la disposition des États Membres » par « données démographiques, notamment ventilées par sexe et par âge, mises à la disposition des États Membres ».

**Sous-programme 9  
Financement du développement**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans l'énoncé de la réalisation escomptée d), remplacer le membre de phrase « Renforcement de la contribution de l'ONU à la promotion de la coopération internationale dans le domaine fiscal » par le texte ci-après : « Participation plus active de l'ONU à la promotion de la coopération internationale dans le domaine fiscal ».

## **Programme 8**

### **Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement**

169. À sa 17<sup>e</sup> séance, le 11 juin 2014, le Comité a examiné le programme 8 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 8)].

170. Le Secrétaire général adjoint et Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a présenté le programme et répondu aux questions soulevées lors de son examen par le Comité

### **Débat**

171. Les délégations se sont montrées tout à fait favorables au programme et ont souligné l'importance du rôle que joue le Bureau du Haut-Représentant dans le suivi des programmes d'action, dans l'établissement de rapports sur leur exécution et dans leur exécution, mais aussi dans l'admission au retrait de pays de la liste des pays les moins avancés, l'appui aux activités de sensibilisation et l'articulation stratégique des besoins particuliers des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, ainsi que la mobilisation et la coordination de l'appui international et des ressources nécessaires et l'établissement de partenariats.

172. Les importantes conférences à venir, qui s'adresseront principalement aux trois groupes de pays dont s'occupe le Bureau, ont été favorablement accueillies. Il s'agit notamment de la Conférence ministérielle sur de nouveaux partenariats pour le renforcement des capacités de production dans les pays les moins avancés, qui doit se tenir à Cotonou (Bénin), en juillet 2014; de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui doit avoir lieu à Apia en septembre 2014; et de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral, prévue à Vienne en novembre 2014.

173. Les délégations ont reconnu qu'il était indispensable d'intégrer les dispositions des différents programmes d'action dans les activités des organismes des Nations Unies et dans les cadres de développement et de coopération nationaux des pays concernés.

174. Selon certains avis, le Bureau devrait se consacrer essentiellement aux activités relevant de son mandat et éviter le chevauchement en se lançant dans des activités qui relèvent d'autres entités des Nations Unies, telles que celles qui concernent le commerce et le développement.

175. Des précisions ont été demandées sur les progrès réalisés par les pays les moins avancés pour répondre aux critères de retrait de leur catégorie depuis l'adoption en 2011 du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020, et des questions ont été soulevées quant au développement et à l'amélioration des perspectives de retrait une fois adopté le programme de développement pour l'après-2015.

176. Il a été dit que l'accent mis sur certains aspects importants des activités du Bureau se trouvait diminué par la suppression, dans l'orientation générale du programme, des références aux activités suivantes : a) mobiliser un appui

international et des ressources en faveur de ces trois groupes de pays pour les aider à surmonter leurs vulnérabilités; et b) suivre et coordonner l'application de mesures et initiatives concrètes visant à créer des systèmes efficaces de transport en transit dans les pays en développement sans littoral et de transit.

177. Il a été souligné qu'il était important de répondre aux besoins des pays en développement de transit en plus des besoins spéciaux des pays sans littoral au titre du sous-programme 2.

178. Des précisions ont été demandées en ce qui concerne la formulation des indicateurs de succès suivants : a) i) au titre du sous-programme 1; c) i) au titre du sous-programme 2; et a) i) au titre du sous-programme 3. Il a été dit que ces indicateurs pouvaient être considérés comme des produits, plutôt que comme des résultats, et qu'ils étaient donc susceptibles d'entraîner une augmentation inutile du nombre de résolutions.

179. S'agissant de l'indicateur de succès b) au titre du sous-programme 3, il a été dit que « le montant de la contribution financière » pourrait être un meilleur indicateur que le nombre de partenaires de développement, et l'accent a été mis sur l'importance de la qualité des partenariats au même titre que sur leur quantité.

#### **Conclusions et recommandations**

180. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le texte explicatif du programme 8 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :

##### **Sous-programme 1 Pays les moins avancés**

###### ***Indicateurs de succès***

Dans l'indicateur de succès a) i), remplacer « Augmentation du nombre de résolutions, conclusions concertées, déclarations ministérielles et communiqués » par « Augmentation du nombre de références dans les résolutions, conclusions concertées, déclarations ministérielles et communiqués ».

##### **Sous-programme 2 Pays en développement sans littoral**

###### ***Indicateurs de succès***

Dans l'indicateur de succès c) i), remplacer « Nombre de nouvelles déclarations, résolutions et décisions » par « Nombre de références dans les nouvelles déclarations, résolutions et décisions ».



### **Sous-programme 3** **Petits États insulaires en développement**

#### *Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès a) i), remplacer « nombre de déclarations, résolutions, décisions et dispositions » par « nombre de références dans les déclarations, résolutions, décisions et dispositions ».

Remplacer l'indicateur de succès b) par la phrase suivante :

**Augmentation du nombre de partenaires de développement qui s'engagent à aider les petits États insulaires en développement dans le cadre des dispositifs de financement de la lutte contre les changements climatiques tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'investissement mondial et le Fonds d'investissement pour le climat.**

### **Programme 9** **Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat** **pour le développement de l'Afrique**

181. À sa 10<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2014, le Comité a examiné le programme 9 (Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 9)].

182. Le Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial pour l'Afrique a présenté le programme et répondu aux questions soulevées lors de son examen par le Comité.

#### **Débat**

183. Des délégations ont exprimé leur plein appui au programme et convenu du rôle important qu'il jouait dans la coordination des efforts du système des Nations Unies à l'appui du développement de l'Afrique en général et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique en particulier. Plusieurs délégations ont appelé à l'étoffer davantage.

184. Des délégations ont reconnu qu'il importait de renforcer la cohérence, la coordination et la coopération au sein des Nations Unies pour aider l'Afrique à mettre en œuvre le Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine et celui qui est appelé à prendre son relais, à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, à appliquer les recommandations du texte final issu de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, à exécuter le programme de développement de l'après-2015 et à atteindre les objectifs de développement durable.

185. Il a été souligné que le programme de développement de l'après-2015 devrait tenir compte des besoins de développement de l'Afrique tels qu'ils ont été définis dans la position commune africaine sur le programme du même nom et que l'appui international en faveur de l'Afrique devrait être adapté à ses priorités. Il a été établi que l'agriculture, le renforcement des capacités, la diversification des économies, l'emploi des jeunes, la sécurité alimentaire, l'industrialisation, le développement des infrastructures et la santé étaient des priorités africaines majeures et figuraient au cœur du programme de développement transformateur de l'Afrique.

186. Des délégations ont souligné qu'il importait de renforcer les partenariats stratégiques entre les pays africains, notamment par le biais de l'instauration d'une coordination avec les organismes régionaux. Il a été estimé, qu'en sus du resserrement de la coopération Sud-Sud, il y avait lieu de poursuivre la coopération Nord-Sud et la coopération triangulaire, à l'appui du développement, de la paix et de la sécurité en Afrique. Il a été suggéré de mettre en lumière ces partenariats stratégiques dans des rapports ultérieurs.

187. Il a été indiqué qu'il faudrait faire preuve de souplesse dans la mise en œuvre du cadre stratégique du programme, compte tenu de l'évolution des priorités en Afrique telle qu'elle figure dans les plans stratégiques de l'Union africaine et du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique pour la période 2014-2017 et dans les orientations stratégiques à dégager dans l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

188. Les activités de plaidoyer ont été jugées comme un moyen de mieux faire prendre conscience de l'importance de la consolidation de la paix en Afrique. À cet égard, la paix devrait être adoptée comme une priorité du développement de l'Afrique et un nouvel accent placé sur le renforcement des effets de synergie entre le développement social et économique et des relations d'interdépendance entre la paix et la sécurité.

189. Des délégations ont cherché à obtenir des précisions sur un éventail plus large de ressources médiatiques et d'outils informatiques utilisés dans le cadre du programme, en plus de la publication de la revue *Afrique Renouveau*, qui contribuait à son retentissement mondial et à sensibiliser la communauté internationale aux problèmes de développement, de paix et de sécurité en Afrique. Des délégations se sont par ailleurs attachées à déterminer la manière dont le Secrétariat entendait tirer parti des récents progrès enregistrés dans le domaine des techniques de l'information et des communications.

190. Un soutien a été manifesté à l'égard des conférences internationales de Tokyo sur le développement de l'Afrique, notamment de la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. Des délégations ont cherché à en savoir davantage sur les progrès accomplis ainsi que les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des initiatives se rapportant aux conférences internationales.

191. Le mécanisme de suivi des Nations Unies a bénéficié d'un appui de la part des délégations qui se sont enquis de ses modalités de financement et ont proposé que figure dans le rapport que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale, à sa soixante-neuvième session, sur la concrétisation des engagements pris en faveur du développement de l'Afrique, une série de nouveaux engagements au-delà des engagements et des mesures déjà pris.

#### **Conclusions et recommandations**

**192. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 9 (Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, moyennant les modifications suivantes :**

## **Orientation générale**

### ***Paragraphe 9.8***

**Remplacer la dernière phrase par la suivante :**

**Les modifications du plan du programme biennal découlant de ce processus devraient être présentées aux États Membres pour s'assurer que les Nations Unies continuent d'appuyer le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique dans son action.**

### **Sous-programme 1**

**Coordination de la mobilisation mondiale et de l'appui apporté au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique**

#### ***Objectif de l'Organisation***

**Remplacer l'objectif de l'Organisation par le suivant :**

**Renforcer la coopération internationale en faveur du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et de la réalisation des objectifs de développement convenus au niveau international, y compris ceux du Millénaire pour le développement et ceux arrêtés pour la période au-delà de 2015, en Afrique.**

#### ***Réalisations escomptées du Secrétariat***

**Sous la rubrique Réalisations escomptées du Secrétariat b), après le texte actuel, insérer la phrase « notamment par le biais de mécanismes régionaux ».**

#### ***Indicateurs de succès***

**Remplacer l'indicateur de succès a) ii) par ce qui suit :**

**Augmentation du nombre de forums, d'activités et de produits internationaux traitant de la coopération Sud-Sud, de la coopération Nord-Sud et de la coopération triangulaire en faveur de l'Afrique.**

**Remplacer l'indicateur de succès d) par ce qui suit :**

**Augmentation du nombre de visites et de consultations du site Web du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et d'autres sites Web connexes ».**

### **Sous-programme 2**

**Coordination régionale et appui apporté au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.**

#### ***Indicateurs de succès***

**Dans l'indicateur de succès a), insérer « programmes et activités » après « projets conjoints ».**

**Renommer l'indicateur de succès b) en tant qu'indicateur de succès b) i), et ajouter un indicateur de succès b) ii) qui se lit comme suit :**

ii) Augmentation du nombre de projets, programmes et activités conjoints de renforcement des capacités mis en œuvre par les communautés économiques régionales à l'appui des programmes d'intégration économique régionale.

### **Sous-programme 3**

**Activités d'information et de sensibilisation à l'appui du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique**

#### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

Sous la rubrique **Réalisations escomptées du Secrétariat a)**, remplacer le terme « reprise » par le terme « croissance ».

#### *Indicateurs de succès*

Remplacer l'indicateur de succès a) i) par ce qui suit : « Augmentation du nombre de visites et de consultations du site Web d'Afrique Renouveau et d'autres sites Web connexes ».

Dans l'indicateur de succès a) ii), remplacer le membre de phrase « articles publiés en ligne » par « articles et publications » (sur support papier, audio et vidéo) et remplacer les mots « médias locaux » par « médias ».

### **Programme 10**

#### **Commerce et développement**

193. À ses 6<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> séances, les 4 et 13 juin 2014, le Comité a examiné le programme 10 (Commerce et développement) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog.10)].

194. Le Secrétaire général adjoint de la CNUCED et la Directrice exécutive du Centre du commerce international (CCI) ont chacun présenté les sous-programmes relevant de leur responsabilité et répondu aux questions soulevées lors de l'examen du programme par le Comité.

#### **Débat**

195. Les délégations se sont dites satisfaites du programme et des travaux de la CNUCED, en particulier ceux réalisés dans le cadre du sous-programme 5 (Afrique, pays les moins avancés et programmes spéciaux).

196. Certaines délégations ont souligné que le cadre logique du programme établissait peu de liens entre les réalisations escomptées et les indicateurs de succès. Il a donc été estimé qu'il fallait, afin d'améliorer le cadre logique, mieux mesurer les effets du programme en utilisant des indicateurs de succès mieux définis et en y incluant les observations des bénéficiaires.

197. Les délégations ont souligné l'importance des chaînes de valorisation, du transfert de technologie, de l'information commerciale, de la facilitation du commerce et de la fourniture d'une aide dans ces domaines aux pays les moins avancés ou en situation particulière, y compris les petits États insulaires en développement, les pays en développement sans littoral et les autres petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables. À cet égard, des

éclaircissements ont été demandés sur le fait que ces questions, bien que reprises dans la partie stratégie des divers sous-programmes, ne figuraient pas dans leurs cadres logiques, notamment dans les réalisations escomptées ou les indicateurs de succès.

198. Certaines délégations ont demandé des précisions sur la façon dont la CNUCED prendrait en compte le programme de développement pour l'après-2015, lorsqu'il aurait été adopté par l'Assemblée générale, dans le cadre stratégique pour la période 2016-2017.

199. Certaines délégations ont fait observer que le paragraphe 10.4 mentionnait « trois axes » sans expliciter de quoi il s'agissait.

200. Certaines délégations ont souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et ont demandé des précisions sur les activités visant à promouvoir cette coopération mentionnées dans l'indicateur de succès a) iii) du sous-programme 1 (Mondialisation, interdépendance et développement) dans le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017. Par ailleurs, on a posé des questions sur la portée des travaux de la CNUCED concernant l'incidence des investissements internationaux sur l'aide publique au développement dont il était question dans la réalisation escomptée a) et l'indicateur de succès a) ii) du sous-programme 2 (Investissements et entreprises), en particulier dans les cas où les flux d'investissements étrangers ne faisaient pas l'objet d'un accord.

201. Certaines délégations ont estimé que les décisions prises à la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui s'est tenue à Doha en 2012, n'avaient pas été prises en compte, en particulier en ce qui concerne les obstacles non tarifaires. À cet égard, elles ont constaté avec préoccupation la modification de l'indicateur de succès b) ii) de la composante 1 (Commerce international des biens et des services) du sous-programme 3 (Commerce international). Dans le rapport récapitulatif du Secrétaire général sur les modifications à apporter au plan-programme biennal à la suite de l'élaboration du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 (A/68/75), il était question dans le même sous-programme de « réduire ou d'éliminer des obstacles non tarifaires arbitraires ou injustifiés au commerce international ».

202. Les délégations ont souhaité en savoir plus sur les travaux consacrés par la CNUCED à l'intégration régionale, en particulier ceux réalisés dans le cadre du sous-programme 5 (Afrique, pays les moins avancés et programmes spéciaux), ainsi qu'à la question du développement de l'infrastructure, en particulier l'infrastructure artificielle. Certaines délégations ont également posé des questions sur la prise en compte des questions de transfert de technologie dans le programme de travail général de la CNUCED.

203. Les délégations ont salué et soutenu les travaux menés et les efforts faits par le CCI pour promouvoir les services à caractère commercial en Afrique, en particulier ses activités en faveur des pays les moins avancés. La nécessité de continuer de renforcer les capacités et de faciliter la coopération entre les pays a également été signalée.

204. Les délégations se sont déclarées très satisfaites du rôle de premier plan joué par le CCI. En outre, elles se sont réjouies d'entendre le Représentant du Secrétaire général réaffirmer que le Centre s'efforçait d'atteindre les résultats énoncés dans le cadre de gestion.

205. Les réalisations escomptées et les indicateurs de succès proposés pour le sous-programme 6 (Aspects opérationnels de la promotion du commerce et du développement des exportations) ont été jugés satisfaisants. On a fait observer, à cet égard, que ce sous-programme était le seul sous-programme du programme 10 qui intégrait la problématique hommes-femmes dans ses indicateurs de succès.

206. Des précisions ont été demandées sur le lien entre les réalisations escomptées et les indicateurs de succès proposés et, plus précisément, sur la manière dont l'indicateur de succès a) ii) serait mesuré et les critères qui seraient pris en compte pour mesurer l'indicateur de succès b). Au sujet des indicateurs de succès c) i) et ii), on a fait remarquer qu'il n'existait pas de définition de la compétitivité internationale permettant de mesurer correctement si elle s'améliorait ou non.

207. On a relevé qu'au paragraphe 10.24 de la stratégie énoncée pour le sous-programme, il était indiqué que le CCI contribuerait à la mise en œuvre, entre autres, des déclarations faites lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, tenu en 2011. À ce propos, les délégations ont estimé que la notion de l'efficacité de l'aide n'avait pas fait l'objet d'une définition convenue par l'Assemblée générale et que ce forum n'était pas organisé sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Elles ont demandé pourquoi le forum était inclus dans le sous-programme et en vertu de quelle résolution le CCI contribuerait à ses travaux.

208. On a demandé s'il était possible de revoir certains éléments du sous-programme 6 à la lumière des discussions et des négociations en cours au sujet des objectifs de développement durable et du programme de développement pour l'après-2015.

209. Des éclaircissements ont été demandés aussi au sujet des travaux du CCI qui avaient trait aux services et à l'intégration régionale.

#### **Conclusions et recommandations**

**210. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 10 (Commerce et développement) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications ci-après :**

##### **Orientation générale**

##### ***Paragraphe 10.9***

**À la fin du paragraphe, ajouter le texte suivant :**

**La CNUCED et le CCI effectueront davantage d'enquêtes d'évaluation afin de recueillir les réactions des parties prenantes à tous les sous-programmes pour pouvoir apprécier la mesure dans laquelle la capacité des parties prenantes de traiter les questions relatives au commerce et au développement s'est renforcée avec l'aide de la CNUCED ou du CCI.**

**Sous-programme 1**  
**Mondialisation, interdépendance et développement**

*Indicateurs de succès*

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès a) iii) par le suivant :

iii) Augmentation des activités de la CNUCED visant à promouvoir la coopération Nord-Sud ou Sud-Sud ou la coopération triangulaire, notamment la publication d'ouvrages et l'organisation d'ateliers.

**Sous-programme 3**  
**Commerce international**

**Composante 1**  
**Commerce international des biens et des services**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer le libellé de la réalisation escomptée d) par le suivant :

d) Renforcement des capacités des pays en développement, en particulier les pays africains, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les autres petits États économiquement et structurellement faibles et vulnérables, ainsi que les pays en transition et les pays à revenu intermédiaire, en fonction de leurs besoins, de concevoir et de réaliser, à tous les niveaux, des objectifs liés à l'économie créative et des stratégies de développement durable.

*Indicateurs de succès*

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès b) ii) par le suivant :

ii) Nombre de mesures spécifiques prises par les États Membres, aux niveaux national, régional ou multilatéral, en vue de simplifier et d'harmoniser les mesures non tarifaires dans le commerce international, et notamment de réduire ou d'éliminer les obstacles non tarifaires arbitraires ou injustifiés au commerce international, avec l'aide de la CNUCED.

Dans l'indicateur de succès d) ii), après « développement durable », insérer « et de l'élimination de la pauvreté ».

**Stratégie**

*Paragraphe 10.16*

Remplacer le paragraphe par le texte suivant :

10.16 Le sous-programme, qui relève de la Division du commerce international des biens et services, et des produits de base, contribuera, dans le cadre des trois grands domaines d'action de la CNUCED, à favoriser l'élimination de la pauvreté et une croissance et un développement durables et équitables, fondés sur le commerce international des biens et services et des produits de base et le système commercial international, et sur les liens entre le commerce et les objectifs

de développement convenus sur le plan international. Les mesures non tarifaires et les obstacles non tarifaires au commerce international retiennent de plus en plus l'attention. Des efforts doivent être faits au niveau international pour remédier aux mesures non tarifaires et chercher à réduire ou éliminer les obstacles non tarifaires arbitraires ou injustifiés. Le sous-programme portera sur les enjeux, anciens et nouveaux, du développement (notamment, l'autonomisation économique des femmes, l'accès à un emploi décent et productif, la sécurité alimentaire et l'élimination de la pauvreté) et évaluera leurs effets sur les possibilités de développement des pays en développement, des pays les moins avancés et des pays en transition, notamment au niveau des politiques nationales. Il visera à renforcer plus avant la coopération, ainsi que les synergies et les complémentarités, avec les autres organisations internationales, et à encourager la coordination des activités de l'ensemble du système des Nations Unies dans le domaine du commerce international. Il renforcera les aspects des travaux de la CNUCED se rapportant à la communication et à la diffusion.

*Paragraphe 10.17*

Remplacer le libellé de l'alinéa a) par le suivant :

a) Suivre et évaluer, du point de vue du développement, l'évolution du système commercial international et les tendances des politiques commerciales et du commerce international et leur conformité avec les règles du système commercial multilatéral.

À l'alinéa b), après le mot « protectionnisme », insérer « y compris les subventions et les barrières commerciales déguisées ».

À la fin de l'alinéa f), ajouter les mots « et évaluer l'incidence du développement sur la clause d'habilitation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ».

Remplacer le libellé de l'alinéa q) par le suivant :

q) Répondre aux enjeux à la croisée du commerce et de l'environnement dans le cadre de la promotion du développement durable dans ses trois dimensions, économique, sociale et environnementale, notamment grâce au transfert de technologies à des conditions arrêtées d'un commun accord, et saisir les possibilités commerciales et d'investissement liées à cette question.

Remplacer le libellé de l'alinéa r) par le suivant :

r) Examiner les difficultés à surmonter et les possibilités offertes pour promouvoir le développement durable et éliminer la pauvreté, notamment les instruments et les données disponibles à cet effet.

Ajouter le nouvel alinéa w) libellé comme suit :

w) En collaboration avec l'OMC, le CCI et d'autres partenaires concernés, consolider ses travaux sur les bases de données relatives aux mesures non tarifaires, et continuer d'analyser l'incidence de ces mesures sur les perspectives commerciales et de développement des pays en



développement, en particulier les pays les moins avancés, et de participer à l'initiative Transparence du commerce.

## **Composante 2**

### **Produits de base**

#### *Indicateurs de succès*

Renommer l'indicateur de succès a) en tant qu'indicateur a) i) et insérer un nouvel indicateur a) ii) libellé comme suit : ii) Accroissement de la recherche sur la production des produits de base dans les pays dont les économies sont tributaires des produits de base, en vue de diversifier leur production, notamment en valorisant leurs produits.

#### **Stratégie**

##### *Paragraphe 10.18*

Dans la deuxième phrase, remplacer les mots « faire face aux répercussions de la volatilité des prix des produits de base qu'ils subissent » par « surveiller les cours des produits de base et faire face aux répercussions de leur instabilité excessive ».

Après la deuxième phrase, insérer le texte suivant :

La CNUCED suivra l'évolution des marchés et les enjeux dans le secteur des produits de base et examinera les liens entre le commerce international des produits de base et le développement national, s'agissant en particulier de l'élimination de la pauvreté.

À l'alinéa a), remplacer les mots « la réduction de la pauvreté » par « l'élimination de la pauvreté ».

À l'alinéa b), après les mots « l'agriculture », insérer « et la pêche ».

À la fin de l'alinéa e) iv), ajouter les mots « et les mesures sanitaires et phytosanitaires ».

## **Sous-programme 4**

### **Technologie et logistique**

#### **Stratégie**

##### *Paragraphe 10.19*

Insérer le nouvel alinéa a) suivant :

a) Appui aux initiatives et concertation sur les mesures à prendre quant à la diffusion des connaissances scientifiques et techniques et au transfert de technologies, à l'accès aux technologies et à l'acquisition des technologies en ce qui concerne les pays en développement, notamment la diffusion des technologies sans risque pour l'environnement et le savoir-faire correspondant.

Renommer les alinéas suivants en conséquence.

Ajouter le nouvel alinéa m) suivant :

**m) Aide à l'exécution de programmes d'automatisation des procédures douanières et de facilitation du commerce.**

**Sous-programme 6**

**Aspects opérationnels de la promotion du commerce  
et du développement des exportations**

**Stratégie**

***Paragraphe 10.24***

Dans l'avant-dernière phrase, supprimer les mots « et des déclarations faites lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, tenu à Busan (République de Corée) en 2011 ».

Remplacer la dernière phrase par le texte suivant :

Le sous-programme contribuera pour beaucoup à faire avancer la mise en œuvre des déclarations ministérielles adoptées à Doha, à Hong Kong et à Genève par l'OMC, en particulier en renforçant et en rendant plus efficaces les institutions d'appui au commerce et les politiques visant à faciliter les exportations et en améliorant la capacité des entreprises de saisir les occasions qui se présentent sur le plan des exportations.

***Paragraphe 10.28***

À la fin du paragraphe, ajouter « , notamment en améliorant encore ses systèmes de gestion axée sur les résultats ».

Textes portant autorisation du programme

**Sous-programme 6**

**Aspects opérationnels de la promotion du commerce  
et du développement des exportations**

Remplacer les mots « Résolutions et décisions de l'Organisation mondiale du commerce » par « Déclarations de l'Organisation mondiale du commerce ».

**Programme 11**

**Environnement**

211. À sa 10<sup>e</sup> séance, le 6 juin 2014, le Comité a examiné le programme 11, «Environnement», du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 11\)](#)].

212. Le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a présenté le programme et répondu aux questions posées par des membres du Comité lors de l'examen du programme.

## Débat

213. Les participants se sont félicités de la teneur du programme et lui ont apporté leur soutien. Ils ont émis l'espoir que les objectifs fixés soient atteints dans un « délai raisonnable ».

214. Plusieurs délégations ont jugé préoccupant le fait que ni le consensus dégagé lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) ni les discussions qui ont eu lieu au sein du Comité à sa cinquante-troisième session n'aient été suffisamment pris en compte dans le projet de cadre stratégique. Certaines délégations ont notamment regretté que l'objectif du PNUE, tel qu'il figure au paragraphe 11.2, ne corresponde à aucun des mandats mentionnés au paragraphe 11.1, ni à la Déclaration de Nairobi sur le rôle et le mandat du Programme des Nations Unies pour l'environnement, ni au document final de la Conférence Rio +20 intitulé « L'avenir que nous voulons ».

215. Certains participants se sont dits préoccupés par le fait que le Secrétariat continue à employer des termes et des notions sur lesquels les États Membres ne se sont pas encore mis d'accord. À ce propos, certaines délégations ont insisté sur la nécessité de faire preuve de cohérence au regard de la formulation convenue, notamment celle s'appliquant à des questions controversées.

216. Il a été dit que le projet de plan-programme biennal pour 2016-2017 n'offrait pas une approche équilibrée des trois piliers du développement durable et que la vision et la conception du plan était partielle. Il a été souligné que l'objectif ne faisait aucune mention du développement durable et qu'il devrait s'appuyer sur les mandats pertinents, notamment ceux contenus dans le document final intitulé « L'avenir que nous voulons ».

217. Des voix se sont également élevées contre le fait que le paragraphe 88 de « L'avenir que nous voulons » ne semblait pas être appliqué de manière cohérente.

218. Il a été dit que le programme biennal ne clarifiait pas le rôle joué par le PNUE dans la promotion de la dimension environnementale du développement durable au sein du système des Nations Unies et que le développement durable n'était mentionné dans aucun des objectifs des sous-programmes. Des explications ont été demandées quant à la raison pour laquelle les sous-programmes s'éloignaient si sensiblement des mesures convenues lors de la Conférence Rio +20.

219. Plusieurs délégations se sont dites préoccupées par l'emploi, au paragraphe 11.2, de l'expression « faciliter la transition vers un développement équitable, à faible émission de carbone, peu polluant et peu gourmand en ressources ». On a notamment fait valoir qu'il n'existait pas de consensus entre les États Membres au sujet de ces notions et qu'elles semblaient dépasser le rôle et le champ de compétences du PNUE (à savoir la dimension environnementale du développement durable). Il a été avancé que l'emploi, en anglais, du verbe « to catalyze » pour décrire le rôle du PNUE n'était pas approprié, en ce qu'il laissait entendre, d'une part, que la transition vers un développement équitable était inévitable et faisait d'ores et déjà l'objet d'un consensus entre les États Membres. L'emploi, au paragraphe 11.12 de l'orientation générale, du mot « transition » en regard de l'expression « économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté » a également été critiqué, car cette notion n'est pas présente dans le document final de Rio +20 et ne fait actuellement pas l'objet d'un consensus. Certaines délégations ont demandé que soient supprimées du plan-

programme biennal toutes les références à des éléments qui n'ont pas été adoptés par les organes délibérants. Il a été souligné que le PNUE ne devait pas outrepasser ses mandats dans l'exécution de son programme de travail et qu'il devait se limiter aux seuls conventions et accords relatifs à l'environnement approuvés par les États Membres.

220. Certains participants se sont dits préoccupés par l'emploi du terme « économie verte » hors de son contexte. Ils ont souligné que la formulation convenue à Rio était « économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté » et qu'elle devait apparaître comme telle dans le plan-programme biennal.

221. Certains ont fait valoir que le texte anglais du programme, en particulier le paragraphe 11.7, ne précisait pas clairement comment le PNUE allait mener à bien son programme de travail dans les pays, notamment dans les zones sensibles, en tenant compte des lois, normes et règlements nationaux, l'emploi du verbe « achieve » (et non « support ») étant en opposition avec le droit souverain des États de choisir les politiques énergétiques nationales.

222. Au sujet du paragraphe 11.14, le PNUE a été invité à expliquer plus clairement comment il entendait associer les complémentarités de toutes les parties prenantes (bureaux régionaux, bureaux de liaison, bureaux de pays) et exploiter les synergies entre les sous-programmes pour en réaliser les objectifs de manière optimale.

223. Certains participants ont estimé que l'orientation générale reflétait la volonté d'une meilleure application du principe de responsabilité et témoignait de l'utilisation d'indicateurs de gestion de la performance. Il a été noté avec satisfaction que la stratégie du programme comprenait des objectifs d'efficacité, de transparence et d'utilisation des résultats obtenus de façon à aider les responsables à prendre des décisions plus judicieuses. Les participants ont également exprimé leurs vues concernant l'accent mis par le PNUE sur le suivi et l'évaluation, ainsi que sur l'élaboration d'indicateurs davantage axés sur l'action et les résultats. Il a été demandé au PNUE d'apporter davantage d'explications sur sa méthode d'auto-évaluation.

224. Les délégations se sont félicitées de l'adoption d'une démarche soucieuse de l'égalité hommes-femmes et du fait que le PNUE ait fait de ce thème une priorité du plan-programme biennal.

225. Les États Membres, soulignant le rôle clef joué par les commissions régionales de l'ONU dans la mise en œuvre des trois piliers du développement durable, ont souhaité savoir quelles étaient les modalités de sa coordination entre le PNUE et ces commissions. Il a également été demandé quelles seraient les principales missions attribuées aux commissions régionales dans le cadre du programme.

226. On a souhaité savoir si le plan-programme biennal pour la période 2016-2017 prenait ou non en compte les conclusions des débats qui ont eu lieu à Nairobi entre le PNUE, son conseil d'administration et les États Membres.

227. S'agissant du sous-programme 1, certaines délégations ont souligné la dimension mondiale des changements climatiques et ont demandé des éclaircissements sur la voie à suivre et la stratégie du PNUE pour faire avancer, voire pour régler, la question. Toujours dans le contexte des changements climatiques, des précisions ont été demandées sur l'objectif de réduction des

émissions et sur la manière dont il pouvait être atteint. Les États Membres ont déclaré que les activités du PNUE relatives aux changements climatiques devaient contribuer au développement et à la création d'emplois.

228. On a fait valoir que les réalisations escomptées et les indicateurs de succès du sous-programme 1 devaient être reformulés afin de mieux correspondre aux décisions adoptées par la dix-neuvième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, aux décisions 9 et 15 notamment.

229. Les participants se sont également enquis des raisons pour lesquelles le PNUE n'avait pas intégré les Conventions de Rio, la Convention sur la diversité biologique et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification aux réalisations escomptées et aux indicateurs de succès du sous-programme 1. Ils ont en outre cherché à savoir pourquoi le thème de la dégradation des terres et la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, étaient, eux aussi, absents du sous-programme.

230. Certains participants ont demandé sur quelle base s'appuyaient les indicateurs de succès a) i) et b) i) du sous-programme 2. La question s'est également posée de savoir qui se chargerait d'apprécier la pertinence des indicateurs et d'en évaluer la répartition. Il a été signalé que le PNUE n'avait pas intégré le paragraphe 187 du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable dans ces indicateurs de succès, bien que le paragraphe encourage les États à prévoir des systèmes d'alerte rapide dans leurs stratégies et plans nationaux de prévention des catastrophes. Des précisions ont été demandées sur la raison pour laquelle le sous-programme 2 différerait si sensiblement des conclusions concertées de la Conférence.

231. Certains se sont inquiétés de la formulation des indicateurs de succès a) i) et b) i) du sous-programme 2, et notamment de l'expression « qui avancent d'au moins une étape dans quatre des six catégories du cadre de renforcement des capacités nationales ». Bien qu'une note de bas de page ait été ajoutée pour expliquer plus en détail la mesure des indicateurs de succès, la formulation manquait toujours de clarté et était difficile à comprendre. Certains participants ont voulu savoir si cette mesure avait ou non été validée dans une résolution. Des éclaircissements ont été demandés au sujet du cadre de renforcement des capacités nationales et l'on s'est inquiété du fait qu'il n'ait pas été approuvé par les États Membres.

232. Des critiques ont été formulées au sujet du sous-programme 3 (Gestion des écosystèmes) et de la référence à la Convention sur la diversité biologique figurant au paragraphe 11.20 c) de la stratégie. Certains participants ont souhaité savoir quelles activités le PNUE avait mises en place pour appuyer l'application de la Convention. Il a été suggéré que le PNUE fournisse, sur demande des pays, un appui accru à cet égard, en particulier aux pays en développement. S'agissant du paragraphe 11.20 c), une délégation a appelé à une plus grande prudence concernant l'application de programmes qui ne relèvent pas des compétences nationales.

233. En outre, des préoccupations ont été exprimées au sujet de l'énoncé de l'indicateur de succès a) iii) du sous-programme 3 et notamment de l'aide fournie par le PNUE aux pays pour améliorer la qualité de leur eau conformément aux directives internationales sur la qualité de l'eau, car ces directives n'ont pas été

approuvées et ne devraient donc pas faire partie des indicateurs du plan-programme biennal.

234. On a fait observer que, dans l'objectif du sous-programme 4 (Gouvernance environnementale), l'expression « afin de faciliter l'accès à la viabilité écologique dans le cadre du développement durable » n'était pas conforme au document final de la Conférence Rio +20, et qu'il serait préférable de formuler l'objectif comme suit : « Renforcer l'effet de synergies et la cohérence dans le domaine de la gouvernance environnementale afin de faciliter la promotion du développement durable ».

235. Des observations ont également été faites au sujet du sous-programme 5 (Produits chimiques et déchets). Il a été suggéré que les réalisations escomptées et les indicateurs de succès devraient faire référence à la Convention de Minamata sur le mercure. Par ailleurs, le paragraphe 11.23 c) de la stratégie devrait mentionner la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. Des éclaircissements ont été demandés quant au type d'activités qui seront mises en œuvre pour atteindre les objectifs visés à la rubrique « réalisations escomptées », notamment la manière dont l'Organisation entend appuyer les programmes nationaux.

236. Les États Membres se sont félicités de la création par le PNUE du sous-programme 7 (État de l'environnement), mais ont réclamé des éclaircissements sur la manière dont le PNUE comptait collecter les données dans le cadre de ce sous-programme.

237. Certains ont souhaité savoir où, dans le plan-programme biennal, le PNUE abordait la question des tempêtes de poussière et de sable et de leurs conséquences sur la santé des populations.

### **Conclusions et recommandations**

**238. Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 11, Environnement, du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :**

#### **Orientation générale**

##### ***Paragraphe 11.2***

**Remplacer la première phrase du paragraphe par deux nouveaux paragraphes, libellés comme suit :**

**Le Programme des Nations Unies pour l'environnement, autorité mondiale de premier plan en matière d'environnement chargée, à ce titre, de définir le programme mondial pour l'environnement, promeut la mise en œuvre cohérente du volet environnement du développement durable dans le cadre du système des Nations Unies et a autorité pour défendre la cause de l'environnement mondial.**

**Son objectif au cours de la période 2014-2017 est de promouvoir la mise en œuvre cohérente du volet environnement du développement durable en s'appuyant sur le constat selon lequel l'élimination de la pauvreté, l'abandon des modes de consommation et de production non viables en faveur de modes durables et la protection et la gestion des**

ressources naturelles indispensables au développement économique et social constituent les objectifs fondamentaux et les conditions essentielles du développement durable ainsi que sur la nécessité de protéger les écosystèmes et de les exploiter de manière raisonnée, d'améliorer la gouvernance environnementale et de réduire les risques environnementaux.

*Paragraphe 11.5*

À la fin de la première phrase, ajouter « dans ses trois dimensions ».

*Paragraphe 11.7*

Remplacer « pour ce faire, le PNUE [...] » par « pour ce faire, le PNUE, en collaboration avec les États Membres, [...] ».

*Paragraphe 11.8*

Remplacer « qui ont pour mission de prévenir les conflits » par « chargées du relèvement postconflit ».

À la fin de la première phrase, ajouter le texte ci-après : « c) instaurer des liens solides entre la réduction des risques de catastrophe, le relèvement et les plans de développement à long terme; d) élaborer des stratégies qui intègrent la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique dans les activités d'investissement, la prise de décisions et la planification de l'aide humanitaire et du développement; e) aider les pays et les populations vulnérables ou en crise en mettant à leur disposition, à leur demande, des compétences spécialisées en matière d'environnement, en donnant la priorité aux groupes vulnérables et aux écosystèmes les plus fragiles ».

Dans la troisième phrase, ajouter « dans les pays intéressés par ce type d'initiatives » après « et il expérimentera de nouvelles solutions pour la gestion des ressources naturelles ».

*Paragraphe 11.11*

À la fin de la première phrase, ajouter « y compris ceux provenant d'activités d'extraction ».

Dans la deuxième phrase, après « ceux provenant d'équipements électriques et électroniques », ajouter « et à éliminer les produits chimiques provenant de sites d'extraction illégaux ».

*Paragraphe 11.12*

Remplacer la première phrase par le texte suivant :

Le PNUE œuvrera en faveur d'une réforme des politiques et de l'évolution des pratiques de gestion du secteur privé là où celle-ci s'impose ainsi que d'une sensibilisation accrue des consommateurs à la problématique hommes-femmes. »

Dans la quatrième phrase, remplacer « une telle transition » par « la mise en œuvre de politiques d'économie verte aux fins de la transition commune vers un développement durable ».

#### **Sous-programme 1 Changements climatiques**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

**Remplacer la réalisation escomptée c) par l'énoncé ci-après :**

Appuyer, en coopération avec d'autres organisations et conformément à leurs mandats respectifs, la mise en œuvre de stratégies et de mécanismes REDD-plus aux fins de la collecte d'informations sur les garanties, ainsi que l'élaboration de systèmes de surveillance des forêts et la définition de niveaux de référence, en vue d'évoluer vers des interventions axées sur les résultats qui soient pleinement mesurés, consignés et vérifiés et de réduire les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts.

*Indicateurs de succès*

**Remplacer l'indicateur de succès c) par l'énoncé suivant :**

Augmentation du nombre et du pourcentage de pays en développement qui ont élaboré et mis en œuvre des stratégies REDD-plus et sont en mesure, grâce à l'aide fournie par le PNUE, de solliciter et d'obtenir des subventions au titre de leurs initiatives axées sur les résultats.

#### **Stratégie**

*Paragraphe 11.16 b)*

Dans la première phrase, remplacer « Le PNUE facilitera le passage à un développement à faible émission de carbone et à une économie verte » par « Le PNUE défendra et, au besoin, appuiera, sur demande, la réduction des émissions de carbone en promouvant la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation ».

*Paragraphe 11.16 c)*

Remplacer « À l'appui des accords conclus à Cancún en décembre 2010 » par « À l'appui du Cadre de Varsovie pour la REDD-plus, approuvé en novembre 2013 ».

À la fin de la première phrase, remplacer « favoriser l'élaboration, à l'échelle des pays, de stratégies REDD-plus et de modèles de financement » par « favoriser la transition des pays en développement vers un modèle axé sur les résultats. Pour ce faire, le PNUE, à la demande des pays intéressés, collaborera avec les partenaires concernés pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre, à l'échelle nationale, des mécanismes nécessaires à l'obtention des subventions conditionnées aux résultats, c'est-à-dire des stratégies REDD-plus, des niveaux de référence, des systèmes de surveillance des forêts et de communication



d'informations sur les garanties en respectant les modalités et procédures convenues par la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ».

## **Sous-programme 2** **Catastrophes et conflits**

### *Objectif de l'Organisation*

L'objectif de l'Organisation devrait se lire comme suit :

« Promouvoir l'exploitation durable des ressources naturelles et la réduction de la dégradation de l'environnement en relevant les défis écologiques posés dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe et des activités de relèvement à la suite de conflits ou de catastrophes ».

### *Indicateurs de succès*

Remplacer l'indicateur de succès a) i) par l'énoncé suivant : « Pourcentage de pays recevant une assistance du PNUE qui ont amélioré leur capacité d'exploitation des ressources naturelles et de gestion de l'environnement afin de prévenir et de réduire les effets des catastrophes naturelles ou dues à l'homme »

Remplacer l'indicateur de succès b) i) par l'énoncé suivant : « Pourcentage des pays touchés par une catastrophe naturelle ou due à l'homme qui, grâce à l'aide du PNUE, améliorent leurs capacités à exploiter les ressources naturelles et à gérer l'environnement à l'appui d'un relèvement durable après une catastrophe ou un conflit »

Remplacer l'indicateur de succès b) ii) par l'énoncé suivant : « Pourcentage de pays recevant une aide du PNUE qui élaborent des politiques et des stratégies visant à accroître les moyens dont ils disposent pour assurer un relèvement durable après une catastrophe ou un conflit »

## **Stratégie**

### **Paragraphe 11.18 b)**

Au paragraphe 11.18 b), remplacer « création d'emplois verts » par « création d'emplois décents et productifs ».

## **Sous-programme 3** **Gestion des écosystèmes**

### *Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès a) iii), supprimer « conformément aux directives internationales sur la qualité de l'eau ».

## **Stratégie**

### *Paragraphe 11.19*

Dans la troisième phrase, remplacer « tenir compte de la valeur du capital naturel dans la prise de décisions » par « tenir compte de la valeur

du capital naturel, y compris la biodiversité et les services écosystémiques, à la prise de décisions ».

*Paragraphe 11.20 a)*

Remplacer « les services rendus par les écosystèmes et la productivité des paysages » par « les services écosystémiques et la productivité de ces derniers ».

Remplacer « notamment pour ce qui est de l'accès aux ressources biologiques et du partage des avantages » par « notamment, mais pas uniquement, pour ce qui est de l'accès aux ressources biologiques et du partage des avantages ».

**Sous-programme 4**  
**Gouvernance environnementale**

*Objectif de l'Organisation*

Supprimer « l'accession à ».

*Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès b) i), remplacer « avec l'aide du PNUE » par « avec l'aide du PNUE fournie sur demande aux États intéressés ».

Toujours dans l'indicateur de succès b) i), remplacer, dans la version anglaise, l'expression « enforce the rule of law » par « develop and enforce national laws ».

**Stratégie**

*Paragraphe 11.22 b)*

Remplacer la deuxième phrase par :

En partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies, le PNUE aidera, sur demande, les gouvernements à élaborer des lois pour la protection de l'environnement et à les faire appliquer, ainsi qu'à se conformer aux normes et obligations internationales en la matière, notamment en leur fournissant une assistance technique juridique et en menant des activités de formation et de renforcement des capacités en la matière.

**Sous-programme 5**  
**Produits chimiques et déchets**

*Objectif de l'Organisation*

L'objectif de l'Organisation devrait se lire comme suit :

Favoriser dans les pays une gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets afin de réduire les effets de ceux-ci sur l'environnement et la santé des populations.

**Sous-programme 6**  
**Utilisation efficace des ressources et modes de consommation**  
**et de production durables**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer la réalisation escomptée a) par l'énoncé suivant :

- a) Mise au point, mise en commun et utilisation par les décideurs d'évaluations, d'études et d'outils scientifiques intersectoriels visant à parvenir à des modes de production et de consommation viables, y compris dans le cadre de politiques, notamment urbaines, axées sur le développement durable et l'élimination de la pauvreté.

*Indicateurs de succès*

Remplacer l'indicateur de succès a) i) par l'énoncé suivant : « Augmentation du nombre de pays et de villes qui élaborent et adoptent des modes et des outils de consommation et de production durables grâce à l'aide du PNUE ».

**Stratégie**

*Paragraphe 11.24*

Ajouter « conformément à ce qui a été convenu à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable » après « élimination de la pauvreté ».

*Paragraphe 11.26 a)*

Ajouter « conformément à ce qui a été convenu à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable » après « élimination de la pauvreté ».

*Paragraphe 11.26 b)*

Dans la troisième phrase, remplacer « pour les secteurs à fort impact » par « pour les secteurs à fort impact tributaires des ressources naturelles ».

Supprimer « comme la construction, l'agroalimentaire, le tourisme et les industries connexes tributaires de ressources naturelles ».

*Paragraphe 11.26 c)*

Dans la troisième phrase, supprimer le texte ci-après : « en particulier des pratiques durables de passation des marchés publics et une infrastructure d'appui favorisant des modes de vie viables ».

**Sous-programme 7**  
**État de l'environnement**

*Indicateurs de succès*

Dans l'énoncé de l'indicateur de succès c) i), remplacer l'expression « suite à l'intervention du PNUE » par « grâce à l'aide du PNUE ».

## **Programme 12**

### **Établissements humains**

239. À sa 16<sup>e</sup> séance, le 11 juin 2014, le Comité a examiné le programme 12 (Établissements humains) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 12\)](#)].

240. Le Secrétaire général adjoint et Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a présenté le programme et répondu aux questions posées pendant son examen par le Comité.

### **Débat**

241. Les participants ont exprimé leur appui au programme 12 (Établissements humains) du plan-programme biennal pour la période 2016-2017 et leur satisfaction quant aux bénéfices que les États Membres retireraient de son exécution.

242. Les délégations ont noté la tenue de consultations entre ONU-Habitat et le Comité des représentants permanents pour préparer le plan-programme biennal pour la période 2016-2017 et proposer des modifications à divers paragraphes décrivant l'orientation générale, notamment l'ajout du paragraphe 12.22 qui insistait sur l'appui accordé à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), prévue pour 2016. Certaines délégations ont demandé des éclaircissements quant au titre « Nouveau programme pour les villes » choisi pour le document final de la Conférence.

243. Des questions ont été posées concernant l'intensité des travaux menés au titre du cadre stratégique approuvé pour la période 2014-2015, compte tenu des difficultés financières que connaît actuellement ONU-Habitat.

244. Il a été souligné que la structure matricielle dans laquelle chaque sous-programme a été mis en correspondance avec les activités de l'ensemble des bureaux régionaux aux fins de l'exécution du programme de travail était une approche innovante. Certaines délégations ont demandé des précisions sur l'exécution du programme relatifs aux établissements humains par les bureaux régionaux d'ONU-Habitat dans le cadre du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Sur ce point, des précisions ont également été demandées et données quant à l'emploi de l'expression « autant que possible » au paragraphe 12.18.

245. Des délégations ont noté les modifications apportées au paragraphe 12.20 par rapport aux paragraphes correspondants du rapport du Secrétaire général sur la récapitulation des modifications à apporter au plan-programme biennal à la suite de l'élaboration du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 ([A/68/75](#)), ont fait part de leur point de vue sur l'intégration des questions transversales, à savoir la jeunesse, les droits de l'homme et le changement climatique, dans le programme relatif aux établissements humains, et ont demandé des précisions concernant la coopération et la collaboration entre ONU-Habitat et d'autres organismes des Nations Unies aux fins de l'exécution de son programme de travail. À ce sujet, des questions ont également été posées sur le mandat d'ONU-Habitat en ce qu'il intéresse les questions relatives aux jeunes.

246. S'agissant de la nature et de la portée des travaux d'ONU-Habitat dans les domaines relatifs à la sécurité en milieu urbain énumérés au titre de la réalisation escomptée c) et des indicateurs de succès c) i) et ii) du sous-programme 1

(Législation, foncier et gouvernance urbains), des renseignements complémentaires ont été demandés concernant : la coopération et la collaboration entre ONU-Habitat et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC); les synergies résultant de cette collaboration; et le mandat d'ONU-Habitat en matière de lutte contre la drogue et le crime.

247. Des délégations ont demandé et obtenu des précisions sur le lien entre la réalisation escomptée b) et l'indicateur de succès b) du sous-programme 1. Par ailleurs, des éclaircissements ont été demandés et obtenus au sujet de l'alinéa b) du paragraphe 12.24 portant sur la stratégie correspondant à ce sous-programme.

248. Des délégations ont demandé des précisions concernant la mention « des lignes directrices internationales sur la décentralisation et des lignes directrices sur l'accès aux services de base pour tous » à l'alinéa a) du paragraphe 12.27, au titre du sous-programme 4 (Services urbains de base); la définition du terme « pays partenaires » utilisé dans la description de plusieurs réalisations escomptées et indicateurs de succès du sous-programme 5 (Logement et assainissement des bidonvilles); et les travaux d'ONU-Habitat menés en collaboration avec l'Initiative réseau d'universités pour Habitat, le projet d'appui au Centre international d'études urbaines en Corée, la stratégie de Cities Alliance relative à la diffusion de guides sur le logement des pauvres en Afrique et le Forum urbain mondial, mentionnés à l'alinéa c) du paragraphe 12.30 au titre du sous-programme 7 (Recherche et renforcement des capacités).

249. Des délégations ont demandé et obtenu des éclaircissements concernant les mesures prises par ONU-Habitat en vue de renforcer la gestion axée sur les résultats, notamment en ce qui concerne les évaluations menées à trois niveaux, c'est-à-dire des évaluations institutionnelles, des évaluations sur les programmes et projets, et des auto-évaluations, comme il est indiqué au paragraphe 12.21.

250. Certaines délégations ont noté que l'orientation stratégique d'ONU-Habitat changerait une fois que le programme de développement pour l'après-2015 serait adopté par l'Assemblée générale et qu'un accord serait intervenu concernant le document final de la Conférence Habitat III.

251. Une délégation a fait observer que l'objectif du sous-programme 5 (Logement et assainissement des bidonvilles) manquait de clarté par rapport à celui du même sous-programme du plan-programme biennal pour 2014-2015 et aux priorités correspondantes. Des éclaircissements ont été demandés concernant la définition de « Logement et assainissement des bidonvilles ».

252. On a noté que le concept de villes sans exclusion sociale et résilientes face aux changements climatiques mentionné dans la description de l'objectif du sous-programme 2 (Planification et aménagement en milieu urbain) n'était repris ni dans les réalisations escomptées, ni dans les indicateurs de succès correspondants. De même, on a souligné que le terme « développement économique sans laissés-pour-compte » avait été remplacé par « croissance économique sans laissés-pour-compte » dans l'objectif visé au sous-programme 3 (Économie urbaine).

253. Des questions ont été posées concernant la formulation des indicateurs de succès c) i) et ii) du sous-programme 5 (Logement et assainissement des bidonvilles), qui font référence aux politiques nationales mises en œuvre par les pays partenaires. Des éclaircissements ont été demandés concernant les relations entre les travaux d'ONU-Habitat et ces politiques nationales. Une autre question a

été posée concernant la suppression de l'indicateur de succès b) ii) du sous-programme 6 (Réduction des risques et relèvement), qui figurait dans le plan-programme biennal pour 2014-2015, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur la récapitulation des modifications à apporter au plan-programme biennal à la suite de l'élaboration du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 ([A/68/75](#)).

### **Conclusions et recommandations**

254. Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le texte explicatif concernant le programme 12 (Établissements humains) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications ci-après :

#### **Orientation générale**

##### ***Paragraphe 12.13***

Ajouter « et productifs » après « décents ».

##### ***Paragraphe 12.21***

Ajouter « adoptées par l'Assemblée générale » après « les conclusions et recommandations du Forum urbain mondial ».

##### ***Paragraphe 12.22***

Remplacer la première phase par la phrase suivante :

Assurant les services de secrétariat de la Conférence Habitat III, ONU-Habitat fournira un appui technique pour les négociations intergouvernementales sur le document final de la Conférence qui s'intitulera, si les États Membres en conviennent, 'Nouveau Programme pour les villes, tant au niveau régional que mondial.

À la fin de la dernière phrase, supprimer le membre de phrase intitulé « Nouveau programme en faveur des villes ».

#### **Sous-programme 1**

##### **Législation, foncier et gouvernance urbains**

##### **Stratégie**

##### ***Paragraphe 12.24***

À l'alinéa d) du paragraphe 12.24, supprimer les mots « considérés comme une richesse et des acteurs de changement ».

#### **Sous-programme 2**

##### **Planification et aménagement du milieu urbain**

##### ***Objectif de l'Organisation***

Remplacer le libellé de l'objectif de l'Organisation par le libellé suivant :

Améliorer les politiques, les plans et l'aménagement en faveur de villes plus compactes, sans exclusion sociale, mieux intégrées et reliées

entre elles, qui soient propices au développement urbain durable et résilientes face aux changements climatiques.

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer le libellé de la réalisation escomptée a) par le libellé suivant :

« Adoption par les administrations municipales, régionales et nationales partenaires, de politiques nationales d'urbanisme ou de cadres d'aménagement spatial améliorés pour des villes compactes, intégrées, reliées entre elles et sans exclusion sociale. »

Remplacer le libellé de la réalisation escomptée b) par le libellé suivant :

« Adoption par les villes partenaires de politiques, plans et aménagements améliorés pour des villes et des quartiers compacts, intégrés, reliés entre eux et sans exclusions sociale. »

*Indicateurs de succès*

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès a) par le libellé suivant :

a) Augmentation du nombre d'administrations municipales, régionales et nationales partenaires ayant adopté des politiques nationales d'urbanisme ou des cadres d'aménagement spatial pour des villes compactes, intégrées, reliées entre elles et sans exclusion sociale.

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès b) par le libellé suivant :

b) Augmentation du nombre de villes partenaires ayant adopté et exécuté des politiques, plans et aménagements pour des villes et des quartiers compacts, intégrés, reliés entre eux et sans exclusion sociale.

Dans le libellé de l'indicateur c), ajouter : « et exécuté » après « adopté ».

**Sous-programme 3**

**Économie urbaine**

*Objectif de l'Organisation*

Dans le texte anglais, remplacer le libellé de l'objectif par le libellé suivant :

To improve urban strategies and policies that promote inclusive economic development, sustainable livelihoods and enhanced municipal finance.

*Indicateurs de succès*

À la fin du libellé de l'indicateur de succès b), ajouter le membre de phrase suivant : « , aux populations déplacées, aux personnes handicapées et aux autres groupes vulnérables ».

**Sous-programme 4**  
**Services urbains de base**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans le libellé de la réalisation escomptée a), insérer le mot « partenaires » après « les autorités locales, régionales et nationales ».

*Indicateurs de succès*

Dans le libellé de l'indicateur de succès b), insérer « et de l'utilité » après le mot « montant ».

**Sous-programme 5**  
**Logement et assainissement des bidonvilles**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans le libellé de la réalisation escomptée c), insérer « à défendre leur propre cause et » après « Renforcement des capacités des populations vivant dans les bidonvilles ».

*Indicateurs de succès*

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès c) i) par le libellé suivant : « Augmentation de la représentation des populations dans les organes de coordination des pays partenaires, comme les comités nationaux pour Habitat.

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès c) ii) par le libellé suivant : « Augmentation du nombre de populations des pays partenaires qui sont dotées des moyens de diriger et de mettre en œuvre des initiatives. »

**Stratégie**

*Paragraphe 12.28*

Remplacer le libellé de l'alinéa c) du paragraphe 12.28 par le libellé suivant :

c) ONU-Habitat coopérera avec les autorités nationales partenaires pour faciliter la participation des populations des bidonvilles aux travaux des organes de coordination pertinents, tels que les comités nationaux pour Habitat. En outre, ONU-Habitat renforcera sa coopération avec les partenaires locaux, régionaux et nationaux afin que tous les acteurs adhèrent davantage à ces initiatives pour les soutenir dans la durée, améliorer les conditions de logement, assainir les bidonvilles et prévenir leur apparition.

**Sous-programme 6**  
**Réduction des risques et relèvement**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans le libellé de la réalisation escomptée c), insérer les mots « et de l'infrastructure connexe » après « logements ».



### **Programme 13**

#### **Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale**

255. À sa 18<sup>e</sup> séance, le 12 juin 2014, le Comité a examiné le programme 13 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 13\)](#)]. Le Comité était également saisi d'une note du Secrétariat sur l'examen du projet de plan-programme biennal par les organismes sectoriels, techniques et régionaux ([E/AC.51/2014/CRP.1/Add.2](#)).

256. Le représentant du Secrétaire général a présenté le programme et a répondu aux questions soulevées lors de l'examen de celui-ci par le Comité.

### **Débat**

257. Les membres du Comité ont salué l'important travail effectué par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ainsi que les efforts que celui-ci avait déployés pour améliorer l'exécution du programme. Ils se sont également félicités du rôle joué par l'Office sur le plan du renforcement de la coordination et de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les autres organismes dans les domaines de la lutte contre la drogue et le crime et de la prévention du terrorisme. À ce sujet, un intervenant a souhaité savoir quels étaient, parmi les organismes des Nations Unies, les partenaires privilégiés de l'Office. Les participants ont pris note des observations formulées lors des réunions des commissions techniques consacrées à l'examen du projet de cadre stratégique de l'ONUDC pour l'exercice biennal 2016-2017.

258. Des membres ont fait observer que le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale était qualifié à tort d'organe directeur, soulignant qu'il s'agissait d'un organe consultatif.

259. Plusieurs membres du Comité ont exprimé leur soutien au principe du recouvrement intégral des coûts, qui avait été approuvé par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Un intervenant a estimé qu'il était essentiel que l'ONUDC applique ce concept et veille à ce que sa mise en œuvre ne soit pas rétroactive. On a aussi fait valoir que les dépenses d'appui au programme devraient être examinées dans une totale transparence. Il a été pris acte de la décision de l'Office de ne pas prélever de dépenses d'appui au programme dans le cas des activités hors siège. Les mesures d'économie concernant l'Office ont été encouragées et il a été proposé à cet égard que l'Office envisage de réduire sa présence à son siège.

260. Des éclaircissements ont été demandés au sujet des différences existant entre le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 et le texte approuvé du plan-programme biennal pour la période 2014-2015. Un membre a estimé que le texte approuvé pour l'exercice précédent était le résultat d'un consensus, et que certaines des modifications figurant dans le texte proposé ne rendaient pas le programme plus compréhensible. À titre d'exemple, il a mentionné l'abandon du qualificatif « illicite » dans l'expression « trafic de drogues » dans la version anglaise du texte, et l'emploi de l'expression « criminalité transnationale » au lieu de « criminalité transnationale organisée ».

261. Certaines délégations se sont déclarées préoccupées par le fait que certaines des recommandations formulées par le Comité lors de sa cinquante-deuxième session (A/67/16) n'avaient pas été retenues, comme celle qui tendait à ce que les activités relatives à la lutte contre le trafic de drogues fassent l'objet d'un sous-programme distinct.

262. Des délégations ont estimé qu'il fallait expliciter certains des termes utilisés dans le cadre stratégique à la lumière des textes portant autorisation des activités correspondantes. Un intervenant a déclaré que les termes et définitions employés devraient être strictement conformes aux instruments juridiques internationaux et résolutions pertinents.

263. Une délégation a réaffirmé que l'assistance fournie aux États Membres devait répondre aux demandes d'aide formulées par les États bénéficiaires.

264. Des éclaircissements ont été demandés sur l'utilisation de l'acronyme « UNODC » dans la version espagnole du projet de cadre stratégique, au lieu de l'appellation « ONUDD » qui correspondait au titre officiel employé dans la circulaire [ST/SGB/2004/6](#) du Secrétaire général.

265. Tout en reconnaissant l'importance de la promotion des droits de l'homme, un intervenant a mis l'accent sur la nécessité d'éviter que des fonctions de l'Office ne fassent double emploi avec celles exercées par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. La nécessité d'adopter une démarche équilibrée dans les activités de l'Office a également été mentionnée. Ainsi, les activités relevant des volets réduction de la demande et réduction de l'offre de la lutte contre le problème mondial de la drogue devaient être menées en veillant à ce que les droits de l'homme fondamentaux soient respectés, s'agissant notamment des questions relatives au développement alternatif et au développement alternatif préventif, ou lorsque des mesures visant à éradiquer les cultures illicites utilisées pour la production de stupéfiants et de substances psychotropes étaient envisagées. L'importance de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte contre le terrorisme a également été évoquée.

266. Des éclaircissements ont été demandés sur le rôle et le nom des nombreuses et diverses parties prenantes, notamment des fondations, organisations non gouvernementales, entités du secteur privé, partenariats, réseaux, organismes des Nations Unies, programmes régionaux et organes multilatéraux avec lesquels l'ONUDD menait des activités communes ou dont il bénéficiait.

267. Une délégation a souligné qu'il était nécessaire de réexaminer le type de financement de l'Office.

268. Certains ont estimé que l'Office devait apporter des précisions sur les interlocuteurs avec lesquels il collaborait régulièrement ainsi que sur son organigramme. Les efforts menés par l'Office pour améliorer son efficacité par rapport aux coûts et ses activités d'évaluation ont été salués. Des éclaircissements ont été demandés sur la façon dont les pratiques optimales de l'Office étaient partagées entre les différents services de l'organisation.

269. À la rubrique « Orientation générale », le sens de l'expression « membres les plus vulnérables de leur société » (par. 13.1) n'était, de l'avis d'un intervenant, pas clair et semblait réduire la portée de l'action de l'Office. De même, il convenait de préciser le sens de l'expression « appliquer de manière nuancée » (par. 13.2) et

d'indiquer la raison pour laquelle la notion de « primauté du droit » était invoquée comme l'un des domaines auxquels les réseaux mondiaux de trafiquants portaient préjudice (par. 13.3).

270. Un intervenant a souhaité connaître les raisons pour lesquelles le libellé des paragraphes 13.4 et 13.5 du projet de cadre stratégique était différent de celui des paragraphes 13.3 et 13.4 du plan-programme biennal pour 2014-2015 (A/67/6/Rev.1), et la référence à la « stratégie pour la période 2012-2015 » (ibid., par. 13.6) avait été supprimée, proposant que l'on revienne à la formulation précédente. Un intervenant a demandé si la prorogation de cette stratégie au-delà de 2015 devait être approuvée par les organes intergouvernementaux. Des éclaircissements ont par ailleurs été demandés au sujet de la mention des programmes nationaux et sous-régionaux et de l'exclusion des programmes thématiques qui figuraient dans le plan-programme biennal précédent (ibid., par. 13.8).

271. En ce qui concerne le sous-programme 1 (Lutte contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues), un intervenant a demandé si l'inscription dans les indicateurs de succès de nouveaux problèmes liés à la drogue et de certaines formes de criminalité relevait des attributions de l'Office et si une distinction était faite entre assistance technique et coopération technique. Des éclaircissements ont été demandés au sujet de la suppression de l'indicateur de succès a) iii) du plan-programme biennal pour 2014-2015 et sur la raison pour laquelle les recommandations faites par le Comité à sa cinquante-deuxième session n'avaient pas toutes été prises en compte dans le texte proposé. De l'avis de certains, « l'augmentation du nombre d'États parties ayant ratifié la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée » ne constituait pas un indicateur de succès pour l'Office, la ratification relevant des États Membres.

272. En ce qui concerne le sous-programme 2 (Prévention, traitement et réinsertion, et développement alternatif), des éclaircissements ont été demandés sur la raison pour laquelle le libellé de l'objectif « Réduire la consommation de drogues » figurant dans le plan-programme biennal pour 2014-2015 avait été remplacé par « Réduire les vulnérabilités face à la consommation de drogues » dans le projet de cadre stratégique. Des explications ont également été demandées au sujet de la suppression de l'indicateur de succès d) ii) du plan-programme approuvé pour l'exercice précédent et sur la raison pour laquelle les mères et les enfants – qui sont les personnes les plus vulnérables – avaient été exclus des indicateurs de succès a) et c).

273. En ce qui concerne le sous-programme 5 (Justice), un intervenant s'est déclaré préoccupé par le fait que l'objectif du sous-programme faisait uniquement référence aux règles et normes des Nations Unies, estimant que les règles et normes internationales devraient également être mentionnées. S'agissant de la réalisation escomptée et de l'indicateur de succès a), un intervenant a été d'avis que, plutôt que de s'employer à élaborer de nouvelles règles et normes, l'Office devrait concentrer ses efforts sur une meilleure application des normes existantes.

274. En ce qui concerne le sous-programme 6 (Étude, analyse des tendances et criminalistique), une délégation a demandé des éclaircissements au sujet du nombre d'institutions et de laboratoires mentionnés dans l'indicateur de succès c) qui avaient reçu une assistance de l'Office ou participé activement au projet de collaboration internationale, ainsi que sur le taux d'augmentation prévu et sur la manière dont ces laboratoires étaient sélectionnés.

275. En ce qui concerne le sous-programme 7 (Appui en matière de politiques), un intervenant a souhaité connaître la raison pour laquelle l'indicateur de succès a) i) consistait à évaluer le nombre de visiteurs distincts qui s'informaient sur le site Web de l'Office, plutôt que le nombre de pages consultées.

276. En ce qui concerne le sous-programme 8 (Coopération technique et appui opérationnel), un intervenant a demandé comment serait évalué le degré de satisfaction des États Membres comme indiqué dans l'indicateur a) ii). Des éclaircissements ont également été demandés au sujet de la définition de l'objectif de « sécurité » mentionné au paragraphe 13.9 c), et sur la question de savoir si l'ONUDC avait un mandat à cet effet.

### **Conclusions et recommandations**

277. Le Comité déplore que le Secrétaire général n'ait pas présenté un sous-programme distinct sur la « Lutte contre le trafic de drogues » dans le cadre stratégique pour la période 2016-2017, comme l'Assemblée générale l'avait demandé. En conséquence, le Comité recommande à nouveau que l'Assemblée prie le Secrétaire général de proposer l'inclusion d'un sous-programme distinct sur la « Lutte contre le trafic de drogues » dans le cadre stratégique pour la période 2018-2019.

278. Le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'employer systématiquement l'appellation officielle de l'Office dans toutes les langues, telle qu'elle figure dans la circulaire [ST/SGB/2004/6](#) du Secrétaire général.

279. Le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général d'employer, dans le descriptif du programme, les définitions figurant dans les instruments juridiques internationaux et celles adoptées dans les résolutions pertinentes, ainsi que dans la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue (2009).

280. Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 13 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale), du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve que les modifications ci-après y soient apportées :

### **Orientation générale**

#### ***Paragraphe 13.1***

Remplacer l'énoncé de la dernière phrase du paragraphe par le texte suivant :

À cette fin, il leur prête son concours pour créer et renforcer des systèmes législatifs, judiciaires et sanitaires permettant de mieux protéger leurs populations, en particulier les personnes les plus vulnérables.

*Paragraphe 13.4*

Remplacer l'énoncé du paragraphe par le texte suivant :

**13.4 Un dispositif législatif complet, une coopération internationale efficace, l'ordre public, la justice et un système pénal équitable, accessible, responsable, efficace et crédible constituent le fondement conceptuel de ces réponses communes. À cet égard, la lutte contre le problème mondial de la drogue est une responsabilité commune et partagée, qui doit procéder d'une démarche intégrée, pluridisciplinaire, synergique et équilibrée et s'exercer conformément aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies et au droit international et dans le plein respect, en particulier, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, du principe de non-ingérence dans leurs affaires intérieures et de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales. Par conséquent, la communauté internationale doit manifester une volonté sans faille de vaincre le problème mondial de la drogue en mettant pleinement en œuvre, de manière équilibrée, des stratégies nationales, régionales et internationales visant à faire diminuer la demande, la production et le trafic de drogues. Un système pénal accessible, équitable, responsable, efficace et fiable protège contre les effets de la criminalité, des trafics, de la corruption et de l'instabilité. Ensemble, le développement et l'état de droit favorisent l'utilisation licite des ressources plutôt que leur détournement à des fins criminelles, telles que la traite d'êtres humains, le trafic d'organes et de migrants, ainsi que le trafic d'espèces animales et végétales sauvages menacées d'extinction, de biens culturels, de stupéfiants et d'armes à feu.**

*Paragraphe 13.7*

Dans la deuxième phrase, supprimer les termes « entièrement chiffrés ».

*Paragraphe 13.9*

Remplacer l'énoncé du paragraphe par le texte suivant :

**« 13.9 Les principaux organes directeurs des Nations Unies chargés du contrôle international des drogues, de la prévention du crime et de la justice pénale dont relève l'Office sont la Commission des stupéfiants et ses organes subsidiaires et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale; l'Office apporte également son soutien à l'Organe international de contrôle des stupéfiants et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. »**

**Sous-programme 1**  
**Lutte contre la criminalité transnationale organisée**  
**et le trafic de drogues**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

À la réalisation escomptée c), insérer les termes « , le trafic d'organes » après « la traite d'êtres humains ».

*Indicateurs de succès*

Après l'indicateur de succès a) ii), insérer le nouvel indicateur suivant : « iii) Augmentation du nombre d'États parties ayant ratifié les conventions relatives au contrôle international des drogues avec l'aide de l'Office ».

À la fin de l'indicateur de succès b) iii), insérer : « ainsi qu'entre le Groupe et les autres organisations internationales compétentes ».

**Stratégie**

*Paragraphe 13.12*

Remplacer l'énoncé de l'alinéa a) par le texte suivant :

a) À promouvoir la ratification et l'application des instruments internationaux de lutte contre la drogue et la criminalité organisée et des protocoles relatifs à la traite des personnes et au trafic de migrants et d'armes à feu, notamment en proposant des orientations aux niveaux mondial, régional et national, en fournissant des services de conseil juridique et législatif ainsi qu'une assistance technique en vue de renforcer le système de justice pénale, en protégeant les droits des victimes et des témoins d'infractions et ceux des migrants victimes de trafic, en prévenant la criminalité et en favorisant la coopération internationale;

À l'alinéa b), insérer les termes « qui en font la demande » après les termes « À aider les États Membres ».

**Sous-programme 2**  
**Prévention, traitement et réinsertion, et développement alternatif**

*Objectif de l'Organisation*

Remplacer les termes « et renforcer le développement alternatif durable, s'il y a lieu » par « et renforcer le développement alternatif, y compris, s'il y a lieu, le développement alternatif durable ».

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

À la fin de la réalisation escomptée a), insérer le texte suivant : « et prévenir en particulier la transmission de la mère à l'enfant ».

À la réalisation escomptée c), après les termes « réduire la vulnérabilité des personnes », insérer : « , en particulier des mères et des enfants, ».

À la réalisation escomptée d), remplacer les termes « au moyen de projets de développement alternatif ou de développement alternatif préventif » par « au moyen de projets de développement alternatif, y compris, s'il y a lieu, de développement alternatif préventif ».

#### Stratégie

##### *Paragraphe 13.13*

À l'alinéa f), remplacer les termes « responsabilité partagée » par les termes « responsabilité commune et partagée ».

#### Sous-programme 3

##### Lutte contre la corruption

##### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

À la réalisation escomptée b), supprimer les termes « et au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ».

##### *Indicateurs de succès*

Supprimer l'indicateur de succès b) ii).

#### Stratégie

##### *Paragraphe 13.14*

À l'alinéa h), supprimer les termes « , y compris le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ».

#### Sous-programme 4

##### Prévention du terrorisme

##### *Paragraphe 13.15*

À l'alinéa f), supprimer les termes « , y compris le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ».

#### Sous-programme 5

##### Justice

##### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par l'énoncé approuvé dans le plan-programme biennal pour 2014-2015, qui se lit comme suit :

« a) Renforcement de l'aide fournie par l'Office en vue de l'élaboration et de l'actualisation des règles et normes internationales en matière de prévention du crime et de justice pénale.

##### *Indicateurs de succès*

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès a) par l'énoncé approuvé dans le plan-programme biennal pour 2014-2015, qui se lit comme suit :

a) Nombre de règles et de normes des Nations Unies portant sur certains volets de la prévention du crime et de la justice pénale qui ont été transposées ou modifiées par les pays avec l'aide de l'Office, à leur demande.

#### Stratégie

##### *Paragraphe 13.16*

À l'alinéa d), supprimer les termes « y compris le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ».

#### Sous-programme 6

##### Étude, analyse des tendances et criminalistique

#### Stratégie

##### *Paragraphe 13.17*

À l'alinéa c), après les termes « À aider les États Membres qui en font la demande », insérer « , dans le cadre du mandat de l'Office ».

#### Sous-programme 7

##### Appui en matière de politiques

##### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée b) par le texte suivant : « Renforcement de la capacité des États Membres de mettre en œuvre les normes, règles et conventions internationales relevant du mandat de l'Office, notamment au moyen de partenariats avec les entités de la société civile compétentes ».

##### *Indicateurs de succès*

À l'indicateur de succès b), après les termes « des organisations non gouvernementales », insérer « et autres organisations de la société civile compétentes ».

#### Sous-programme 8

##### Coopération technique et appui opérationnel

##### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée a) par le texte suivant :

a) Conception et mise en œuvre de programmes intégrés conçus avec la participation des pays bénéficiaires et mis en œuvre en étroite concertation avec les entités régionales et les pays partenaires, selon le cas.

#### Stratégie

##### *Paragraphe 13.19*

À l'alinéa a) après les termes « approche intégrée des programmes », insérer « axée sur les résultats ».



À l'alinéa c), remplacer les termes « à la sécurité » par « à l'ordre public ».

#### **Sous-programme 9**

**Prestation de services de secrétariat et d'appui fonctionnel aux organes directeurs et à l'Organe international de contrôle des stupéfiants**

#### *Objectif de l'Organisation*

À la fin de l'énoncé de l'objectif de l'Organisation, insérer le texte suivant : « et permettre au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale de s'acquitter de son rôle consultatif ».

#### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

Ajouter une nouvelle réalisation escomptée c) ainsi libellée :

« c) Renforcement de l'appui apporté par l'Office au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale en vue de faciliter la prise de décisions et la formulation d'orientations.

#### *Indicateurs de succès*

Ajouter un nouvel indicateur de succès c) ainsi libellé :

c) Pourcentage d'États Membres participant au Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale qui se disent pleinement satisfaits de la qualité et de la rapidité des services techniques et fonctionnels assurés par le Secrétariat.

#### **Textes portant autorisation du programme**

Ajouter la résolution [68/192](#) de l'Assemblée générale : Amélioration de la coordination de l'action contre la traite des personnes

Ajouter la résolution [23/2](#) de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale : Prévenir et combattre le trafic d'organes et la traite des personnes aux fins du prélèvement d'organes.

#### **Programme 14**

#### **Égalité des sexes et autonomisation des femmes**

281. À sa 19<sup>e</sup> séance, le 12 juin 2014, le Comité a examiné le programme 14 (Égalité des sexes et autonomisation des femmes) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [([A/69/6 \(Prog. 14\)](#)).

282. Le Sous-Secrétaire général d'ONU-Femmes a présenté le programme et répondu aux questions soulevées pendant son examen par le Comité.

#### **Débat**

283. Les délégations ont exprimé leur satisfaction et leur adhésion au programme. Dans l'ensemble, les États Membres ont émis des avis positifs, le programme montrant qu'une attention prioritaire était accordée à la mise en œuvre du mandat

relatif à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ils se sont également dits favorables à la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans le système des Nations Unies.

284. Certains ont fait valoir qu'un certain nombre d'expressions et de termes fondamentaux devraient être utilisés de façon plus cohérente dans l'ensemble du texte. Ainsi, les expressions « égalité des sexes » et « autonomisation des femmes » apparaissaient sous de multiples formes. Il importait que l'expression « l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes » soit utilisée uniformément dans tout le texte.

285. Des délégations ont dit qu'ONU-Femmes devrait mener ses activités en coordination avec les pays concernés et n'apporter aide ou appui aux États Membres qu'à leur demande.

286. Des États Membres ont demandé un complément d'information sur la contribution qu'ONU-Femmes comptait apporter pour qu'une plus large place soit accordée aux questions de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans le programme de développement pour l'après-2015. Certains ont noté que, dans le contexte de ce programme, l'Entité voyait trop loin, l'Assemblée générale n'ayant pas encore approuvé de nouveaux mandats. Des questions ont aussi été posées sur la participation des organisations de la société civile et des parties prenantes au programme de développement pour l'après-2015.

287. Des questions ont été soulevées en ce qui concerne la structure d'ONU-Femmes et la façon dont elle avait évolué depuis la création de l'Entité.

288. Il a été rappelé que le plan-programme biennal devrait faire référence aux résolutions et décisions dans lesquelles apparaissaient les principaux termes et expressions.

289. Il a été souligné qu'ONU-Femmes devrait, dans l'exécution de son mandat de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, équilibrer son action en accordant la même importance aux trois volets de l'activité de l'Organisation des Nations Unies, à savoir paix et sécurité, développement et droits de l'homme. Certaines délégations avaient constaté avec préoccupation qu'ONU-Femmes accordait moins d'importance au développement qu'aux deux autres volets.

290. Des délégations ont demandé si ONU-Femmes rencontrait des difficultés concernant le plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies qui avait été approuvé par le Conseil des chefs de secrétariat.

291. Des délégations ont noté que les indicateurs de succès a) ii), b) et d) du sous-programme 1 (Appui aux organes intergouvernementaux, coordination et partenariats stratégiques) et l'indicateur de succès b) du sous-programme 2 (Politiques et activités) ne devraient pas porter sur les activités mais sur les résultats. Les indicateurs devraient préciser comment il était prévu de mesurer et atteindre les réalisations escomptées.

292. Des délégations ont dit que les indicateurs de succès devraient être axés sur l'appui fourni ou les mesures prises par ONU-Femmes plutôt que sur les activités. Ainsi :

a) Dans le sous-programme 1, l'indicateur de succès a) devrait faire référence aux mesures que prendrait l'Entité et non aux activités qu'elle mènerait et

l'indicateur de succès b) devrait porter sur le nombre d'organisations non gouvernementales accréditées participant aux travaux d'organes intergouvernementaux tels que la Commission de la condition de la femme;

b) Dans le sous-programme 2, la réalisation escomptée b) devrait porter sur le nombre de femmes bénéficiaires.

293. Il a été signalé que les modifications à apporter aux indicateurs de succès seraient présentées à l'occasion de consultations.

294. Des délégations ont fait observer que l'appui apporté par ONU-femmes aux organes intergouvernementaux, dont il était question dans les réalisations escomptées et les indicateurs de succès du sous-programme 1, ne convenait pas comme mesure des résultats d'ONU-Femmes. Certaines ont demandé comment les activités d'ONU-Femmes rendraient les organes intergouvernementaux mieux à même de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, notamment à prendre en compte la problématique hommes-femmes dans leurs domaines de travail. En outre, il a été demandé si ONU-Femmes disposait des capacités voulues pour mener à bien ces activités.

295. Des éclaircissements ont été demandés au sujet de la réalisation escomptée d) du sous-programme 1 : il s'agissait de savoir quels types de partenariats étaient visés et quelles parties prenantes étaient concernées par l'indicateur de succès d) i).

296. Des délégations ont demandé des renseignements sur les résultats des activités de mobilisation de contributions volontaires, dont il était question dans l'indicateur de succès d) ii) du sous-programme 1, et des précisions sur ces activités. Elles ont aussi demandé quelles activités étaient financées à l'aide de contributions volontaires.

297. Tout en mettant l'accent sur l'importance de la participation de la société civile, certaines délégations ont souligné que cette participation devait être strictement encadrée par les directives de l'Assemblée générale.

### **Conclusions et recommandations**

298. **Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le texte explicatif du programme 14 (Égalité des sexes et autonomisation des femmes) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :**

#### **Orientation générale**

##### ***Paragraphe 14.1***

**Remplacer le paragraphe par le texte suivant :**

**14.1 L'orientation générale du programme, qui relève de la responsabilité d'ONU-Femmes, est de parvenir à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles, à l'autonomisation et à la promotion des femmes, et à l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, des droits de l'homme, de l'action humanitaire et de la paix et de la sécurité. L'orientation du programme découle de la résolution 64/289, par laquelle l'Assemblée générale a créé l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et**

l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), entité composite. Le projet de cadre stratégique pour 2016-2017 est conforme au plan stratégique d'ONU-Femmes pour la période 2014-2017 (UNW/2013.6), approuvé par le Conseil d'administration de l'Entité en septembre 2013.

*Paragraphe 14.3*

Supprimer la première phrase.

*Paragraphe 14.4*

Remplacer le paragraphe par le texte suivant :

14.4 Au cours de la période 2016-2017, les efforts déployés dans le cadre du programme devraient continuer d'être axés sur les six grands objectifs suivants : a) accroître la participation et le rôle de direction des femmes dans tous les domaines qui les concernent, y compris la politique et l'économie; b) renforcer le pouvoir d'action et les perspectives économiques des femmes, en particulier les plus exclues et, surtout, celles qui vivent dans la pauvreté; c) prévenir et éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles et élargir l'accès aux services destinés à celles qui en réchappent; d) renforcer les responsabilités des femmes dans les domaines de la paix, de la sécurité et de l'action humanitaire; e) concourir à ce que les plans et budgets fassent une plus large place à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes à tous les niveaux; f) concourir à l'élaboration de normes, politiques et principes mondiaux relatifs à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

*Paragraphe 14.5*

Remplacer le paragraphe par le texte suivant :

14.5 Dans le cadre de l'appui apporté dans tous ces domaines, il sera créé des partenariats stratégiques propres à améliorer la coordination et la cohérence et à renforcer la transversalisation de la problématique hommes-femmes à l'échelle du système des Nations Unies. Le programme sera exécuté en coordination avec d'autres entités des Nations Unies afin d'éviter les chevauchements d'activités. Il contribuera à définir la direction des opérations, à renforcer ces mécanismes et à améliorer encore l'application du principe de responsabilité au sein des organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, notamment en aidant lesdits organismes à appliquer le plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

*Paragraphe 14.6*

Remplacer le paragraphe par le texte suivant :

14.6 Le programme de travail d'ONU-Femmes repose, entre autres, sur le principe de l'universalité. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont au cœur du mandat d'ONU-Femmes, qui en tient compte dans tous ses domaines d'action prioritaires.

### **Sous-programme 1**

#### **Appui aux organes intergouvernementaux, coordination et partenariats stratégiques**

##### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

**Remplacer la réalisation escomptée a) par le texte suivant :**

**a) Renforcement de l'appui apporté par ONU-Femmes aux activités des organes intergouvernementaux, en particulier la Commission de la condition de la femme, pour la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et notamment la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les domaines de travail de ces organes.**

**À la fin de la réalisation escomptée b), ajouter le membre de phrase suivant : « conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, du 25 juillet 1996 ».**

##### *Indicateurs de succès*

**Ajouter un indicateur de succès a) iii) libellé comme suit :**

**iii) Augmentation du nombre d'organes intergouvernementaux qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes dans leurs domaines de travail, notamment comme suite à l'action d'ONU-Femmes ».**

##### **Stratégie**

##### *Paragraphe 14.8 a)*

**Remplacer l'alinéa par le texte suivant :**

**a) Encourager les États Membres et aider ceux qui en font la demande à prendre des mesures pour donner pleinement effet à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing et aux conclusions issues de l'examen de leur mise en œuvre, aux textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, aux instruments et résolutions de l'ONU qui examinent, appuient et favorisent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et aux obligations découlant de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;**

##### *Paragraphe 14.8 b)*

**Ajouter « efficace » après « fonctionnel ».**

##### *Paragraphe 14.8 c)*

**Ajouter « s'il y a lieu » à la fin de l'alinéa.**

##### *Paragraphe 14.8 d)*

**Remplacer l'alinéa par le texte suivant :**

**d) Faire mieux connaître et mieux comprendre les notions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, notamment au moyen**

d'activités d'éducation et de campagnes d'information et de sensibilisation s'appuyant sur divers supports tels que sites Web, médias sociaux et supports papier.

*Paragraphe 14.8 e)*

Insérer « et aux questions concernant les femmes » après « égalité des sexes ».

*Paragraphe 14.8 f)*

Remplacer l'alinéa par le texte suivant :

f) Guider et appuyer la collaboration entre tous les organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en encourageant les initiatives communes, la coopération au sein des équipes de pays des Nations Unies et des groupes thématiques sur l'égalité des sexes et l'établissement et l'utilisation à l'échelle du système des Nations Unies de dispositifs de responsabilisation dans le domaine de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

*Paragraphe 14.8 g)*

Remplacer l'alinéa par le texte suivant :

g) Encourager la coopération entre les pays et appuyer les mécanismes de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes aux niveaux régional et sous-régional.

*Paragraphe 14.8 i)*

Remplacer l'alinéa par le texte suivant :

i) Forger des partenariats stratégiques axés sur la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et renforcer ceux qui existent pour diversifier les sources de financement.

**Sous-programme 2**  
**Politiques et activités**

*Objectif de l'Organisation*

Remplacer le libellé de l'objectif de l'Organisation par le texte suivant :

Redoubler d'efforts en vue d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes et des filles et de parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, entre autres dans les domaines du développement, des droits de l'homme et de la paix et la sécurité, notamment en dirigeant, en coordonnant et en promouvant des mesures visant à assurer le respect du principe de responsabilité à cet égard dans le système des Nations Unies.

*Indicateurs de succès*

Dans la version anglaise, dans l'énoncé de l'indicateur de succès c) i), remplacer « at the national level » par « at the country level ».

*Stratégie**Paragraphe 14.9 a)*

Insérer « et leurs incidences sur la situation des femmes » après « les nouveaux problèmes ».

*Paragraphe 14.9 c)*

Dans la version anglaise, insérer « their » avant « commitments ».

*Paragraphe 14.9 d)*

Remplacer l'alinéa par le texte suivant :

d) Diriger, coordonner et promouvoir l'adoption de mesures visant à ce que les organismes des Nations Unies, y compris les équipes de pays des Nations Unies, les équipes régionales et leurs groupes thématiques sur l'égalité des sexes, soient soumis au principe de responsabilité pour les activités qu'ils mènent en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

*Textes portant autorisation du programme*

Ajouter les conclusions concertées de la Commission de la condition de la femme pour 2014.

**Programme 15****Développement économique et social en Afrique**

299. À sa 12<sup>e</sup> séance, le 9 juin 2014, le Comité a examiné le programme 15 (Développement économique et social en Afrique) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog.15)].

300. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a présenté le programme et répondu aux questions soulevées lors de son examen par le Comité.

**Débat**

301. Des délégations ont salué et appuyé le programme et félicité la Commission d'avoir mis l'accent sur le développement durable et la prise en compte de celui-ci dans le programme de travail. Des États Membres se sont dits satisfaits de la refonte du programme au cours de la précédente période biennale et ont apprécié la présentation de l'orientation générale et la méthode retenue pour l'exécution des sous-programmes.

302. Des délégations ont relevé que cette refonte avait pour résultat de ramener de 10 à 9 le nombre des sous-programmes et se sont enquis de l'incidence que cela aurait sur le programme et les résultats.

303. On a fait valoir que l'orientation des sous-programmes devait tenir compte de l'Agenda 2063 adopté par l'Union africaine (UA), du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et des objectifs de développement pour l'après-2015. Des questions ont été soulevées quant aux moyens de prendre ces éléments en considération dans les sous-programmes.

304. Le caractère sectoriel de volets essentiels, comme l'environnement et l'industrialisation, ayant été souligné, des États Membres ont demandé à connaître la façon dont la CEA traiterait ces questions sectorielles.

305. Des États Membres se sont félicités des travaux menés par la Commission en ce qui concerne la statistique, car le continent avait pendant longtemps éprouvé de grandes difficultés dans ce domaine.

306. Des États Membres ont pris note du système d'évaluation par des tiers adopté par la Commission et de l'importance accordée dans le programme à l'application du principe de responsabilité, et fait valoir que ces mesures constituaient un bon exemple de la façon dont d'autres commissions régionales pourraient aborder ces questions. Ils ont constaté qu'il existait des possibilités de dégager des effets de synergie et des gains d'efficacité entre les commissions régionales dans l'application du principe de responsabilité. Des États Membres se sont enquis des progrès obtenus par la Commission dans son application interne dudit principe et les effets qui en étaient résulté pour l'exécution du programme. Ils ont également demandé si le dispositif de responsabilisation et la politique d'évaluation que la Commission venait d'adopter représentaient le choix d'une nouvelle démarche pour l'exécution du programme.

307. Les États Membres ont débattu des travaux menés par la Commission dans le domaine du renforcement des capacités et demandé si la Division du renforcement des capacités, visée dans le sous-programme 5 (Renforcement des capacités), partageait des effectifs avec d'autres divisions et, dans l'affirmative, si cela posait des problèmes.

308. Il a été proposé de prendre en considération dans les indicateurs de résultats du sous-programme le mécanisme de coordination régional en faveur du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine au-delà de 2016, mis en place dans le cadre du partenariat de l'UA pour le développement.

309. Les États Membres ont pris note de l'appui que devait apporter la CEA aux questions d'égalité des sexes au titre du sous-programme 6 et demandé de nouvelles assurances que celui-ci serait mené à bien.

310. Des vues ont été exprimées en ce qui concerne le rapport sur l'exécution du programme de la période 2012-2013, y compris des observations sur les problèmes de la période biennale précédente. Les États Membres ont évoqué la nécessité de mettre en place une nouvelle stratégie de renforcement des capacités, comme indiqué dans le rapport, et posé des questions sur les problèmes rencontrés par la Commission et les remèdes appliqués dans le domaine du renforcement des capacités pendant la période biennale 2012-2013.

311. Des préoccupations ont été exprimées au sujet de la place accordée au renforcement du secteur public dans le sous-programme 1 (Politique macroéconomique), car cet élément n'apparaissait ni dans les réalisations escomptées ni dans les indicateurs de succès.



312. Les États Membres se sont inquiétés de la méthode retenue pour définir les réalisations escomptées du sous-programme 3 (Innovations, technologies et gestion des ressources naturelles de l'Afrique).

313. Par ailleurs, des États Membres ont demandé à la Commission quelle place elle accordait aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques dans le sous-programme 9 (Développement social).

#### **Conclusions et recommandations**

314. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 15 (Développement économique et social en Afrique) du projet de cadre stratégique pour la période 2016/2017, moyennant les modifications suivantes :

##### **Sous-programme 1 Politique macroéconomique**

###### *Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès b) i), remplacer « ayant » par « exécutant ».

###### **Stratégie**

###### *Paragraphe 15.12*

Dans la troisième phrase, après le terme « emplois », ajouter une virgule et les termes « promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ».

##### **Sous-programme 2 Intégration régionale et commerce**

###### *Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès b) iii), supprimer les termes « par des mesures d'incitation ».

##### **Sous-programme 3 Innovations, technologies et gestion des ressources naturelles**

###### *Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès a) ii), ajouter les termes « ou ceux menés par les pays ».

Dans l'indicateur de succès c), ajouter à la fin « ou à leurs politiques nationales ».

##### **Sous-programme 5 Renforcement des capacités**

###### *Indicateurs de succès*

Ajouter un nouvel indicateur de succès a) iii) ainsi libellé :

- iii) appui accru à la mise au point du projet de coopération entre les organismes des Nations Unies et l'Union africaine en faveur du programme décennal de renforcement des capacités.

**Sous-programme 6**

**Problématique hommes-femmes et participation des femmes**

*Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès b) iii), supprimer les termes « les divisions et les bureaux de » et les termes « individuellement ou en collaboration ».

**Sous-programme 7**

**Activités sous-régionales de développement**

**Composante 2**

**Activités sous-régionales en Afrique de l'Ouest**

*Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès a), ajouter « et de sous-région » après « pays ».

Ajouter un indicateur de succès b) ii) ainsi libellé :

- ii) Augmentation du nombre de recommandations sur les orientations et de services consultatifs à l'intention des pays sortant d'un conflit.

**Composante 3**

**Activités sous-régionales en Afrique centrale**

Dans l'indicateur de succès a), ajouter « et de sous-région » après « pays ».

Ajouter un indicateur de succès b) ii) ainsi libellé :

- ii) Augmentation du nombre de recommandations sur les orientations et de services consultatifs à l'intention des pays sortant d'un conflit ».

**Composante 4**

**Activités sous-régionales en Afrique de l'Est**

Dans l'indicateur de succès b) iii), ajouter « petits » avant « États ».

**Composante 5**

**Activités sous-régionales en Afrique australe**

Dans l'indicateur de succès a), ajouter « et de sous-région » après « pays ».

**Sous-programme 9**

**Développement social**

## Stratégie

### *Paragraphe 15.62*

**Après le terme « migration », ajouter une virgule et le membre de phrase ainsi libellé « ainsi que les personnes touchées par les catastrophes naturelles, les changements climatiques et les conflits ».**

## Programme 16

### **Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique**

315. À sa 12<sup>e</sup> séance, le 9 juin 2014, le Comité a examiné le programme 16 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [(A/69/6 (Prog. 16)]. Il était également saisi d'un additif à la note du Secrétariat sur le projet de cadre stratégique (E/AC.51/2014/CRP.1/Add.1).

316. La Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique a présenté le programme et répondu aux questions soulevées lors de son examen par le Comité.

## Débat

317. Les délégations ont exprimé leur accord avec les priorités de la Commission définies par la Secrétaire exécutive dans sa déclaration liminaire. Il lui a été demandé de simplifier plus encore la liste des mandats pertinents et de ne retenir que ceux qui viennent d'être adoptés.

318. Des éclaircissements ont été demandés sur le sens des expressions « développement durable et partagé », « développement partagé, durable et résilient » et « développement partagé, équitable, durable et résilient » employés dans les sous-programme 1 (Politique macroéconomique et développement partagé) et 5 (Technologies de l'information et des communications, et réduction et gestion des risques de catastrophe).

319. On s'est enquis des progrès accomplis en matière d'égalité des sexes dans divers domaines socioéconomiques en 2016-2017 par rapport à la période 2014-2015.

320. Des précisions ont été fournies sur le sens du terme « secteur informel » utilisé au paragraphe 16.7 et de l'expression « synergies intersectorielles de nature à contribuer à la résilience des systèmes informatiques » employée au paragraphe 16.31.

321. On a fait observer que l'Assemblée générale n'avait pas encore pris de décision sur le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015, qui contient des recommandations sur la nécessité de disposer de statistiques sur le développement durable. Certaines délégations, se référant au paragraphe 16.8, ont demandé des précisions sur l'importance des statistiques et le lien avec le fonctionnement et le programme de travail de la Commission.

322. Il a été proposé que l'indicateur de succès b) du sous-programme 1 (Politique macroéconomique et développement partagé) soit remplacé par un indicateur précisant les mesures collectives qui ont effectivement été prises de préférence au

nombre de documents finaux traduisant un consensus autour de la coopération économique et financière régionale.

#### **Conclusions et recommandations**

**323. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 16 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :**

##### **Sous-programme 5**

**Technologies de l'information et des communications, et réduction et gestion des risques de catastrophe**

##### ***Objectif de l'Organisation***

**Remplacer le membre de phrase « des applications des techniques spatiales, de la gestion des risques de catastrophe et des stratégies de réduction de ces risques » par le membre de phrase « des applications des techniques spatiales et des stratégies de réduction et de gestion des risques de catastrophe ».**

##### ***Réalisations escomptées du Secrétariat***

**Dans la réalisation escomptée c), remplacer le membre de phrase « les applications des techniques spatiales, la gestion des risques de catastrophe et les stratégies de réduction de ces risques » par le membre de phrase « les applications des techniques spatiales et les stratégies de réduction et de gestion des risques de catastrophe ».**

##### ***Indicateurs de succès***

**Dans l'indicateur de succès b) i), remplacer « disaster risk reduction strategies and management » par « disaster risk reduction and management strategies » (version anglaise uniquement).**

##### **Sous-programme 6**

**Développement social**

**Stratégie**

##### ***Paragraphe 16.35***

**À la fin de la dernière phrase, insérer « par un vote » après « adoptée ».**

#### **Programme 17**

**Développement économique en Europe**

324. À sa 14<sup>e</sup> séance, le 10 juin 2014, le Comité a examiné le programme 17 (Développement économique en Europe) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 (A/69/6 (Prog.17) et Corr.1).

325. Le Directeur général par intérim de l'Office des Nations Unies à Genève et Secrétaire exécutif par intérim de la Commission économique pour l'Europe (CEE)

a présenté le programme et répondu aux questions posées pendant son examen par le Comité.

### Débat

326. Les participants ont manifesté leur appui au programme dont ils se félicitent. Ils se sont déclarés satisfaits que la révision de la réforme ait abouti et se soit traduite par une plus grande transparence. Les mesures prises en faveur du renforcement de l'intégration et de la promotion du bien-être et de la prospérité ont été appréciées et les progrès réalisés dans les différents domaines ont été soulignés. L'attention accordée à la problématique hommes-femmes dans le programme a été mise en exergue et saluée. Il a été noté que le programme avait des incidences positives pour les citoyens de la région et qu'il jouait un rôle important pour la coordination entre les organisations concernées en ce qu'il aidait à compléter les synergies, à éviter les chevauchements et les redondances, à garantir la cohérence à l'échelle du système et à diffuser les bonnes pratiques. Il a été fait remarquer qu'il jouait un rôle de premier plan dans la sphère économique et un rôle actif dans le domaine du développement durable.

327. Des précisions ont été demandées sur les répercussions des conclusions du débat sur le développement économique et l'instauration d'une économie concurrentielle pour la CEE et de leur transposition dans l'exécution des sous-programmes. L'attention a été appelée sur l'absence de référence à la gestion axée sur les résultats dans le fascicule et des précisions ont été demandées concernant la place de cette pratique dans le programme. Des précisions ont également été demandées sur les éléments importants du programme figurant dans le rapport sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2012-2013, en particulier l'amendement apporté à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux qui avait ouvert la voie à l'adhésion de tous les États Membres et assuré ainsi l'égalité d'accès à l'eau dans le monde entier. Des questions ont été soulevées quant aux problèmes qui pourraient surgir au cours du prochain exercice biennal, et la manière dont les écarts de développement dans la région seraient abordés dans l'exécution du programme.

328. Il a été noté que des modifications avaient été apportées au projet de cadre stratégique par rapport à celui de 2014-2015.

329. Concernant le sous-programme 2 (Transports), des éclaircissements ont été demandés concernant le lien entre l'indicateur de succès b) i) et la réalisation escomptée lorsque les parties contractantes étaient extérieures à la région, et concernant le lien entre l'indicateur de succès c) ii) et la réalisation escomptée lorsque l'indicateur s'appliquait à des États Membres ne relevant pas du champ d'application du programme.

330. S'agissant du sous-programme 3 (Statistiques), il a été dit que le champ d'application de l'objectif semblait dépasser la portée des activités engagées par la CEE.

331. Certains membres du Comité se sont inquiétés de l'absence, à la section portant sur les textes adoptés par les organes délibérants en lien avec des sous-programmes spécifiques de la CEE du sous-programme 5 (Énergie durable), de liste exhaustive renvoyant aux résolutions et décisions de l'Assemblée générale et du

Conseil économique et social, qui constituaient les mandats intergouvernementaux s'appliquant aux activités de la CEE dans le domaine de l'énergie.

#### **Conclusions et recommandations**

**332. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le texte explicatif du programme 17 (Développement économique en Europe) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications ci-après :**

##### **Orientation générale**

##### ***Paragraphes 17.2 et 17.3***

**Remplacer le texte du paragraphe 17.2 par le texte ci-après et supprimer le paragraphe 17.3 :**

**17.2 Le programme a pour objectif principal le développement durable. Pour y parvenir, la CEE s'attachera à exécuter les mandats convenus et à renforcer les synergies entre ses huit sous-programmes à savoir : a) l'environnement; b) le transport; c) les statistiques; d) la coopération et l'intégration économiques; e) l'énergie durable; f) le commerce; g) la foresterie et le bois; et h) le logement, l'aménagement du territoire et la population. Conformément au mandat conféré par les organes délibérants, y compris la décision A (65) du 11 avril 2013 de la Commission sur le résultat de l'examen de la réforme de 2005 de la CEE et aux autres mandats, le programme favorisera le développement durable ainsi que la coopération et l'intégration régionales par : a) la concertation; b) l'action normative; et c) la coopération technique.**

##### ***Paragraphe 17.3 (précédemment 17.4)***

**Remplacer le texte du paragraphe 17.4 par le texte ci-après :**

**17.3 La CEE servira notamment de lieu d'échange neutre pour la concertation régionale sur les questions économiques, sociales et environnementales entre ses 56 États membres. Elle apportera son soutien à l'action normative en élaborant et en appliquant des instruments, normes et règlements juridiques de portée internationale et en recensant et en diffusant les meilleures pratiques dans la région et en dehors. Elle encouragera la coopération technique avec les pays de la région, en vue de les intégrer à l'économie mondiale et de promouvoir le développement durable dans la région.**

##### ***Paragraphe 17.4***

**À la suite du paragraphe 17.3, insérer un nouveau paragraphe 17.4, libellé comme suit :**

**17.4 Les activités menées dans le cadre du programme doivent contribuer activement à l'exécution du programme de développement**

mondial, y compris par l'élaboration de normes pouvant être utilisées par les pays en développement, l'ouverture éventuelle des instruments juridiques de la CEE à une participation mondiale, la prise de mesures communes avec d'autres commissions régionales et entités du système des Nations Unies, et le soutien à la coopération Nord-Sud, Sud-Sud et triangulaire en étroite coopération avec l'ensemble des organismes des Nations Unies qui s'occupent de développement par l'intermédiaire du Groupe des Nations Unies pour le développement.

*Paragraphe 17.5*

Dans la première phrase, après « les femmes constituent », ajouter « plus de ».

*Nouveau paragraphe 17.13*

Après le paragraphe 17.12, insérer un nouveau paragraphe libellé comme suit :

**17.13 Le programme continuera de mettre l'accent sur l'obtention de résultats concrets qui visent à améliorer la vie quotidienne des populations.**

**Programme 18**

**Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes**

333. À sa 17<sup>e</sup> séance, le 11 juin 2014, le Comité a examiné le programme 18, Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes, du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 18)].

334. Le Représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu aux questions soulevées à l'occasion de l'examen du programme par le Comité.

**Débat**

335. Les délégations ont exprimé leur soutien au programme, aux travaux de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) et au rôle important qu'elle a joué dans la région, notamment en fournissant des conseils et en partageant son expertise dans plusieurs domaines thématiques. Elles ont également fait part de leur satisfaction s'agissant du projet d'orientation stratégique adopté par la Commission, notamment de sa souplesse quant au programme de développement pour l'après-2015 et aux objectifs de développement arrêtés au niveau international qui y sont énoncés et qui permet d'incorporer de nouvelles décisions, sans préjuger de celles de l'Assemblée générale sur la question. Il a également été fait observer que le projet reprenait des éléments du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons ».

336. Le processus consultatif mené avec les États membres de la Commission pour examiner le projet de plan programme biennal et qui a débouché sur l'approbation

de celui-ci par la Commission lors de sa trente-cinquième session, tenue du 5 au 9 mai 2014 à Lima, a également été largement salué. Les délégations se sont félicitées qu'un processus consultatif de cette importance se soit déroulé dans le plus strict respect de l'article 4.8 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait au programme, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation ([ST/SGB/2000/8](#)).

337. La Commission a également été louée pour les efforts qu'elle a déployés afin d'encourager l'intégration économique aux niveaux sous-régional et régional, de promouvoir le dialogue sur la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 et la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international qui y sont énoncés, faciliter le développement durable en aidant à combler les lacunes économiques, sociales et environnementales entre les pays et dans chacun d'eux, y compris grâce à ses projets de pactes pour l'égalité et le développement durable.

338. Les délégations ont demandé que la Commission continue de coopérer étroitement avec des mécanismes régionaux et des processus d'intégration tels que la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, l'Union des Nations de l'Amérique du Sud, la Communauté des Caraïbes, l'Association latino-américaine d'intégration, le Marché commun du Sud, le Système d'intégration de l'Amérique centrale, et l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique – Traité commercial entre les peuples.

339. Les délégations ont également encouragé la Commission à continuer de privilégier les activités et à assurer la coordination avec d'autres organismes, fonds et programmes des Nations Unies afin d'éviter la multiplication des tâches.

340. Elles se sont dites préoccupées par la diminution du nombre des informations transmises au Comité dans le document contenant le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 concernant le programme 18. Elles ont regretté que le Secrétariat ait décidé, sans mandat particulier du Comité ou de l'Assemblée générale, de réduire les informations figurant dans les programmes soumis pour examen.

341. Des précisions ont été demandées au sujet de la diffusion d'informations, notamment de travaux d'analyse et autres activités, au moyen du site Web et des bases de données de la Commission. Il a été indiqué que cet aspect avait été préalablement intégré dans le programme et la question était de savoir si la CEPALC continuait de mener à bien cette activité importante.

342. Une question a également été posée concernant les conséquences des récentes coupes budgétaires sur le programme de travail de la Commission.

343. En ce qui concerne le sous-programme 3 (Politiques macroéconomiques et croissance), il a été fait observer que la Commission poursuivait la recherche appliquée en matière de politiques macroéconomiques et de croissance à long terme dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que dans l'ensemble de la région. Une question a été posée au sujet des politiques fructueuses qui avaient été appliquées dans la région, notamment celles qui étaient les mieux adaptées à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

344. Pour ce qui est du sous-programme 7 (Population et développement), il a été fait remarquer qu'il n'avait pas été fait mention des accords conclus lors du



Consensus de Montevideo sur la population et le développement dans le cadre des résultats escomptés a) et b). Étant donné que ces accords reflètent la vision des États membres de la Commission pour la région pour les prochaines années, il a été estimé qu'ils devraient être dûment consignés dans le cadre. En outre, les changements proposés pour le programme 7, indicateur de succès b), ne pouvaient pas porter que sur les activités exécutées par la CEPALC, car de nombreux autres organismes des Nations Unies travaillaient dans le même domaine. Les délégations se sont en outre interrogées sur le rôle du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations Unies pour la population pour ce qui est des activités intéressant les questions démographiques.

345. S'agissant du sous-programme 14 (Appui aux mécanismes et organismes de coopération et d'intégration régionales et sous-régionales), créé au début de l'exercice biennal 2014-2015, il a été fait observer que le cadre et l'orientation stratégique du sous-programme étaient bien structurés et tenaient dûment compte des questions relatives au programme de développement pour l'après-2015 ainsi que des objectifs de développement arrêtés au niveau international qui y sont énoncés. Il a également été fait observer que les mandats législatifs émanant de la trente-cinquième session de la Commission tenue en mai à Lima n'étaient pas énoncés au titre de ce sous-programme.

346. Eu égard aux mandats législatifs, les délégations ont constaté que la liste des résolutions et des décisions était incomplète et que des révisions seraient nécessaires.

#### **Conclusions et recommandations**

347. **Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif de programme du programme 18, Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes, du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :**

##### **Sous-programme 7 Population et développement**

##### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

**Pour ce qui est de la réalisation escomptée b), ajouter le membre de phrase « , et le programme régional sur la population et le développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tel qu'approuvé dans le Consensus de Montevideo sur la population et le développement »; après le mot « développement ».**

##### *Indicateurs de succès*

**S'agissant de l'indicateur de succès b), ajouter le membre de phrase « , y compris le programme régional sur la population et le développement pour l'Amérique latine et les Caraïbes, tel qu'approuvé dans le Consensus de Montevideo sur la population et le développement »; après le mot « développement ».**

## **Mandats législatifs**

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

**Ajouter la résolution ci-après :**

**Résolution de Lima [résolution 690 (XXXV)]**

## **Sous-programme 2**

### **Production et innovation**

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

**Ajouter la résolution ci-après :**

**Conférence ministérielle sur la société de l'information en Amérique latine et dans les Caraïbes [résolution 691 (XXXV)]**

## **Sous-programme 6**

### **Intégration de la problématique hommes-femmes dans le développement régional**

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

**Ajouter la résolution ci-après :**

**Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes [résolution 677 (XXXV)]**

## **Sous-programme 7**

### **Population et développement**

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

**Ajouter la résolution ci-après :**

**Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes [résolution 681 (XXXV)]**

## **Sous-programme 10**

### **Planification de l'administration publique**

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

**Ajouter la résolution ci-après :**

**Appui aux travaux de l'Institut de planification économique et sociale pour l'Amérique latine et les Caraïbes [résolution 679 (XXXV)]**

**Sous-programme 11**  
**Statistiques**

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

**Ajouter la résolution ci-après :**

**Conférence statistique des Amériques de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes [résolution 678 (XXXV)]**

**Sous-programme 13**  
**Activités sous-régionales dans les Caraïbes**

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

**Ajouter la résolution ci-après :**

**Comité de développement et de coopération des Caraïbes [résolution 680 (XXXV)]**

**Pour les programmes suivants :**

**Sous-programme 3**  
**Politiques macroéconomiques et croissance**

**Sous-programme 4**  
**Financement du développement**

**Sous-programme 8**  
**Développement durable et établissements humains**

**Sous-programme 9**  
**Ressources naturelles et infrastructures**

*Résolutions de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes*

**Ajouter la résolution ci-après :**

**Activités de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans le cadre du suivi des objectifs du Millénaire pour le développement et de l'application des textes issus des grandes conférences et des réunions au sommet organisées par les Nations Unies dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes [résolution 685 (XXXV)]**

**Programme 19**  
**Développement économique et social en Asie occidentale**

348. À sa 16<sup>e</sup> séance, le 11 juin 2014, le Comité a examiné le programme 19 (Développement économique et social en Asie occidentale) du projet de cadre

stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 19)]. Il était également saisi d'une note du Secrétariat sur le projet de cadre stratégique (E/AC.51/2014/CRP.1).

349. Le Représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu aux questions posées pendant l'examen auquel le Comité a procédé.

### **Débat**

350. Il a été noté que des modifications avaient été apportées au projet de cadre stratégique par rapport à celui de l'exercice biennal 2014-2015.

351. Il a été indiqué que le plan-programme contenait des questions à caractère politique qui ne convenaient pas à une commission économique régionale, telles que la référence au paragraphe 19.6 au paysage politique de la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) qui avait connu des transformations radicales sous la pression des aspirations croissantes des citoyens à la liberté et à la justice sociale, et celle faite au paragraphe 19.18 au sujet de la nécessité de disposer d'institutions solides pour mettre un terme aux tensions et conflits politiques dans certains pays et pour appuyer la transition démocratique dans d'autres. Il a été souligné qu'une telle formulation était à éviter lorsqu'elle n'entraînait pas dans le cadre du mandat. Il a été affirmé que le programme devrait se concentrer davantage sur des questions de développement et d'ordre économique et que le libellé du plan-programme biennal pour l'exercice 2014-2015 était bien fondé et factuel.

352. Une délégation a fait observer que le conflit en République arabe syrienne et dans des pays voisins n'avait pas été évoqué et s'est demandée si le conflit, en particulier les réfugiés fuyant la République arabe syrienne, étaient couverts par un sous-programme quelconque. La question a été posée de savoir si la Commission avait un mandat en rapport avec le conflit. Il a été demandé à ce que soit précisé si la Commission avait tenu compte des sanctions économiques et de leurs conséquences sur le développement économique et social des États.

### **Conclusions et recommandations**

**353. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le texte explicatif du programme 19 (Développement économique et social en Asie occidentale) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve de la modification ci-après :**

#### **Orientation générale**

##### ***Paragraphe 19.6***

**Remplacer la première phrase par la suivante : « Depuis la fin de 2010, le paysage politique de la région de la CESAO a connu des transformations radicales ».**

## Programme 20

### Droits de l'homme

354. À sa 14<sup>e</sup> séance, le 10 juin 2014, le Comité a examiné le programme 20 (Droits de l'homme) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 20\)](#)].

355. La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a présenté le programme et répondu aux questions soulevées lors de l'examen du programme par le Comité.

### Débat

356. Les délégations ont remercié la Haut-Commissaire d'avoir présenté le plan-programme biennal pour 2016-2017. Les États Membres ont attaché une grande importance au programme et ont rappelé les principes d'universalité, d'objectivité, d'impartialité, d'indivisibilité et de non-sélectivité qui régissent ce document. Le Comité a exprimé le désir de pouvoir approuver le plan-programme biennal collectivement, de manière à envoyer un signal fort à la communauté internationale quant à l'importance des droits de l'homme, qui sont au cœur de la mission de l'Organisation des Nations Unies.

357. Des questions ont été soulevées concernant les questions de procédure liées au programme. On a en particulier souligné que ce programme, comme tous les autres programmes, devait être formulé conformément au Règlement et aux règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation ([ST/SGB/2000/8](#)), en particulier à l'article 4.8. À cet égard, certaines délégations ont fait observer que les procédures convenues pour la planification des programmes n'avaient pas été suivies, car le projet de plan-programme biennal n'avait pas été officiellement examiné par le Conseil des droits de l'homme avant qu'il ne soit soumis au Comité à sa cinquante-quatrième session. D'autres ont estimé que si les plans-programmes biennaux des précédents exercices avaient été examinés par le Conseil avant les sessions du Comité, ils n'auraient pas été mis aux voix à la Troisième Commission.

358. D'autres délégations ont toutefois fait valoir qu'il relevait pleinement du mandat du Comité du programme et de la coordination d'examiner le plan-programme biennal sans que celui-ci doive être officiellement examiné par le Conseil. À ce propos, plusieurs délégations ont rappelé la décision du Bureau des affaires juridiques, figurant dans *l'Annuaire juridique des Nations Unies de 2007*, qui affirme que le Conseil des droits de l'homme n'est pas un organe compétent, au sens de l'article 4.8, pour examiner le plan-programme biennal du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. En réponse, d'autres délégations se sont demandé sur quel fondement juridique le Bureau des affaires juridiques s'appuyait pour statuer que le Conseil n'était pas compétent. Une délégation n'était pas d'accord avec l'avis du Bureau, qui estime qu'en dehors de l'examen du programme 6 (Affaires juridiques), il ne lui appartient pas normalement de s'adresser au Comité, et a souligné que le Bureau visait essentiellement à dispenser des conseils aux organes principaux et subsidiaires de l'Organisation. Elle a fait valoir qu'il était du ressort des États Membres de faire appel au Bureau pour

qu'il leur dispense des renseignements et des conseils afin que ceux-ci puissent prendre des décisions en connaissance de cause.

359. Les États Membres se sont félicités de la réunion informelle qui s'est tenue le 12 mai entre la Haut-Commissaire et les États Membres. Il a été indiqué que la Haut-Commissaire avait convoqué la réunion conformément à la déclaration 15/2 du Président du Conseil (A/HRC/PRST/15/2), dans laquelle le Conseil a invité la Haut-Commissaire à lui communiquer le projet de cadre stratégique avant qu'il ne soit soumis au Comité. Toutefois, il a aussi été indiqué que la réunion ne devrait pas modifier les règles et les chaînes de responsabilité hiérarchique existantes pour ce qui est des règles de procédure régissant la planification des programmes pour le Haut-Commissariat.

360. Les délégations ont relevé que les principaux textes portant autorisation du programme, notamment ceux figurant dans la résolution 55/2 sur la Déclaration du Millénaire, la résolution 57/300 intitulée « Renforcer l'Organisation des Nations Unies : un programme pour aller plus loin dans le changement », la résolution 60/1 sur le Document final du Sommet mondial de 2005 et la résolution 65/1, intitulée « Tenir les promesses : unis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement », auxquels les États Membres attachaient une grande importance et qui avaient été pris en compte dans le plan-programme biennal pour 2014-2015, avaient été retirés de l'orientation générale du projet de plan-programme biennal pour 2016-2017.

361. On a souligné que plusieurs textes portant autorisation des activités prévues dans le plan-programme biennal étaient venus à expiration, notamment la résolution 22/1 du Conseil des droits de l'homme visant à faciliter la réconciliation et l'établissement des responsabilités à Sri Lanka, qui avait expiré en mars 2014, et la résolution 24/24 sur la coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, sur laquelle l'Assemblée générale avait décidé de se prononcer ultérieurement.

362. Certaines délégations ont regretté que plusieurs phrases importantes aient été retirées du plan-programme biennal, contrairement à ceux des exercices biennaux précédents, en particulier, l'expression « avec le consentement des parties ». S'agissant du paragraphe 20.4, les États Membres ont demandé pourquoi le morceau de phrase « tous les motifs internationalement reconnus – dont la race, le sexe, la langue ou la religion » avait été omis dans la description des priorités. D'autres délégations ont par ailleurs félicité le Secrétariat des efforts qu'il avait faits en vue de simplifier le présent document.

363. Les États Membres ont demandé ce qu'il en était des enseignements tirés des activités menées durant l'exercice 2012-2013, comme indiqué au paragraphe 20.7, et comment ceux-ci avaient été appliqués pour élaborer le plan-programme pour l'exercice biennal 2014-2015.

364. Quelques États Membres ont estimé qu'il fallait accorder une plus grande importance au développement durable. Certains ont déploré qu'il n'ait pas été fait mention du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable dans le plan-programme biennal.

365. Des questions ont été soulevées par plusieurs États Membres concernant l'intégration des questions intéressant la problématique hommes-femmes dans le plan-programme biennal, sachant que le programme était régi par le principe de

non-sélectivité et devait accorder une importance égale à tous les droits de l'homme. D'aucuns ont souligné qu'au titre de la partie A du sous-programme 1 (Intégration des droits de l'homme, droit au développement et recherche et analyse), le Haut-Commissariat devrait se concentrer sur les domaines où il est plus compétent et que l'intégration des questions intéressant la problématique hommes-femmes dans le système des Nations Unies relevait d'ONU-Femmes. D'autres étaient pleinement favorables à ce que ces questions soient intégrées dans les activités du Haut-Commissariat. On a cependant noté qu'il faudrait définir plus précisément ce concept et l'utiliser systématiquement en tant qu'objectif de la partie A du sous-programme 1 en se référant à « leurs » éléments intéressant la problématique hommes-femmes, même si on parlait « des » éléments intéressant la problématique hommes-femmes dans les autres parties du document.

366. Des remarques ont également été faites sur la prise en compte d'autres thèmes dans le plan-programme biennal, comme la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme, comme indiqué dans la partie A du sous-programme 1. On a souligné que tous les aspects des droits de l'homme devraient être pris en compte dans le plan-programme biennal. Certaines délégations ont approuvé l'action menée par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans les domaines du maintien de la paix et de la consolidation de la paix et en ce qui concerne les commissions d'enquête, comme indiqué au paragraphe 20.9 de la stratégie. S'agissant de la réalisation escomptée a) et de l'indicateur de succès a) correspondant de la partie A du sous-programme 1, on a estimé que la formulation utilisée dans le plan-programme biennal pour 2014-2015 était plus englobante et qu'il vaudrait mieux reprendre ce texte.

367. On a fait observer que le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme semblait accorder moins d'importance à la partie B du sous-programme 1 (Droit au développement) dans la mesure où le texte approuvé lors du précédent exercice biennal avait été retiré du cadre stratégique pour 2016-2017. On s'est demandé si les réalisations escomptées et les indicateurs de succès étaient efficaces pour mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du droit au développement au niveau opérationnel. Il faudrait trouver un juste équilibre entre les parties A et B du sous-programme 1. On s'est aussi préoccupé de l'orientation générale d'une section entière consacrée au « droit au développement », sachant que des travaux devront être menés pour s'entendre sur une définition de ce terme. Par ailleurs, on a regretté que la Déclaration et le Programme d'action de Durban avaient été pris en compte comme s'inscrivant dans l'orientation générale de la stratégie du Haut-Commissariat.

368. On a fait valoir que le rôle du Haut-Commissariat dans la mise en œuvre du sous-programme 2 (Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme) devait être axé sur la fourniture de services de secrétariat à ces organes, comme sous-entendu dans le titre du sous-programme. On a estimé que les travaux analytiques relevaient des experts des organes conventionnels compétents et que l'indépendance de ces organes devait être respectée par le Haut-Commissariat et les États parties.

369. Les États Membres ont noté que la réalisation escomptée b) et l'indicateur de succès b) du sous-programme 2 (Appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme) ne cadraient pas avec la résolution 68/268 sur le renforcement et l'amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes

conventionnels des droits de l'homme. Une délégation a fait observer que le Secrétariat n'avait pas le droit d'influencer la décision des États quant à savoir s'il fallait suivre les nouvelles méthodes, et que les efforts faits par les organes conventionnels eux-mêmes pour améliorer les méthodes de travail devraient se limiter aux traités internationaux dont ils s'occupent.

370. Des précisions ont été demandées sur les réalisations escomptées et les indicateurs de succès du sous-programme 3 (Services consultatifs, coopération technique et activités hors Siège), notamment la réalisation escomptée g) portant sur la fourniture d'une assistance rapide et efficace aux États qui en font la demande pour appliquer les recommandations des organes conventionnels, du Conseil des droits de l'homme et de ses organes et mécanismes subsidiaires. Une question a été posée quant à la manière dont l'indicateur correspondant pourrait être utilisé pour mesurer cette réalisation, étant donné que tous ces organes avaient un caractère consultatif et que l'application de leurs recommandations dépendait de la volonté des États concernés.

371. On a fait valoir que le sous-programme 3 devrait être axé sur les services consultatifs et la coopération technique dans le domaine de la promotion et de la protection des droits de l'homme, et que ces activités devraient avant tout viser à renforcer les capacités nationales et à sensibiliser.

372. Certains ont affirmé que le Haut-Commissariat devait aussi prêter son concours aux États Membres en ce qui concerne les activités de coopération technique, et ne pas se limiter au suivi des recommandations émanant des mécanismes. On a souligné que la fourniture d'une assistance ou de services aux États et aux parties prenantes concernées au niveau national dans le domaine de la protection des droits de l'homme ne devrait être possible qu'après avoir consulté les États intéressés et obtenu leur accord.

373. Le nouveau service créé en vue d'appuyer le mécanisme d'examen périodique universel a été évoqué, et on s'est interrogé sur la raison pour laquelle la réalisation escomptée avait été transférée du sous-programme 3 au sous-programme 4. Certains États Membres se sont demandé comment les résultats des activités menées par le nouveau service seraient mesurés. D'autres ont fait remarquer que la réalisation escomptée et son indicateur de succès concernant l'examen périodique universel et les renseignements sur l'examen figurant dans la stratégie ne répondaient pas à la demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/246, qui priait le Secrétaire général de prévoir des moyens pour l'appui à l'examen.

## **Conclusions et recommandations**

**374. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 20 (Droits de l'homme) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 conformément au texte pour l'exercice biennal 2014-2015 qu'elle a adopté par sa décision 67/542, sous réserve des modifications suivantes :**

### **Sous-programme 1**

**Intégration des droits de l'homme, droit au développement et recherche et analyse**



## A. Intégration des droits de l'homme

### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer la réalisation escomptée b) par ce qui suit :

b) Renforcement des capacités du système des Nations Unies en vue de leur donner les moyens de tenir davantage compte de tous les droits de l'homme dans leurs programmes et activités respectifs et d'aider les pays qui en font la demande à se doter de structures nationales de promotion et de protection des droits de l'homme et à renforcer celles qui existent déjà

Remplacer la réalisation escomptée c) par ce qui suit :

c) Meilleure connaissance des questions relatives aux droits de l'homme et de leurs aspects intéressant la problématique hommes-femmes et le handicap dans tout le système des Nations Unies

### *Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès b), supprimer les mots « communs de pays ».

### *Stratégie*

#### *Paragraphe 20.9*

Remplacer les mots « par les États » par « par tous les États, y compris, à la demande de ceux-ci, par le biais des équipes de pays des Nations Unies ».

#### *Paragraphe 20.9 e)*

Supprimer les mots « y compris ceux dans lesquels il n'y a pas d'équipe de pays des Nations Unies ».

### *Textes portant autorisation du programme*

La liste des textes portant autorisation du programme devrait suivre celle figurant dans le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 20)].

Sous la rubrique « Résolutions de l'Assemblée générale », ajouter les résolutions suivantes :

- 68/237** Proclamation de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (sous-programme 1)
- 68/268** Renforcement et amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels (sous-programme 2)

**Sous-programme 4**  
**Appui au Conseil des droits de l'homme et à ses organes**  
**et mécanismes subsidiaires**

**Sous la rubrique « Résolutions et décisions du Conseil des droits de l'homme », supprimer la résolution suivante :**

**24/24      Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses**  
**représentants et ses mécanismes dans le domaine des**  
**droits de l'homme**

**Pour chaque mandat (de pays et thématique) venant à expiration**  
**avant le début du plan-programme biennal pour 2016-2017, insérer ce qui**  
**suit après le titre : « (à revoir en [année]) ».**

**Programme 21**

**Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance**

375. À sa 20<sup>e</sup> séance, le 13 juin 2014, le Comité a examiné le programme 21 (Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance), du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 21\)](#)]. Il était également saisi d'un document de séance ([E/AC.51/2014/CRP.1](#)).

376. Le Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés a présenté le programme et répondu aux questions soulevées au cours de son examen par le Comité.

**Débat**

377. Les délégations ont exprimé leur soutien au programme et aux grandes orientations proposés par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et salué les efforts qu'ils déployaient pour assurer la protection internationale des populations relevant de sa compétence; elles ont noté que les orientations proposées mettaient l'accent sur l'utilité des mécanismes en place et l'importance de les renforcer et d'en créer de nouveaux pour répondre à des crises d'ampleur exceptionnelle et se sont dites favorables aux partenariats que le Haut-Commissariat avait établis avec les organisations de développement et aux activités de sensibilisation qu'il menait en faveur des populations déplacées. Elle ont engagé le Haut-Commissariat à collaborer avec d'autres organisations pour continuer de concevoir et de mettre en œuvre diverses initiatives, salué les efforts considérables déployés par le Haut-Commissariat pour lever des fonds et hiérarchiser l'affectation des ressources, et réaffirmé leur soutien aux mesures prises par le Haut-Commissariat pour mettre en œuvre un programme de naturalisation des réfugiés, qu'elles considéraient comme une composante essentielle de l'appui aux personnes déplacées.

378. Des délégations ont dit que le programme proposé par le Haut-Commissariat tenait suffisamment compte des ressources nécessaires pour que les résultats escomptés soient obtenus et demandé des précisions au sujet de la prévisibilité, notamment du volume de l'aide.

379. Les délégations ont fait part de leur préoccupation concernant la situation des réfugiés et se sont dites prêtes à continuer d'aider la communauté internationale à

trouver des solutions durables à ce problème. Elles ont également exprimé leur inquiétude quant aux conséquences pour les pays d'accueil et à la charge qui pesait sur eux, et posé des questions sur les mesures que le Haut-Commissariat comptait prendre à cet égard.

380. Une délégation a dit que le programme pour les réfugiés ne devait pas être politisé.

381. Au sujet de l'orientation générale, il a été noté que certains principes régissant l'activité du Haut-Commissariat, mentionnés dans le cadre stratégique de la période en cours, ne figuraient pas dans celui de la période 2016-2017, en particulier deux principes importants : a) le principe de consentement; et b) l'obligation, pour les fonctionnaires de l'ONU, de se conformer strictement aux lois et réglementations des États dans lesquels ils travaillaient. Ces notions essentielles ne pouvaient pas être supprimées.

382. Au sujet des textes portant autorisation du programme, il a été noté que certaines résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale à ses soixante-septième et soixante-huitième sessions n'étaient pas mentionnées.

383. Au sujet de la stratégie du programme, concernant l'évaluation, des précisions ont été demandées quant aux outils utilisés pour l'autoévaluation en général. Un certain intérêt a en outre été manifesté pour la proposition d'application de normes et d'indicateurs à l'ensemble des activités du Haut-Commissariat, qui permettrait de repérer les lacunes en matière de protection et d'assistance et d'affecter les ressources nécessaires pour que les normes acceptables puissent être respectées dans les situations critiques.

384. Il a été rappelé qu'à sa session précédente, le Comité avait abordé la question de l'audit du service de l'évaluation du Haut-Commissariat effectué par le Bureau des services de contrôle interne. Des délégations ont demandé des informations sur la suite donnée aux recommandations du Bureau des services de contrôle interne, notamment sur les mesures prises pour garantir la coopération entre celui-ci et le Haut-Commissariat.

385. Des délégations ont exhorté le Haut-Commissariat à pourvoir sans tarder le poste de haut-commissaire assistant (Protection), vacant depuis un an.

386. Il a été noté qu'une délégation continuait d'appuyer les travaux du Haut-Commissariat en accueillant à Brasília la conférence commémorant le trentième anniversaire de la Déclaration de Carthagène sur les réfugiés.

387. Une délégation a demandé pourquoi une manifestation organisée en 2011, mentionnée au paragraphe 21.5, faisait partie de l'orientation générale.

388. Il a également été observé qu'à l'alinéa h) du paragraphe 21.6 (orientation générale), il n'était pas question de la participation du Haut-Commissariat aux conférences internationales mentionnées, ni du lien qui existerait entre le Haut-Commissariat et ces conférences une fois approuvé le nouveau plan-cadre des Nations Unies pour le développement. Il a par ailleurs été demandé que soit fournie la liste des organisations humanitaires et des organismes de développement avec lesquels le Haut-Commissariat avait collaboré.

389. Au sujet des alinéas c) et g) du paragraphe 21.6 (orientation générale), des délégations ont demandé par quels moyens seraient renforcées les capacités dont disposaient les pays d'accueil pour offrir asile et protection.

390. S'agissant de l'objectif du programme, il a été noté que le concept de « solutions permanentes » était nouveau et que l'accent devait plutôt être mis sur le concept de « solutions durables », qui figurait dans le nom du programme.

391. Une délégation a fait observer que l'indicateur de succès a) i), à savoir une augmentation du nombre d'États ayant ratifié les Conventions de 1954 et 1961 relatives aux apatrides ou y ayant adhéré, ne précisait pas comment cette augmentation serait mesurée.

392. Il a été noté que la réalisation escomptée b) ne renvoyait pas à la notion de traitement juste et efficace des populations recherchant une protection, et qu'il faudrait peut-être adopter un indicateur de succès différent.

393. Il a été noté que l'indicateur de succès c) i) devait indiquer plus clairement comment le succès serait mesuré. Des précisions ont été demandées concernant la façon dont serait déterminé l'intérêt supérieur visé dans l'indicateur de succès c) ii).

394. Il a été noté que dans la réalisation escomptée c) et l'indicateur de succès c) i), la notion de violence et d'exploitation était limitée à la violence sexuelle alors qu'il existait d'autres types de violence, notamment la violence à motif racial ou religieux, et qu'il serait donc plus approprié d'employer un terme générique tel que « victimes de violences ». Par ailleurs, on a fait observer que, comme il était particulièrement important de lutter contre la violence sexuelle et sexiste, l'adoption d'un indicateur de succès s'y rapportant expressément était la bienvenue.

395. Au sujet des indicateurs de succès d) i) et iii), des éclaircissements ont été demandés au sujet du concept de « normes acceptables » et de la manière dont elles seraient mesurées.

396. S'agissant de l'indicateur de succès f) iii), des précisions ont été demandées quant à la manière dont l'insertion des personnes réfugiées et réinstallées allait être mesurée.

397. Au sujet de la réalisation escomptée g), il a été demandé pourquoi l'expression « personnes relevant de la compétence du Haut-Commissariat » avait été préférée au terme « réfugiés ».

### **Conclusions et recommandations**

**398. Le Comité recommande à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 21 (Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications ci-après :**

## **Orientation générale**

### ***Paragraphe 21.2***

À la quatrième phrase, ajouter le membre de phrase « et avec le consentement de l'État concerné » après les mots « à la demande du Secrétaire général ».

### ***Paragraphe 21.6 f)***

Après les mots « l'égalité des sexes », ajouter les termes « et l'autonomisation des femmes ».

### ***Paragraphe 21.6 g)***

Ajouter la phrase suivante à la fin du paragraphe :

À cet égard, toute l'attention voulue doit être accordée à l'obligation qu'ont les fonctionnaires de l'ONU de se conformer strictement aux lois et réglementations des États Membres, ainsi qu'à leurs devoirs et responsabilités envers l'Organisation.

### ***Paragraphe 21.11***

À la deuxième phrase, après les mots « acteurs très divers », ajouter les termes « , notamment issus de la société civile, ».

### ***Paragraphe 21.14***

Après la première phrase, insérer la phrase suivante : « Le Haut-Commissariat collaborera avec les États Membres afin de mieux faire connaître la situation dramatique des réfugiés, qui exige des solutions rapides et durables ».

### ***Objectif de l'Organisation***

Remplacer « solutions permanentes » par « solutions durables ».

### ***Réalisations escomptées du Secrétariat***

Dans la réalisation escomptée g), ajouter les mots « des réfugiés et » avant les termes « des personnes relevant de la compétence du Haut-Commissariat ».

### ***Indicateurs de succès***

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès c) i) par ce qui suit : « Augmentation du nombre d'activités menées par le HCR dans le cadre desquelles les victimes de violences, notamment de violences sexuelles ou sexistes, ont bénéficié d'un soutien accru ».

Ajouter l'indicateur de succès f) iv) libellé comme suit :  
« Rapatriement librement consenti des réfugiés et réinsertion durable dans leur pays d'origine ».

#### Textes portant autorisation du programme

##### *Résolutions de l'Assemblée générale*

Remplacer la résolution 66/133, intitulée « Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés », par la résolution 68/141, intitulée « Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ».

Remplacer la résolution 66/134, intitulée « Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés », par la résolution 68/142, intitulée « Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ».

Remplacer la résolution 66/135, intitulée « Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés d'Afrique », par la résolution 68/143, intitulée « Aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés d'Afrique ».

Ajouter la résolution 68/180, intitulée « Aide et protection en faveur des déplacés ».

#### **Programme 22** **Réfugiés de Palestine**

399. À sa 12<sup>e</sup> séance, le 9 juin 2014, le Comité a examiné le programme 22 (Réfugiés de Palestine) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [A/69/6 (Prog. 22)].

400. Le représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

#### **Débat**

401. Le travail considérable accompli par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour venir en aide aux réfugiés de Palestine et les efforts déployés par son personnel, qui s'acquitte de sa tâche prioritaire dans des conditions financières, politiques et économiques difficiles, ont été salués. Bien que modeste, le programme n'en a pas moins été considéré comme très important.

402. Un hommage a été rendu aux membres du personnel de l'Office qui ont perdu la vie en accomplissant le travail important de l'UNRWA. Les participants se sont déclarés préoccupés par le sort tragique des réfugiés de Palestine. On a fait observer que la question de Palestine devrait être réglée, et certains participants se sont dits optimistes quant à la possibilité que la situation des réfugiés de Palestine s'améliore progressivement.

403. L'importance de la stratégie à moyen terme de l'Office pour la période 2016-2021 a été soulignée et, de l'avis de certains participants, il faudrait continuer de mettre l'accent sur l'éducation et la santé.

404. Des préoccupations ont été exprimées sur l'augmentation du nombre de réfugiés, la situation financière de l'Office et le fait qu'il continue d'être tributaire de ressources extrabudgétaires.

405. Des éclaircissements ont été demandés sur la place réservée aux femmes dans les activités menées par l'Office dans les camps de réfugiés et sur la question du niveau de rémunération du personnel de l'Office, étant donné que ce dernier était présent en plusieurs lieux et que la rémunération totale du personnel engagé par d'autres employeurs variait selon les lieux.

406. Dans le cadre du sous-programme 1, intitulé « Vivre longtemps et en bonne santé », des participants ont souhaité savoir si l'indicateur de succès a) était un bon indicateur de l'état de santé des réfugiés de Palestine, étant donné que ces derniers pouvaient souffrir de troubles psychologiques et pas uniquement de problèmes physiques.

407. Dans le cadre du sous-programme 2, intitulé « Acquérir des connaissances et des compétences », des participants se sont déclarés préoccupés par l'éducation des enfants dont les écoles étaient fermées du fait de la situation en République arabe syrienne et ont demandé des éclaircissements sur les mesures prises par l'Office pour faciliter l'accès de ces enfants à l'éducation.

408. Dans le cadre du sous-programme 3, intitulé « Avoir un niveau de vie décent », des précisions ont été demandées sur l'indicateur de succès b), notamment en ce qui concerne le chômage des femmes.

409. Des participants se sont déclarés préoccupés par plusieurs changements apportés au projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 par rapport au cadre stratégique pour la période 2014-2015 et ont demandé les raisons de ces changements. Ils se sont également dits préoccupés par le fait que des idées et des éléments importants qui figuraient dans plusieurs sous-programmes du cadre stratégique pour la période 2014-2015 avaient été supprimés dans le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, ce qui pourrait avoir une incidence sur la mise en œuvre du programme.

410. Les participants ont exprimé leur soutien au projet de cadre stratégique et à la présentation.

411. Les participants ont appuyé les sous-programmes 1, 2 et 3 du projet de cadre stratégique et l'objectif général du sous-programme 4, intitulé « Jouir pleinement de tous les droits de l'homme », mais il a néanmoins été demandé de mieux définir la réalisation escomptée b) du sous-programme 4.

## Conclusions et recommandations

412. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 22 (Réfugiés de Palestine) du projet de cadre stratégique pour la période 2016/2017, sous réserve des modifications suivantes :

### Orientation générale

#### *Paragraphe 22.1*

À la fin du paragraphe, ajouter : « Il demeure disposé à poursuivre ses activités pendant la période 2016-2017, conformément au mandat triennal qu'il reçoit de l'Assemblée ».

#### *Paragraphe 22.2*

À la fin du paragraphe, ajouter le texte suivant :

Dans sa résolution **3331 B** (XXIX), l'Assemblée générale a décidé que les dépenses à engager au titre des traitements du personnel international au service de l'UNRWA, qui auraient sinon été financées par des contributions volontaires, seraient imputées sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1975 et pour la durée du mandat de l'Office.

#### *Paragraphe 22.3*

À la fin de la première phrase, ajouter : « , conformément aux objectifs et aux normes convenus sur le plan international ».

#### *Paragraphe 22.5*

Remplacer la première phrase par le texte suivant :

L'Office fournit également des secours d'urgence au plus de 1,3 million de réfugiés de Palestine qui sont dans une profonde détresse dans ses zones d'opérations du fait des conflits armés dans le territoire palestinien occupé et certains pays voisins, de restrictions de l'accès du personnel humanitaire et de difficultés économiques durables dans le Territoire palestinien occupé et au Liban.

#### *Paragraphe 22.6*

À la fin de la première phrase, ajouter « et d'améliorer ses mesures de protection, sa programmation, ses opérations et ses activités de communication ».

### Sous-programme 1

#### Vivre longtemps et en bonne santé



*Indicateurs de succès*

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès a) par le texte suivant :  
« a) Accès plus large à des services complets de soins de santé primaires, y compris aux médicaments ».

*Stratégie**Paragraphe 22.8*

Remplacer le libellé de l'alinéa b) par le texte suivant :

b) Maintenir la qualité et l'efficacité des services de soins de santé primaires en vue de respecter les normes internationales, conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la Santé et au cadre de développement pour l'après-2015 (une fois qu'il aura été adopté par l'Assemblée générale), en privilégiant la prévention des maladies chroniques, de façon à répondre à l'évolution des besoins des réfugiés.

*Paragraphe 22.8*

À la fin de l'alinéa e), ajouter le texte suivant :

Il faudra, à cet effet, prendre des mesures de prévention et d'entretien, en l'occurrence vacciner contre les maladies évitables, surveiller les maladies, enquêter sur les épidémies, lutter contre la tuberculose et assurer le bon fonctionnement et l'entretien des réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement, soit directement soit en collaboration avec les partenaires municipaux.

*Sous-programme 2*

Acquérir des connaissances et des compétences

*Stratégie**Paragraphe 22.9*

Remplacer le libellé de l'alinéa d) par le texte suivant :  
« d) Encourager les relations de travail avec les ministères de l'éducation hôtes et exploiter le potentiel des différents partenaires pour améliorer la qualité des services ».

*Sous-programme 3*

Avoir un niveau de vie décent

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Ajouter une nouvelle réalisation escomptée d), libellée comme suit :

d) Renforcement des services financiers ouverts à tous et de l'accès aux structures de crédit et d'épargne

*Indicateurs de succès*

**Ajouter les deux indicateurs de succès d) i) et d) ii) suivants :**

- i) Accroissement de la valeur des prêts octroyés**
- ii) Accroissement du nombre de prêts octroyés**

**Programme 23**

**Aide humanitaire**

413. À sa 16<sup>e</sup> séance, le 11 juin 2014, le Comité a examiné le programme 23 (Aide humanitaire) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 23\)](#)].

414. Le Représentant du Secrétaire général a présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

**Débat**

415. Les délégations ont appuyé et apprécié à sa juste valeur le programme, et souligné l'importance des travaux du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

416. On a dit que le Bureau devait mener toutes ses activités dans le cadre des textes adoptés par les organes délibérants, en particulier la résolution [46/182](#) de l'Assemblée générale.

417. Les aspects méthodologiques du projet de cadre stratégique ont suscité quelques inquiétudes. En particulier, les délégations ont dit qu'il fallait respecter le principe de la gestion axée sur les résultats et faire en sorte que les indicateurs de succès, pertinents et mesurables, tiennent davantage compte des effets et des résultats des activités du Bureau.

418. On a estimé que le projet de cadre stratégique ne tenait pas compte de la complexité croissante de la situation des réfugiés et qu'il fallait envisager de créer un sous-programme distinct pour le renforcement des capacités des pays d'accueil afin qu'ils puissent répondre aux besoins d'aide humanitaire des réfugiés.

419. Des précisions ont également été demandées sur les programmes de formation en matière d'aide humanitaire.

420. On s'est félicité de l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes.

421. On a relevé que le projet de cadre stratégique avait été modifié et que des idées figurant dans le cadre stratégique de 2014-2015 n'avaient pas été reprises dans celui pour l'exercice biennal 2016-2017. Certaines délégations ont dit que les modifications apportées au projet de cadre stratégique devaient se faire dans le respect des textes portant autorisation du programme et que la simplification ne devait pas prendre le pas sur le fond.

422. S'agissant du sous-programme 1 (Analyse des politiques), on a fait valoir que la suppression des mots « sur les plans stratégique et opérationnel » dans l'énoncé de l'objectif ne devait pas avoir d'incidence sur l'objectif général du sous-

programme. Des éclaircissements ont été demandés concernant l'expression « débat sur le changement » qui figure à l'alinéa a) des réalisations escomptées. On a estimé que l'alinéa b) des réalisations escomptées et des indicateurs de succès relevait plus du domaine opérationnel que de l'analyse des politiques. Des questions ont été posées sur les modifications apportées à l'alinéa c) des réalisations escomptées et indicateurs de succès d'autant plus que la question de la protection des civils faisait encore l'objet d'un débat. On s'est interrogé sur l'alinéa c) des réalisations escomptées et indicateurs de succès. On a noté que le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et l'Organisation internationale pour les migrations n'étaient pas cités. On a également fait observer que l'indicateur de succès concernant le nombre de coordonnateurs résidents et coordonnateurs de l'action humanitaire formés avait été supprimé. Des précisions ont été demandées sur la note d'orientation de 2006 du Secrétaire général relative aux missions intégrées citée au paragraphe 23.6.

423. S'agissant du sous-programme 2 (Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence), des précisions ont été demandées sur les changements apportés à l'alinéa a) des réalisations escomptées et l'alinéa a) i) des indicateurs de succès, et sur le lien entre eux et l'objectif du sous-programme. On a fait remarquer qu'on ne savait pas vraiment pourquoi l'expression « le cas échéant » avait été ajoutée à la fin du paragraphe 23.9.

424. S'agissant du sous-programme 3 (Réduction des risques de catastrophe naturelle), on a suggéré que l'intitulé de la version anglaise soit remplacé par « Natural disaster risk reduction ».

425. Les raisons sous-tendant la modification du libellé de l'objectif n'étant pas claires, il a été demandé des précisions. On s'est également demandé pourquoi les mots « grâce à des partenariats » avaient été ajoutés et ce que le terme « partenariats » recouvrait. On a remarqué en outre qu'il semblait y avoir un décalage entre les réalisations escomptées et les indicateurs de succès. Des éclaircissements ont été demandés sur les rôles respectifs de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe.

426. S'agissant du sous-programme 4 (Services d'appui d'urgence), des éclaircissements sur la différence entre fourniture et acheminement de l'aide internationale ont été demandés au titre de l'alinéa a) des indicateurs de succès.

427. S'agissant du sous-programme 5 (Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire), on a dit que les alinéas a) ii) et iii) des indicateurs auraient dû être mieux formulés. On a dit également que, même si les médias sociaux étaient de plus en plus utilisés, la radio continuait de jouer un rôle de communication important, en particulier pour les personnes vivant dans la pauvreté et dans des endroits reculés, et qu'elle ne devait pas être éclipsée par les nouvelles technologies.

### **Conclusions et recommandations**

**428. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 23 (Aide humanitaire) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :**

## **Orientation générale**

### ***Paragraphe 23.1***

Dans la première phrase, après le mot « développement », ajouter « durable ».

Dans la deuxième phrase, après « résolution 46/182 de l'Assemblée générale », remplacer le reste de l'énoncé par « dans laquelle l'Assemblée a énoncé les principes fondamentaux de l'aide humanitaire et renforcé les décisions et résolutions qu'elle et le Conseil économique et social ont adoptées antérieurement au sujet de l'aide humanitaire et le rôle joué par le Secrétaire général dans la direction des interventions en cas de catastrophe naturelle ou d'autre crise humanitaire ».

### **Sous-programme 1**

#### **Analyse des politiques**

##### ***Objectif de l'Organisation***

Remplacer l'énoncé de l'objectif de l'Organisation par le texte suivant :

**Renforcer la cohérence de l'action humanitaire sur les plans stratégique et opérationnel**

##### ***Réalisations escomptées du Secrétariat***

À l'alinéa a), supprimer les mots « sur le changement ».

Remplacer l'alinéa b) par le texte suivant :

**b) On constate une amélioration de la planification, du suivi et de la responsabilisation opérationnels du Bureau de la coordination des affaires humanitaires en cas de catastrophe et dans les situations d'urgence, y compris pendant le passage de la phase des secours à celle du développement.**

Dans les réalisations escomptées, ajouter un nouvel alinéa c), libellé comme suit :

**c) On constate une amélioration des capacités des coordonnateurs des opérations humanitaires des Nations Unies concernant la protection des civils.**

##### ***Indicateurs de succès***

Remplacer le texte de l'alinéa b) par ce qui suit : « Pourcentage de recommandations formulées dans le cadre d'évaluations interorganisations qui sont appliquées par les organismes humanitaires ».

Insérer un nouvel indicateur de succès c), libellé comme suit :

**c) Nombre de coordonnateurs résidents et de coordonnateurs de l'action humanitaire formés à l'application des directives relatives à la protection des civils**

**Sous-programme 2**  
**Coordination de l'action humanitaire et des interventions d'urgence**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Ajouter un alinéa d) :

d) On constate une amélioration de l'action de tous les organismes opérationnels des Nations Unies participant aux interventions humanitaires d'urgence.

*Indicateurs de succès*

Ajouter un alinéa d), libellé comme suit :

d) Pourcentage de situations d'urgence nouvelles ou de gravité croissante dans lesquelles le personnel est déployé dans un délai de 7 jours

**Stratégie**

*Paragraphe 23.9*

Dans la dernière phrase, supprimer l'expression « le cas échéant ».

**Sous-programme 3**  
**Réduction des risques de catastrophe naturelle**

Modifier comme suit l'intitulé du sous-programme dans la version anglaise : « Natural disaster risk reduction ».

*Objectif de l'Organisation*

Remplacer l'énoncé de l'objectif de l'Organisation par le texte suivant :

Prévenir et réduire les risques de catastrophe naturelle et la vulnérabilité face à ces événements et en atténuer les effets

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

À l'alinéa a), ajouter « des pays » après le mot « volonté ».

*Indicateurs de succès*

À l'alinéa a) i), ajouter à la fin « y compris s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité sociale. »

**Stratégie**

*Paragraphe 23.17*

Après les mots « nouveaux risques », ajouter les termes « combattre les vulnérabilités sociales ».

***Paragraphe 23.18***

**Dans la première phrase, après les mots « réseau de », ajouter les mots « plateformes nationales, ».**

**Sous-programme 5**

**Information et mobilisation dans les situations d'urgence humanitaire**

***Indicateurs de succès***

**Remplacer le texte des alinéas a) ii) et iii) par ce qui suit :**

**ii) Augmentation de la mobilisation du public grâce aux médias sociaux et audiovisuels**

**Stratégie**

***Paragraphe 23.26***

**Dans la deuxième phrase, ajouter le mot « notamment » avant les mots « le nombre d'événements ».**

**Programme 24**

**Information**

429. À sa 20<sup>e</sup> séance, le 13 juin 2014, le Comité a examiné le programme 24 (Information) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 ([A/69/6](#) ([Prog. 24](#)) et [Corr.1](#)).

430. Le Représentant du Secrétaire général a présenté le programme et a répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

**Débat**

431. Les représentants ont apprécié le travail effectué par le Département ainsi que le rôle essentiel qu'il a joué pour transmettre le message des Nations Unies dans le monde entier.

432. Des délégations ont souligné le rôle essentiel joué par les centres d'information des Nations Unies dans les activités de sensibilisation, notamment dans la diffusion d'informations sur les activités menées par les Nations Unies. Une délégation a demandé comment l'Organisation envisageait le rôle futur des centres et de quelle manière le Département continuerait de les appuyer.

433. Les participants se sont félicités du travail accompli par le Département pour souligner l'importance que le Secrétaire général attache aux résultats, au sens des responsabilités et à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, tout en relevant les défis mondiaux pour le bien de tous et en s'acquittant pleinement des mandats confiés par les États Membres.

434. Des délégations ont insisté sur l'importance du multilinguisme et de la parité des six langues officielles de l'Organisation. On a souligné que la qualité des services d'interprétation et de traduction était de la plus haute importance pour le processus intergouvernemental et, à cet égard, on s'est interrogé sur la traduction électronique des documents et la manière dont l'Organisation pourrait garantir la

qualité des documents ainsi produits. Des préoccupations ont été exprimées au sujet de l'établissement de certains documents d'information et contenus de sites Web publiés uniquement en anglais, ou en anglais et en français, et d'aucuns ont demandé pourquoi ils n'étaient pas disponibles dans les six langues officielles et si cela était lié à des contraintes budgétaires. L'opinion a été émise que les efforts déployés par le Département pour respecter le multilinguisme étaient insuffisants et des questions ont été posées sur les mesures supplémentaires qu'il prenait pour garantir la parité des langues. Il a également été demandé si une analyse coûts-avantages avait été effectuée concernant les produits d'information établis dans d'autres langues que les langues officielles.

435. Des précisions ont été demandées au sujet du taux d'exécution réduit par rapport aux mesures des résultats fixées pour l'exercice biennal 2012-2013, comme il ressort du rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes (A/69/144). Des délégations se sont dites préoccupées par l'élimination de publications dans un souci d'économie de papier et ont demandé si une enquête avait été conduite auprès des utilisateurs finaux avant d'interrompre les publications, afin de déterminer les effets de cette mesure.

436. Les délégations se sont félicitées de l'utilisation croissante des technologies modernes et de l'adaptation du Département en la matière, tout en soulignant qu'il fallait conserver certains médias traditionnels comme la radio et les documents imprimés. On a rappelé qu'il était difficile pour certains pays d'accéder aux produits d'information électroniques et souligné qu'il faudrait conduire des enquêtes auprès des utilisateurs et procéder à des analyses coûts-avantages avant de supprimer les médias traditionnels. De l'avis d'une délégation, l'Assemblée générale ayant approuvé la tenue de réunions économes en papier uniquement à titre expérimental, le Département devrait coopérer davantage avec les publics cibles pour déterminer s'ils souhaiteraient recevoir les documents en format papier ou électronique.

437. Des précisions ont été demandées sur l'intention du Département de regrouper les effectifs de certaines équipes en fonction des langues.

438. On a souligné l'importance de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld en tant que gardienne des documents historiques des Nations Unies, et des précisions ont été demandées quant aux progrès réalisés dans la numérisation des documents, y compris la manière de les consulter.

439. On a aussi souligné l'importance de la mesurabilité des indicateurs de succès et affirmé qu'ils devraient être quantifiés pour pouvoir être comparés à des critères donnés.

## **Conclusions et recommandations**

440. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le descriptif du programme 24 (Information) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications ci-après :

### **Orientation générale**

#### ***Paragraphe 24.1***

**Remplacer le texte de la deuxième phrase par le texte suivant :**

À ce titre, il établit et met en œuvre des stratégies de communication; engage des échanges avec les populations locales partout dans le monde grâce au réseau de centres d'information des Nations Unies; produit, promeut et fournit des produits et services, dans chacune des six langues officielles, dans les domaines de l'information et des médias; établit et élargit des partenariats et mène des activités de sensibilisation et de partage des connaissances.

*Paragraphe 24.2*

À la fin du paragraphe, ajouter le membre de phrase « et 67/292 ».

*Nouveau paragraphe 24.5*

Après le paragraphe 24.4, insérer un nouveau paragraphe 24.5, ainsi libellé :

Le Département souligne l'importance que revêt la parité des six langues officielles de l'Organisation afin qu'elles soient utilisées pleinement et traitées également dans les activités du Département de l'information du Secrétariat.

Renommer en conséquence les paragraphes suivants.

*Paragraphe 24.6 (ancien par. 24.5)*

Remplacer le libellé de la première phrase par le libellé suivant :

Pour accomplir la mission dont il est investi, le Département fonde son action sur les principes de base suivants, en mettant l'accent sur le multilinguisme dès le stade de la planification : l'établissement de relations de travail stratégiques avec les départements et bureaux organiques du Secrétariat et les organismes des Nations Unies; une plus grande utilisation des dernières technologies de l'information et des communications, tant dans les médias traditionnels que dans les nouveaux médias, afin d'assurer une diffusion directe et instantanée de l'information dans le monde entier; la promotion du multilinguisme et le respect de la parité des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies dans la rédaction des supports d'information et de communication.

**Sous-programme 1**

**Services de communication stratégique**

*Indicateurs de succès*

À la fin du libellé de l'indicateur de succès b), ajouter le membre de phrase « , au total et par langue officielle ».

À la fin du libellé de l'indicateur de succès c) ii), ajouter le membre de phrase « , au total et par langue officielle ».



## Stratégie

### *Paragraphe 24.8 (ancien par. 24.7)*

Remplacer le libellé de la troisième phrase par le libellé suivant :

Des centres d'information désignés à cet effet aideront les autres centres de leur région à mettre en commun leurs connaissances et leurs ressources et à élaborer des messages et des campagnes de sensibilisation adaptés aux besoins et aux intérêts régionaux et sous-régionaux, compte tenu de la dimension linguistique des publics cibles.

### *Paragraphe 24.9 (ancien par. 24.8)*

Remplacer le libellé de la première phrase par le libellé suivant :

Des produits d'information seront élaborés dans chacune des six langues officielles et dans les langues locales, afin de mieux faire comprendre au public les objectifs et activités de l'Organisation.

## Sous-programme 2

### Services d'information

#### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

À la fin du libellé de la réalisation escomptée a), ajouter le membre de phrase suivant : « qui sont établis dans les six langues officielles ».

À la fin du libellé de la réalisation escomptée b), ajouter le membre de phrase suivant : « dans les six langues officielles ».

#### *Indicateurs de succès*

À la fin du libellé de l'indicateur de succès a) i), ajouter le membre de phrase « , au total et par langue officielle ».

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès a) ii) par le libellé suivant :

ii) Augmentation du nombre de partenariats avec les réseaux de diffusion et de rediffusion d'émissions de radio et de télévision, par langue (officielle et non officielle) et par région.

À la fin du libellé de l'indicateur de succès b), ajouter le membre de phrase « dans les six langues officielles ».

## Stratégie

### *Paragraphe 24.12 (ancien par. 24.11)*

Remplacer le libellé de la première phrase par le libellé suivant :

Pour atteindre l'objectif visé, la Division fournira promptement aux médias et à d'autres utilisateurs des nouvelles et d'autres produits (documents écrits, vidéo, audio et photographiques) et services

d'information fiables, objectifs et, si possible, adaptés à chaque destinataire, en utilisant notamment les systèmes de diffusion sur Internet et mobiles les plus récents, l'accent étant mis sur le multilinguisme dès le stade de la planification.

Remplacer le libellé de la deuxième phrase par le libellé suivant :

Mettant l'accent sur le multilinguisme, elle s'emploiera à établir sur une base équitable, en redéfinissant les priorités selon les besoins, un plus grand nombre de produits d'information originaux dans toutes les langues officielles de l'ONU ou dans d'autres langues, grâce à des partenariats avec des diffuseurs mondiaux.

*Paragraphe 24.13 (ancien par. 24.12)*

À la fin du paragraphe, ajouter le membre de phrase « produits dans les six langues officielles ».

*Paragraphe 24.14 (ancien par. 24.13)*

Remplacer le libellé du paragraphe par le libellé suivant :

Les gains d'efficacité réalisés grâce à l'acquisition du système de gestion des fichiers numériques et autres outils sont examinés au titre du sous-programme et entraîneront des modifications dans les descriptifs de tâches et les responsabilités. Afin de garantir le maintien de la qualité et de la quantité des programmes et de renforcer le multilinguisme, le Département envisagera de regrouper les effectifs de certaines équipes en fonction des langues, de manière à couvrir chacune des six langues officielles de manière équitable.

**Sous-programme 3**

**Services de diffusion et de partage du savoir**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer le libellé de la réalisation escomptée a) par le libellé suivant :

a) Renforcement de la diffusion des informations multilingues portant sur l'ONU grâce à l'utilisation de services et de médias divers et à des partenariats élargis à d'autres entités.

*Indicateurs de succès*

À la fin du libellé de l'indicateur de succès a) iii), ajouter le membre de phrase suivant : « au total et par langue officielle ».

À la fin du libellé de l'indicateur de succès a) iv), ajouter le membre de phrase suivant : « dans les six langues officielles ».

Remplacer le libellé de l'indicateur de succès b) ii) par le libellé suivant :

ii) Intensification des communications internes grâce à l'utilisation d'iSeek et de deleGATE, afin que les États Membres bénéficient de

**l'accès à ces nouveaux outils, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans ses résolutions.**

### **Stratégie**

#### ***Paragraphe 24.17 (ancien par. 24.16)***

**Remplacer le libellé de la première phrase par le libellé suivant :**

**Afin de toucher une part plus importante de la population mondiale, la Division continuera d'attirer de nouveaux groupes multilingues d'appui, notamment des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, dans le cadre de l'initiative Impact universitaire.**

### **Textes portant autorisation du programme**

**Après « [67/155](#) », insérer : « [67/292](#) Multilinguisme ».**

### **Programme 25**

#### **Services de gestion et d'appui**

441. À ses 8<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> séances, les 5 et 9 juin 2014, le Comité a examiné le programme 25 (Services de gestion et d'appui) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6](#) (Prog. 25)]. Il était également saisi d'un document de travail sur la question ([E/AC.51/2014/CRP.2](#)).

442. Le Secrétaire général adjoint à la gestion a présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

### **Débat**

443. Les délégations ont exprimé leur soutien général aux objectifs d'ensemble du programme et salué le rôle important qu'il a joué en fournissant un appui et des services indispensables aux fins de l'exécution du programme de travail de l'Organisation. L'efficacité et l'efficience des services fournis par le Secrétariat et les bureaux hors Siège touchant aux finances, aux ressources humaines, à l'appui et à l'informatique et aux communications ont été saluées.

444. On a fait observer que la résolution [66/257](#) de l'Assemblée générale sur les progrès accomplis dans l'élaboration d'un système d'application du principe de responsabilité pour le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies n'avait pas été prise en compte dans l'ensemble des textes portant autorisation du programme.

445. Des précisions ont été demandées au sujet de la référence au Conseil de sécurité dans le paragraphe 25.2. Des précisions ont également été demandées au sujet de la révision apportée au paragraphe 25.4, notamment en ce qui concerne l'auto-évaluation et les rapports relatifs à l'exécution des programmes à présenter le moment venu aux États Membres, l'objectif étant de faire en sorte que l'Organisation axe pleinement son activité sur les résultats.

446. En ce qui concerne le projet de progiciel de gestion intégré dénommé « Umoja », des préoccupations ont été exprimées au sujet du calendrier révisé d'exécution du projet, de la maîtrise de l'ensemble des coûts et des gains

réalisables. Il a été recommandé d'axer davantage sur les résultats les indicateurs de succès de cette composante.

447. Certains ont fait remarquer que la mention d'un nouveau modèle de prestation de services au paragraphe 25.7 était prématurée, la proposition y relative n'ayant pas encore été présentée à l'Assemblée générale.

448. Une question a été posée au sujet de la suppression de la mention de l'administration de la justice au paragraphe 25.11. Certaines délégations se sont dites préoccupées par le fait que le paragraphe 25.14 ne mentionnait pas les services de bibliothèque.

449. S'agissant du sous-programme 1 (Services de gestion, administration de la justice et services à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et au Comité du programme et de la coordination), des questions ont été posées sur les modalités selon lesquelles le Département de la gestion suivait les politiques, les procédures et le contrôle interne dans l'Organisation. Des précisions ont été demandées sur le nombre de jours nécessaire au traitement des dossiers dont était saisi le Comité des marchés du Siège, et sur le mandat imparti à titre expérimental, dont il est question au paragraphe 25.18.

450. S'agissant du sous-programme 2 (Planification des programmes, budget et comptabilité), certains intervenants ont estimé que les réalisations escomptées de la composante 1 devaient faire mention du budget du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux. La mention de l'organisation de réunions d'information informelles à l'alinéa d) du paragraphe 25.22 a été saluée en ce qu'elle renforcerait la transparence et favoriserait le dialogue. Des éclaircissements ont été demandés sur l'évolution des indicateurs de succès a) ii) mentionnés au titre de la composante 3. Des précisions ont été demandées sur les efforts déployés par le Département en vue d'améliorer le respect des délais de présentation des rapports budgétaires et des états des incidences sur le budget-programme à la Cinquième Commission.

451. S'agissant du sous-programme 3 (Gestion des ressources humaines), des éclaircissements ont été demandés sur les priorités établies dans le domaine de la gestion des ressources humaines. Il a été dit qu'il fallait affiner les indicateurs de succès, en y incluant notamment un mécanisme permettant de suivre le nombre des mentions confirmant de bons résultats et des sanctions infligées pour des résultats insatisfaisants, et que les indicateurs devaient être précis et mesurables. Certains étaient d'avis que, parallèlement à l'importance qu'attachait l'Organisation à la répartition géographique équitable et à la représentation équilibrée des sexes dans le recrutement de son personnel, il convenait de mettre l'accent sur les qualifications des différents candidats, comme l'avait réaffirmé l'Assemblée générale dans ses résolutions 63/250 et 65/247. Certains ont déclaré craindre que le recours croissant à des fonds extrabudgétaires pour financer les postes ne compromette le maintien des réalisations escomptées et des indicateurs de succès relatifs à la répartition géographique et à l'égalité des sexes. Des délégations ont pris note des modifications figurant dans le document [E/AC.51/2014/CRP.2](#).

452. Quant au sous-programme 4 (Services d'appui), une question a été posée au sujet de la mention des dispositifs d'aménagement souples dans l'exposé de la stratégie, alors que ceux-ci n'étaient pas approuvés par l'Assemblée générale. En outre, la question a été posée de savoir s'il existait des directives claires concernant

l'utilisation de salles de réunion par les États Membres et les modalités selon lesquelles les frais y relatifs leur étaient imputés. Il a été demandé de préciser le sens de l'expression « neutralité climatique » figurant à l'alinéa i) du paragraphe 25.45. On a estimé que les principes de base applicables à la passation des marchés devaient être conformes au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies.

453. Le Comité a fait observer qu'il importait de veiller à l'équilibre entre les sexes et à la représentation géographique au Secrétariat, en particulier aux échelons supérieurs, tout en appliquant l'Article 101 de la Charte des Nations Unies et les dispositions pertinentes des résolutions de l'Assemblée générale qui régissent le recrutement du personnel de l'Organisation.

#### **Conclusions et recommandations**

454. Le Comité a souligné qu'il importait que l'Organisation continue d'optimiser l'utilisation de l'espace en adaptant les locaux requis aux besoins opérationnels et fonctionnels.

455. Le Comité a noté, au vu de l'orientation générale du programme 25, que le Secrétaire général entendait mettre en œuvre de grandes mesures de réforme de la gestion; il a rappelé les résolutions 66/257 et 68/264 de l'Assemblée générale sur l'application du principe de responsabilité au Secrétariat, et constaté avec satisfaction les efforts déployés par le Département de la gestion pour renforcer l'application du principe de responsabilité par les institutions et les hauts fonctionnaires de manière à améliorer l'efficacité de l'Organisation et faire en sorte que ses activités soient axées sur les résultats.

456. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le texte explicatif du programme 25 (Services de gestion et d'appui) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications et des observations du Comité ci-après :

#### **Orientation générale**

##### ***Paragraphe 25.2***

**Remplacer le paragraphe par le texte ci-après :**

Les textes portant autorisation du programme sont divers articles de la Charte des Nations Unies, à savoir les Articles 8, 17, 97, 100 et 101, du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, du Statut et du Règlement du personnel, et du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, les résolutions 41/213 et 42/211 de l'Assemblée générale et ses résolutions annuelles successives sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'ONU, ainsi que ses résolutions 52/12 A et B, 57/300, 58/269, 60/1, 60/260, 60/283, 63/262, 66/246, 66/257, 67/253 et 68/264.

*Paragraphe 25.7*

Remplacer la dernière phrase par le texte suivant :

L'intégration et le regroupement de certaines opérations administratives dans des services communs figureront dans le projet de nouveau modèle de prestations de services que le Secrétaire général doit présenter à l'Assemblée générale pour examen et approbation.

*Paragraphe 25.11*

Après la deuxième phrase, insérer une nouvelle phrase libellée comme suit :

Dans le cadre de son mandat et en étroite coopération avec d'autres structures pertinentes du Secrétariat, le Département continuera de renforcer le système d'administration de la justice prévu par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/261 et ses résolutions ultérieures sur la question, qui traitent notamment des problèmes que pose le recours à des procédures formelles et non formelles pour le fonctionnement rationnel, efficace et équitable du système.

*Paragraphe 25.14*

Supprimer la quatrième phrase.

*Paragraphe 25.17*

Remplacer la deuxième phrase par le texte suivant :

Le Bureau continuera de renforcer le cadre de responsabilisation du Secrétariat conformément à la section I de la résolution 66/257 et aux résolutions 67/253 et 68/264 de l'Assemblée générale pour aider le Secrétaire général à asseoir une tradition de responsabilité et de transparence, comme il s'y est engagé.

**A. Siège**

**Sous-programme 1**

**Services de gestion, administration de la justice et services  
à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale et au Comité  
du programme et de la coordination**

**Composante 1**

**Services de gestion**

*Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès a) ii), après le mot « application », insérer les termes « en temps opportun ».

Ajouter un nouvel indicateur, au titre du point b) iii), libellé comme suit :

- iii) Augmentation du nombre de recommandations des organes de contrôle mises en œuvre en ce qui concerne le renforcement de l'application du principe de responsabilité au sein de l'Organisation.

## **Composante 2**

### **Projet de progiciel de gestion intégré**

Le Comité a souligné qu'il importait de continuer à appuyer la mise en œuvre du progiciel de gestion intégré Umoja et l'harmonisation des modalités de fonctionnement dans l'ensemble de l'ONU.

Le Comité a souligné également qu'il importait de veiller à la bonne gouvernance, au contrôle et à l'application du principe de responsabilité dans le cadre du projet Umoja et de respecter les calendriers établis pour son exécution.

#### *Indicateurs de succès*

Renommer b) i) l'indicateur de succès b), et ajouter un nouvel indicateur de succès b) ii), libellé comme suit :

- ii) Réduction du délai de fourniture des services d'appui demandés.

## **Sous-programme 2**

### **Planification des programmes, budget et comptabilité**

#### **Composante 1**

##### **Planification des programmes et établissement du budget**

#### *Réalisations escomptées du Secrétariat*

Dans la réalisation escomptée a), insérer la mention suivante à la fin : « et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux », et dans la réalisation escomptée b), insérer la mention suivante à la fin : « internationaux et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux ».

Ajouter une nouvelle réalisation escomptée c), libellée comme suit :

- c) Renforcement de la transparence et du dialogue avec les États Membres dans le processus de présentation du plan-programme biennal, du budget-programme et des budgets des tribunaux pénaux internationaux et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux, conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU, au Règlement et aux règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

*Indicateurs de succès*

Ajouter un nouvel indicateur de succès c), libellé comme suit :

c) Réponses obtenues notamment par des enquêtes d'évaluation sur la transparence et le dialogue menées par le Secrétariat en vue de l'élaboration du plan-programme biennal, du budget-programme et des budgets des tribunaux pénaux internationaux et du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux.

**Stratégie**

*Paragraphe 25.22*

À la fin de l'alinéa a), supprimer le mot « et » avant le membre de phrase « d'en assurer le suivi » et ajouter la mention ci-après à la fin de la phrase : « et de conseiller les départements et les bureaux dans ces domaines ».

Remplacer le libellé de l'alinéa c) par le texte suivant :

c) D'établir et de présenter aux organes délibérants les documents suivants : l'esquisse budgétaire du Secrétaire général; les budgets-programmes biennaux, notamment les budgets des missions politiques spéciales, et les budgets des tribunaux pénaux internationaux et du mécanisme international chargé d'exercer les fonctions résiduelles des tribunaux pénaux; les rapports sur l'exécution du budget; et d'autres rapports sur des questions budgétaires, notamment les états des incidences des nouvelles activités sur le budget-programme présentés en temps voulu, ainsi que les propositions révisées ou supplémentaires au titre du budget-programme.

Ajouter un nouveau paragraphe 25.22 f), libellé comme suit :

f) Renforcer les systèmes et les procédures d'établissement de rapports concernant l'exécution des budgets-programmes et les fonds extrabudgétaires afin de veiller à l'utilisation économique et rationnelle des ressources.

**Composante 3**

**Comptabilité, contributions et information financière**

*Indicateurs de succès*

Dans l'indicateur de succès b) ii), remplacer « 30 jours » par « 15 jours ».

Au début de l'indicateur de succès c), remplacer le mot « Nombre » par les mots « Augmentation du nombre ».



**Sous-programme 3**  
**Gestion des ressources humaines**

**Composante 2**  
**Planification stratégique et recrutement et affectations**

*Indicateurs de succès*

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès a) i) par le texte suivant :

- i) Augmentation du pourcentage des candidats sélectionnés pour des postes soumis à la répartition géographique originaires d'États Membres non représentés ou sous-représentés.

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès d) par le texte suivant :

- d) Nombre de mouvements de personnel dans le cadre de la mobilité volontaire et du dispositif de gestion de la mobilité, notamment le nombre de déplacements entre lieux d'affectation classés difficiles et lieux d'affectation non difficiles.

**Composante 3**  
**Perfectionnement, valorisation et administration des ressources humaines**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Ajouter une nouvelle réalisation escomptée d), libellée comme suit :  
 « d) Renforcement de la crédibilité de la gestion de la performance ».

*Indicateurs de succès*

Ajouter un nouvel indicateur a) iii), libellé comme suit :  
 « iii) Augmentation du niveau de satisfaction des stagiaires suivant des cours de formation quant à la qualité, et à la pertinence de ces cours ».

Ajouter un nouvel indicateur de succès d), libellé comme suit :  
 « d) Achèvement en temps voulu de l'évaluation et de la notation des fonctionnaires par le personnel d'encadrement ».

**Composante 5**  
**Systèmes d'information ressources humaines**

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Ajouter une nouvelle réalisation escomptée b), libellée comme suit :  
 « b) Veiller à améliorer la facilité d'utilisation des systèmes informatiques destinés à la gestion des ressources humaines ».

*Indicateurs de succès*

Ajouter un nouvel indicateur de succès b), libellé comme suit :  
« b) Augmentation du taux de satisfaction exprimée par les usagers du système ».

**Sous-programme 4  
Services d'appui**

**Composante 1  
Installations et services commerciaux**

Le Comité a souligné que le Bureau des services centraux d'appui devait continuer à fournir des orientations de politique générale et à prendre des mesures de contrôle en ce qui concerne la gouvernance et la gestion des projets.

*Indicateurs de succès*

Renommer d) i) l'indicateur de succès d), et ajouter un nouvel indicateur de succès d) ii) libellé comme suit :

ii) Augmentation du pourcentage de billets d'avion achetés par l'Organisation deux semaines au moins avant la date de départ.

**Stratégie**

*Paragraphe 25.46*

Remplacer le libellé de l'alinéa c) par le texte suivant :

c) Améliorer l'utilisation de l'espace par une planification à long terme de l'occupation des bureaux favorisant la productivité et le bien-être des usagers.

Remplacer le libellé de l'alinéa f) par le texte suivant :

f) Continuer d'assurer l'efficacité et la rationalité des services de voyage, conformément à la section VI de la résolution [67/254 A](#) de l'Assemblée générale, et des services de transport, en appliquant les pratiques de référence et en travaillant en étroite coopération et en concertation avec les autres organismes des Nations Unies.

À l'alinéa i), remplacer les mots « la neutralité climatique » par les mots « économiser l'énergie ».

**Composante 3**  
**Continuité des opérations**

*Indicateurs de succès*

Ajouter un nouvel indicateur a) iii), libellé comme suit :  
 « iii) Maintien du nombre de programmes de formation annuels à l'intention des décideurs appelés à agir en cas de crise ».

**B. Office des Nations Unies à Genève**

**Sous-programme 4**  
**Services d'appui (Genève)**

*1. Objectif de l'Organisation*

*Indicateurs de succès*

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès c) par le texte suivant :  
 « c) Augmentation du pourcentage de billets d'avion achetés par l'Organisation deux semaines au moins avant la date de départ. »

**C. Office des Nations Unies à Vienne**

**Sous-programme 4**  
**Services d'appui (Vienne)**

*1. Objectif de l'Organisation*

*Indicateurs de succès*

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès b) par le texte suivant :  
 « b) Augmentation du pourcentage de billets d'avion achetés par l'Organisation deux semaines au moins avant la date de départ. »

**D. Office des Nations Unies à Nairobi**

**Sous-programme 4**  
**Services d'appui (Nairobi)**

*1. Objectif de l'Organisation*

*Indicateurs de succès*

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès c) par le texte suivant :  
 « c) Augmentation du pourcentage de billets d'avion achetés par l'Organisation deux semaines au moins avant la date de départ. »

**Programme 26**  
**Contrôle interne**

457. À sa 19<sup>e</sup> séance, le 12 juin 2014, le Comité a examiné le programme 26 (Contrôle interne) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [(A/69/6 (Prog. 26)].

458. Le Sous-Secrétaire général aux services de contrôle interne a présenté le programme et répondu aux questions soulevées pendant son examen par le Comité.

**Débat**

459. Les fonctions assurées par le Bureau des services de contrôle interne et le rôle qu'il a joué dans l'augmentation de l'efficacité et de l'efficacité de l'Organisation ont été salués. Il a été souligné que la coordination avec les autres organes de contrôle était nécessaire pour éviter les chevauchements d'activités et les doubles emplois.

460. Il a été noté avec inquiétude que certains paragraphes de la partie « Orientation générale » ne rendaient pas compte de la formulation déjà négociée et convenue figurant dans le plan-programme biennal approuvé pour la période 2014-2015 (A/67/6/Rev.1). En ce qui concerne le paragraphe 26.4, des éclaircissements ont été demandés sur les mandats et résolutions sur lesquels reposent les mesures qui y figurent.

461. S'agissant du sous-programme 1 (Audit interne), il a été estimé que la réalisation escomptée a) portait sur un champ trop large et était trop difficile à atteindre. Il a aussi été relevé que les indicateurs de succès étaient subjectifs et difficiles à mesurer. L'avis a également été émis qu'il faudrait davantage mettre en évidence les difficultés causées par les retards pris dans la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public, de la gestion du risque institutionnel, du progiciel de gestion intégré et d'autres grands projets de réforme.

462. En ce qui concerne le sous-programme 2 (Inspection et évaluation), des éclaircissements ont été demandés pour savoir qui était chargé de déterminer la pertinence des inspections et des évaluations thématiques dans la mise en œuvre des programmes. Par ailleurs, la nécessité de se concentrer sur l'efficacité de l'inspection et de l'évaluation a été soulignée.

463. Des préoccupations ont été exprimées quant à l'initiative du Bureau de procéder à des évaluations sur des questions et notions qui en étaient encore au stade de l'examen par l'Assemblée générale. En particulier, il a été fait mention de l'évaluation et du bilan faits par le Bureau de l'exécution des mandats relatifs à la protection des civils dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/68/787). Il a été souligné qu'il n'y avait pas d'accord au sein de l'Assemblée sur la notion de responsabilité de protéger.

464. Dans l'exercice de ses fonctions d'évaluation, le Bureau devrait éviter d'intervenir dans les négociations intergouvernementales en procédant à des évaluations qui pourraient préjuger de leur issue.

465. S'agissant du sous-programme 3 (Investigations), des doutes ont été exprimés sur la mesurabilité de l'indicateur de succès b) iii). Il a été noté que des mesures spécifiques devraient être prises pour réduire le nombre des enquêtes incomplètes en

vue d'éviter de nouvelles violations et d'accroître la responsabilisation du personnel, en particulier celui des missions de maintien de la paix. Il a aussi été estimé que les conclusions des enquêtes menées sur toute violation de la réglementation financière ou administrative devraient être accessibles sur le site Web du Bureau.

### **Conclusions et recommandations**

466. Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve l'exposé du programme 26 (Contrôle interne) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :

#### **Orientation générale**

##### *Paragraphe 26.1*

**Remplacer la première phrase par le texte suivant :**

**L'objectif général du programme est de renforcer la transparence et l'application du principe de responsabilité et d'aider l'Organisation à se montrer hautement efficace et efficiente et à atteindre ses objectifs.**

##### *Paragraphe 26.2*

**Remplacer la dernière phrase par le texte suivant :**

**Afin de garantir un contrôle efficace et efficient, le Bureau travaille en étroite collaboration avec le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU, le Corps commun d'inspection et le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit.**

##### *Paragraphe 26.4*

**Remplacer la dernière phrase par le texte suivant :**

**Pour ce faire, il publiera en temps voulu des rapports de qualité sur ses activités d'inspection, d'évaluation, d'audit interne et d'investigation, dans le plein respect du mandat que lui a confié l'Assemblée générale et des normes internationales en vigueur.**

##### *Paragraphe 26.5*

**Remplacer la première phrase par le texte suivant :**

**Le Bureau aide l'Organisation à améliorer ses résultats en déterminant les facteurs qui influent sur l'efficacité et l'efficacité avec lesquelles sont exécutés les programmes au regard, notamment, des objectifs de développement durable convenus sur le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et ceux figurant dans les documents issus des grandes**

conférences des Nations Unies et dans les accords internationaux conclus depuis 1992.

**Sous-programme 1**  
**Audit interne**

*Indicateurs de succès*

Remplacer l'énoncé de l'indicateur a) i) par le texte suivant :

i) Augmentation du nombre de fois où les États Membres tiennent compte et se servent des rapports de la Division de l'audit interne, y compris des rapports thématiques, pour prendre des décisions, notamment sur le contrôle interne, les procédures et la gestion du risque

Dans les indicateurs de succès a) ii), b) i) et b) ii), remplacer le mot « Stabilité » par « Augmentation ».

**Sous-programme 2**  
**Inspection et évaluation**

*Objectif de l'Organisation*

Remplacer l'énoncé de l'objectif de l'Organisation par le texte suivant :

Renforcer l'application du principe de responsabilité, accroître l'efficacité, l'efficience et l'impact de l'exécution des programmes et en tirer des enseignements, améliorer la pertinence des procédures administratives et déterminer si les activités correspondent aux mandats

*Réalisations escomptées du Secrétariat*

Remplacer l'énoncé de la réalisation escomptée par le texte suivant :

Renforcement de la contribution aux processus de prise de décisions des États Membres et accroissement de la capacité du Secrétariat de prendre les mesures voulues sur la base des inspections et évaluations de l'efficacité et de l'efficience des programmes, des activités thématiques, des capacités d'auto-évaluation, de la pertinence des procédures administratives et de la conformité des activités avec les mandats menées par le Bureau des services de contrôle interne

*Indicateurs de succès*

Remplacer l'énoncé de l'indicateur de succès i) par le texte suivant :

Augmentation du pourcentage d'inspections et d'évaluations thématiques ou relatives aux programmes dont les États Membres se sont servis pour se prononcer sur l'efficience et l'efficacité de

**l'exécution des programmes, la pertinence des procédures administratives et la conformité des activités avec les mandats**

**Sous-programme 3  
Investigations**

**Stratégie**

***Paragraphe 26.9***

**Insérer la deuxième phrase suivante : « La stratégie qu'elle applique consiste notamment à assurer un suivi avec les pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et les commandements militaires ».**

***Paragraphe 26.10***

**Remplacer la dernière phrase par le texte suivant : « Par ailleurs, elle examine les moyens d'influer sur d'autres éléments du système afin de renforcer les retombées et l'utilité des investigations ».**

**Programme 27  
Activités financées en commun**

467. À ses 8<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> séance, tenues les 5 et 6 juin 2014, le Comité a examiné le programme 27 (Activités financées en commun) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 27\)](#)].

468. Les représentants du Secrétaire général ont présenté le programme et répondu aux questions posées au cours de l'examen du programme par le Comité.

**Débat**

469. Les membres du Comité ont approuvé l'orientation générale du programme et ses éléments constitutifs. L'importance du programme pour la coordination et la cohérence des activités du système des Nations Unies a été soulignée.

470. Des éclaircissements ont été demandés au sujet de l'interaction et de la coordination entre les organes responsables des différentes composantes du programme.

471. En ce qui concerne la composante A (Commission de la fonction publique internationale), certaines délégations ont attiré l'attention sur le fait que la stratégie était désormais davantage axée sur le résultat de l'examen approfondi de l'ensemble des prestations offertes par les organisations appliquant le régime commun que sur le maintien d'un cadre efficace de gestion des ressources humaines.

472. On a demandé quel était l'état d'avancement de l'examen approfondi et si la mise en œuvre du résultat de l'examen avait été prise en compte dans les réalisations escomptées et les indicateurs de succès du Secrétariat de la Commission.

473. Des éclaircissements ont été demandés sur l'impact que le dispositif de mobilité approuvé par l'Assemblée générale aurait sur les travaux de la Commission

et sur les références faites aux approches novatrices de la gestion des ressources humaines.

474. Des précisions ont été demandées sur l'indicateur de succès relatif à l'amélioration de la méthode d'évaluation du coût de la vie, en particulier sur le fait de savoir si cette amélioration concernait les données ou la méthode de collecte de données.

475. S'agissant de la composante B (Corps commun d'inspection), des questions ont été posées au sujet de la suppression de la référence faite aux activités de coordination et à l'interaction entre le Corps commun et les autres organes de contrôle dans le cadre de la stratégie.

476. On a indiqué que l'indicateur de succès b) pourrait être affiné de manière à inclure le nombre d'organisations participantes qui ont fait des observations et répondu aux rapports et recommandations du Corps commun. On a fait observer que les indicateurs de succès pourraient prévoir des augmentations spécifiques par rapport à la période précédente.

477. Des précisions ont été demandées en ce qui concerne le niveau de coordination avec le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et le rôle dudit Conseil en matière d'évaluations à l'échelle du système.

478. Des questions ont été posées quant à la nouvelle approche adoptée en ce qui concerne le programme de travail par rapport à l'exercice biennal précédent. Certaines délégations ont fait remarquer l'absence de rapports du Corps commun soumis à l'examen du Comité au cours de ses délibérations.

479. Certaines délégations ont souligné l'importance du système de suivi en ligne et des précisions ont été demandées sur cet outil, en particulier en ce qui concerne les taux d'acceptation et d'application des recommandations du Corps commun par les organisations participantes. Il a été suggéré de mener des campagnes d'information pour mieux faire connaître les rapports et recommandations du Corps commun.

480. S'agissant de la composante C (Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination), des questions ont été posées en ce qui concerne la définition des enjeux mondiaux prioritaires dans l'orientation générale de la composante qui ne reflèteraient pas entièrement la position des États Membres. Des craintes ont également été exprimées quant à la prise en compte des jeunes dans les politiques et programmes du système, en particulier des éclaircissements ont été demandés sur les mandats qui imposent spécifiquement la prise en compte des jeunes.

481. On a estimé que les réalisations escomptées et les indicateurs de succès devaient s'inscrire dans le contexte des mandats des organes intergouvernementaux pour tenir compte du fait que les travaux du Conseil des chefs de secrétariat étaient guidés par leurs mandats.

482. L'importance du rôle de coordination du Conseil des chefs de secrétariat a été soulignée et il a été déclaré qu'un renforcement de la coopération du Conseil et des autres organes de contrôle était possible. En particulier, des précisions ont été demandées sur la mesure dans laquelle le Corps commun d'inspection pouvait participer aux réunions et aux débats thématiques du Conseil. Des préoccupations ont été exprimées au sujet de la brièveté avec laquelle les organismes des Nations Unies semblaient examiner les rapports du Corps commun d'inspection et des



précisions ont été demandées quant à la possibilité d'instaurer un mécanisme qui assurerait un examen détaillé des rapports.

### **Conclusions et recommandations**

483. Le Comité a noté l'importance des travaux de la Commission de la fonction publique internationale, y compris l'examen des prestations offertes au personnel des organisations appliquant le régime commun.

484. Le Comité a pris note avec satisfaction de l'intention du Corps commun d'inspection de mettre au point une démarche permettant de sélectionner de manière plus stratégique les questions à inscrire au programme de travail.

485. Le Comité a recommandé que l'Assemblée générale approuve le descriptif du programme 27 (Activités financées en commun) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous réserve des modifications suivantes :

### **C. Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination**

#### **Orientation générale**

#### *Paragraphe 27.13*

À la fin de la deuxième phrase, ajouter « sur la base des décisions adoptées par les États Membres ».

#### *Paragraphe 27.14*

À la troisième phrase, après « état de droit » insérer « aux niveaux national et international ».

#### *Paragraphe 27.16*

À la première phrase, après « appui efficace et rationne » ajouter « en pleine conformité avec la décision adoptée par les États Membres ».

#### *Indicateurs de succès*

À la fin de l'indicateur de succès a) i), insérer « et donner suite aux décisions des organes intergouvernementaux ».

### **Programme 28**

#### **Sûreté et sécurité**

486. À sa 15<sup>e</sup> séance, tenue le 10 juin 2014, le Comité a examiné le programme 28 (Sûreté et sécurité) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 [[A/69/6 \(Prog. 28\)](#)].

487. Le Secrétaire général adjoint à la sûreté et à la sécurité a présenté le programme et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

## Débat

488. Les participants ont souligné l'importance du programme, qui permet d'assurer la sûreté du personnel des Nations Unies et donc un bon fonctionnement de l'Organisation, y compris du processus intergouvernemental.

489. En ce qui concerne le sous-programme 1 (Coordination de la sécurité et de la sûreté), des questions ont été posées concernant la modification de la réalisation escomptée b), à savoir la prestation aux hauts responsables de l'ONU de services de protection systématiques et coordonnés. Des éclaircissements ont été demandés concernant la prestation de ces services. Il a été noté que l'indicateur de succès b) ne portait plus sur l'augmentation du nombre d'opérations de protection personnelle mais sur l'augmentation du nombre de voyages examinés. Il a été dit que le précédent indicateur était plus adapté à la mesure des progrès accomplis. Des précisions ont également été demandées concernant l'organisation de formations, l'offre de formations spécifiques aux lieux d'affectation à haut risque ainsi que l'offre de formations pour les familles des fonctionnaires.

490. Une question a été posée au sujet de comment le Département de la sûreté et de la sécurité assurait la prestation coordonnée de services de protection dans l'ensemble de l'Organisation et des précisions ont été demandées concernant la mesure des indicateurs de succès portant sur la procédure actualisée d'évaluation des risques de sécurité et l'application des normes minimales de sécurité opérationnelle et des normes minimales de sécurité opérationnelle applicables au domicile, en particulier en ce qui concerne le processus d'approbation par la Division des opérations régionales.

491. S'agissant de la stratégie de mise en œuvre de la composante 1 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité sur le terrain) du sous-programme 2 (Coordination régionale des dispositifs de sécurité et appui aux bureaux extérieurs), des questions ont été posées concernant le rôle des pays hôtes dans la coordination des activités de sécurité et leur participation au renforcement de la sécurité dans les lieux d'affectation des Nations Unies.

492. Concernant la composante 2 (Appui aux bureaux extérieurs) du sous-programme 2, des délégations ont noté que l'orientation de la réalisation escomptée d) avait changé et des éclaircissements ont été demandés concernant le rôle joué par le Département dans la gestion des risques aériens compte tenu du rôle joué par le Département de l'appui aux missions dans le même domaine.

## Conclusions et recommandations

**493. Le Comité recommande que l'Assemblée générale approuve le texte explicatif du programme 28 (Sûreté et sécurité) du projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017.**

## C. Évaluation

### **Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité à sa cinquante et unième session concernant l'évaluation du programme du Département des affaires économiques et sociales**

494. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 2 juin 2014, le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité à sa cinquante et unième session concernant l'évaluation du programme du Département des affaires économiques et sociales (E/AC.51/2014/2).

495. La Secrétaire générale adjointe aux services de contrôle interne a présenté le rapport, et des représentants du Bureau des services de contrôle interne et du Département des affaires économiques et sociales ont répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

### **Débat**

496. Des délégations ont fait part de leur satisfaction concernant le rapport, soulignant qu'il contenait des renseignements utiles et de grande qualité, et constaté que les quatre recommandations avaient été appliquées. Quelques délégations ont noté que si les recommandations 1 et 2 étaient particulièrement pertinentes, il n'en allait pas de même pour les recommandations 3 et 4. Il a été remarqué qu'aucune observation n'avait été formulée concernant les effets de l'application des recommandations, outre la diminution du nombre des publications.

497. En ce qui concerne la recommandation 2, les participants ont exprimé leur appui aux mesures prises par le Département afin d'élaborer un tableau de mise en œuvre destiné à organiser les efforts menés à l'échelle du système pour faire progresser la mise en œuvre des textes issus des conférences. Il a été proposé que cette initiative serve de bonne pratique à imiter.

498. Il a été suggéré que le Département devrait s'abstenir d'établir des priorités relatives au programme de développement pour l'après-2015 et au suivi de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tant qu'aucune décision n'aurait été prise par les États Membres à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Il a également été souligné que les États Membres n'avaient pas défini de priorités quant aux sous-programmes. Des précisions supplémentaires ont été demandées concernant la manière dont la circulaire du Secrétaire général sur le Comité des publications rendait compte des décisions prises par l'Assemblée générale au sujet des publications.

499. Plusieurs délégations ont également été d'avis que la réduction du nombre total de rapports publiés par le Département et d'exemplaires imprimés ne devait pas empêcher les États Membres d'avoir accès à l'information ni les pays ayant des connexions à Internet de mauvaise qualité d'avoir accès aux rapports. Par ailleurs, il a été rappelé que l'initiative PaperSmart avait été approuvée seulement en tant que projet pilote et qu'elle ne devait pas être considérée comme un moyen d'étendre l'utilisation de la technologie. Il fallait s'assurer que le public visé était bien atteint. Il a également été rappelé que le concept des économies en papier était pertinent, car il permettait notamment de réduire l'empreinte carbone. Une délégation a voulu

savoir en particulier si les publications du Département parvenaient à trouver des lecteurs parmi les jeunes.

500. Quelques questions ont été soulevées sur les recommandations formulées à l'intention du Département, s'agissant notamment de savoir si elles étaient suffisamment concrètes et dans quelle mesure il était possible d'évaluer les effets de leur application. L'attention a été appelée sur le paragraphe 7 du rapport, qui porte sur la promotion de la collaboration et des partenariats entre organismes des Nations Unies et d'autres partenaires, et sur le renvoi au paragraphe 7.4 du rapport [A/67/6 \(Prog.7\)](#).

#### **Conclusions et recommandations**

**501. Le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de charger le Bureau des services de contrôle interne de prévoir, si possible, dans les recommandations qu'il formulera à l'avenir, des indicateurs qui permettent de mesurer les effets ou les résultats de l'application des recommandations.**

## Chapitre III

### Questions de coordination

#### A. Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2013

502. À sa 4<sup>e</sup> séance, le 3 juin 2014, le Comité a examiné le rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2013 (E/2014/69).

503. Le Directeur du Conseil des chefs de secrétariat a présenté le rapport et répondu aux questions posées lors de son examen par le Comité.

#### Débat

504. Les délégations ont pris connaissance avec intérêt du rapport d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat pour 2013 et dit mesurer l'importance du rôle du Conseil et de ses organes subsidiaires, en particulier à l'heure où la communauté internationale continuait d'être aux prises avec les conséquences de la crise économique et financière mondiale. Elles ont salué les avancées enregistrées par le Conseil en matière de renforcement de la coordination et de la cohérence interinstitutions au sein des Nations Unies sur le plan des politiques, de la gestion et des opérations.

505. Les délégations ont souligné qu'il importait que les mandats prescrits par les organismes intergouvernementaux servent de ligne directrice aux travaux du Conseil des chefs de secrétariat. Certaines d'entre elles ont considéré que la fonction de coordination du Conseil était essentielle pour améliorer l'utilisation des ressources, optimiser les retombées de celle-ci, éviter les chevauchements dans les travaux des entités des Nations Unies et renforcer l'efficacité, l'efficacé et l'adaptabilité du système des Nations Unies.

506. On a dit que le rapport annuel d'ensemble contribuait de manière déterminante à l'amélioration de la transparence des travaux du Conseil des chefs de secrétariat. Un certain nombre de délégations ont salué le fait que le rapport donne des informations détaillées sur un large éventail d'activités menées sous l'égide du Conseil. Bien que plusieurs délégations aient reconnu qu'il était impossible de traiter en détail de l'ensemble des activités dans le rapport, certaines ont fait observer que plusieurs questions qu'elles trouvaient essentielles n'y figuraient pas. Étant donné qu'il était demandé aux entités des Nations Unies d'intégrer la coopération Sud-Sud aux programmes de pays et d'appuyer les projets mis en œuvre par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, plusieurs délégations ont demandé au Conseil de se pencher sur cette question. Au nombre des autres sujets que les délégations souhaitaient voir figurer dans le rapport, on trouvait les technologies comme facteur de changement, la coordination des entités des Nations Unies dans les pays en conflit ou sortant d'un conflit et les maladies non transmissibles. Par ailleurs, des délégations ont demandé pourquoi, en rapport avec l'éducation des jeunes, il avait tout particulièrement été fait mention de « toutes les dimensions de l'éducation à la sexualité ».

507. Des délégations ont demandé des informations sur le mandat confié aux entités des Nations Unies de tenir systématiquement compte de l'état de droit dans leurs activités et réaffirmé l'importance des autres mandats essentiels des Nations Unies que sont la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme.

508. Des délégations ont pris note des efforts déployés par le Conseil des chefs de secrétariat pour promouvoir une préparation et un suivi systémiques des conférences et réunions au sommet des Nations Unies. Des éclaircissements ont été demandés sur la nature des « contributions conjointes » que le Conseil apportait aux conférences et réunions au sommet. Un certain nombre de délégations ont salué la décision du Conseil d'organiser une manifestation parallèle à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement.

509. Il a été rappelé que, à sa précédente session, le Comité avait réaffirmé l'importance qu'il y avait à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et s'était félicité que le Conseil des chefs de secrétariat examine périodiquement les progrès accomplis en la matière au niveau des pays. Il a été dit qu'il était capital de continuer à mener une action coordonnée pour atteindre les objectifs arrêtés au niveau international. Des délégations ont fait remarquer avec satisfaction que l'examen du Conseil commençait déjà à porter ses fruits, en particulier sous forme de renforcement de la coopération entre le système des Nations Unies et le Groupe de la Banque mondiale. Le Conseil a été encouragé à continuer d'aider les États Membres à atteindre les objectifs d'ici à 2015. Une délégation a tenu à s'assurer que l'examen réalisé par le Comité ne faisait pas double emploi avec d'autres mesures prises par d'autres entités. Une autre a demandé de plus amples informations sur les obstacles rencontrés au niveau des pays et les solutions auxquelles les examens réalisés jusqu'à présent avaient permis d'aboutir. Il a été demandé si le Conseil avait examiné les progrès enregistrés dans la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 8 (Mettre en place un partenariat mondial pour le développement).

510. Pour ce qui était de l'action menée par le Conseil des chefs de secrétariat pour coordonner l'établissement du programme de développement pour l'après-2015 à l'échelle des Nations Unies, une question a été posée sur l'examen, par le Comité de haut niveau sur les programmes, des recommandations et conclusions énoncées dans le rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015 intitulé « Vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable ». Il a été souligné que le Conseil ne devrait pas chercher à préjuger de l'issue des débats intergouvernementaux relatifs au programme de développement pour l'après-2015.

511. Si l'importance des activités de coordination menées par le Conseil des chefs de secrétariat en rapport avec le programme de développement pour l'après-2015 a été réaffirmée, des délégations se sont dites profondément préoccupées par la décision prise par le système des Nations Unies de faire siennes les principales conclusions et recommandations formulées dans le rapport précité du Groupe de personnalités de haut niveau chargé d'étudier le programme de développement pour l'après-2015. Il a été souligné à cet égard que l'Assemblée générale n'avait pas examiné le rapport en question et n'y avait pas donné suite.

512. Les délégations ont largement salué les efforts déployés par le Conseil des chefs de secrétariat pour promouvoir la cohérence des politiques et la coordination au sein du système des Nations Unies, notamment en ce qui concernait les

migrations internationales et le développement, les jeunes et les changements climatiques. Elles ont demandé de plus amples informations sur les mandats relatifs à la cybercriminalité et la cybersécurité.

513. Les délégations ont pris note des activités menées par le Conseil des chefs de secrétariat en matière de droits de l'homme, plusieurs d'entre elles se disant satisfaites des efforts qu'il a consentis pour intégrer cette question à ses travaux, tout en soulignant qu'il était nécessaire d'assurer la cohérence des mesures prises dans ce domaine. Il a été souligné que la question des droits de l'homme était universelle et ne concernait pas que les pays en développement. Plusieurs délégations ont demandé des éclaircissements sur les liens qui existeraient entre les engagements pris en matière de droits de l'homme et les objectifs de développement, ainsi que sur le déploiement de conseillers des droits de l'homme du Groupe des Nations Unies pour le développement dans les bureaux des coordonnateurs résidents et plus particulièrement sur les équipes de pays qui avaient reçu des conseillers et les pays qui avaient demandé de l'aide aux fins de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme. Une délégation a demandé des éclaircissements sur la transversalisation des droits de l'homme. Une question a été posée sur la diffusion de la publication du Groupe des Nations Unies pour le développement relative à la prise en compte de la question des droits de l'homme dans les programmes de développement (*Mainstreaming Human Rights in Development: Stories from the Field*, en anglais seulement).

514. Des questions ont été posées quant au fondement juridique du déploiement des conseillers des droits de l'homme dans les bureaux des coordonnateurs résidents et notamment sur les directives applicables du Conseil des droits de l'homme et du Programme des Nations Unies pour le développement. Toute tentative faite pour imposer des conditions aux activités opérationnelles de développement a été jugée inacceptable.

515. Pour ce qui était des activités du Conseil des chefs de secrétariat visant à renforcer l'efficacité, l'efficience, la cohérence et l'incidence des activités opérationnelles de développement menées par le système des Nations Unies, il a été considéré que les travaux du Groupe des Nations Unies pour le développement qui avaient trait aux procédures opérationnelles permanentes des équipes de pays des Nations Unies avaient permis des gains d'efficacité au niveau des pays. Une question a été posée au sujet de l'état d'avancement de l'initiative Unis dans l'action.

516. Les délégations ont salué les efforts déployés par le Conseil des chefs de secrétariat pour améliorer les fonctions d'administration et de gestion au sein du système des Nations Unies, en particulier celles qui avaient trait à la gestion des ressources humaines, aux services de trésorerie communs et aux achats. Le Conseil a été encouragé à poursuivre ses activités d'harmonisation et de simplification des modalités de fonctionnement. En ce qui concernait le dispositif de services commun à l'échelle du système des Nations Unies de Brasilia, des délégations ont considéré qu'il importait de souligner qu'il s'agissait d'une initiative pilote qui permettrait de savoir, une fois qu'elle serait achevée, si le dispositif permettait de réaliser des économies grâce à des gains d'efficacité et une réduction du coût des opérations. Une délégation a demandé quels étaient les organismes qui participaient au dispositif de services commun. Il a aussi été demandé si le Conseil avait pris des mesures pour simplifier, outre les tâches administratives, l'exécution des

programmes au niveau des pays en vue de réaliser des économies et de mieux servir les bénéficiaires. Pour ce qui était du nouveau système d'agrément des fournisseurs, plusieurs délégations ont salué ce que le Conseil avait fait pour faciliter l'accès des fournisseurs originaires de pays en développement ou de pays en transition et dit attendre avec intérêt d'en apprendre davantage sur les résultats qui auront été obtenus grâce à l'initiative dans le prochain rapport annuel d'ensemble. On a fait observer que des progrès avaient été accomplis dans l'application des normes comptables internationales pour le secteur public. Des précisions ont également été demandées sur le rôle joué par le Conseil dans la définition des barèmes des traitements du personnel engagé pour une période de courte durée pour assurer des services d'interprétation et de traduction.

517. Des délégations ont estimé que les plans stratégiques adoptés par le Comité de haut niveau sur la gestion et le Groupe des Nations Unies pour le développement pourraient utilement servir à définir une stratégie de coordination axée sur les résultats. Une délégation s'est interrogée sur la mise en concordance du calendrier des plans stratégiques (2013-2016) avec celui du cycle du cadre stratégique. De plus amples informations ont été demandées sur la manière dont le Conseil envisageait de faire face aux tendances de fond qui influaient sur les conditions dans lesquelles les entités des Nations Unies menaient leurs opérations (complexité accrue, manque de ressources, etc.).

518. Plusieurs délégations ont salué l'amélioration du site Web du Conseil des chefs de secrétariat, notamment en ce qui concernait la présentation des statistiques relatives au système des Nations Unies. Une question a été posée sur la composition du Conseil et de ses organes subsidiaires. Les délégations ont également salué la poursuite de la coopération entre le Conseil et les autres organes financés conjointement.

### **Conclusions et recommandations**

**519. Le Comité prend note des contributions apportées par le Conseil des chefs de secrétariat, en 2013, au renforcement de la coordination et de la cohérence interinstitutions au sein des Nations Unies sur le plan des politiques, de la gestion et des opérations.**

**520. Le Comité en particulier salue l'intensification des efforts déployés par le Conseil des chefs de secrétariat pour promouvoir une préparation et un suivi systémiques des principales conférences des Nations Unies ainsi que, entre autres, l'action qu'il mène, par l'intermédiaire de son Comité de haut niveau sur les programmes et la fourniture d'un appui concret aux activités menées à l'échelle des pays, pour accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.**

**521. Le Comité rappelle que l'Assemblée générale a, dans sa résolution [67/292](#), du 24 juillet 2013, invité le Secrétaire général, de par son rôle au sein du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, à appuyer une approche coordonnée du multilinguisme au sein du système des Nations Unies. Soulignant l'importance de mettre en œuvre au plus tôt cette résolution, il recommande que l'Assemblée demande au Conseil de rendre régulièrement compte de l'état de la mise en œuvre dans les rapports qu'il présenterait au Comité.**



522. Le Comité prend note que le Conseil des chefs de secrétariat poursuit son œuvre d'harmonisation et de simplification des pratiques de fonctionnement et se félicite des gains d'efficacité que permet l'allégement des contraintes administratives et procédurales, l'objectif étant à terme d'améliorer la cohérence, la coordination, l'efficacité, la transparence et la crédibilité du système des Nations Unies. Il demande à être informé des progrès qui seront réalisés à cet égard et recommande que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, sur la nécessité de poursuivre sur cette voie.

523. Le Comité prend note de l'établissement d'un centre de services commerciaux intégrés et du lancement d'un dispositif de services commun à l'échelle du système des Nations Unies à Brasilia, tout en précisant que les gains que ces initiatives permettraient de réaliser en matière d'efficacité et de coûts restaient à établir.

524. Le Comité salue l'action menée par le Conseil des chefs de secrétariat pour instaurer des bonnes pratiques dans le domaine de la gestion de la performance. Il recommande que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil et par l'intermédiaire du Comité de haut niveau sur la gestion, de diffuser auprès des directeurs des services des ressources humaines des organismes membres des exemples de bonnes pratiques et d'enseignements tirés de l'expérience.

525. Le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, d'encourager les fonds et programmes, ainsi que les institutions spécialisées et autres entités des Nations Unies, à continuer de systématiquement tenir compte de l'appui à la coopération Sud-Sud dans leurs programmes d'activités opérationnelles de développement à l'échelle des pays.

526. Le Comité recommande que l'Assemblée générale demande au Conseil des chefs de secrétariat d'indiquer si le nouveau système d'agrément des fournisseurs avait permis d'accroître la participation des pays en développement et des pays en transition aux passations de marché des Nations Unies, dans le respect des règles et réglementations en vigueur.

527. Le Comité souligne le rôle essentiel que le Conseil des chefs de secrétariat jouerait dans la coordination, à l'échelle du système des Nations Unies, des activités de préparation et de suivi du programme de développement pour l'après-2015, conformément aux mandats pertinents prescrits par les organismes intergouvernementaux. Il recommande à cette fin que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil, de lui indiquer, dans le rapport annuel qu'il lui présentera à sa cinquante-cinquième session, les moyens de renforcer ce rôle de manière à promouvoir la cohérence des politiques à l'échelle du système des Nations Unies et assurer ainsi une coordination efficace des nombreuses activités touchant la programmation, la gestion et les opérations de ce programme mondial.

528. Le Comité prend note du paragraphe 16 du rapport et rappelle à cet égard le paragraphe 20 de la résolution 68/6 de l'Assemblée générale relatif au lancement du processus de négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 ainsi que la nécessité pour le

Conseil des chefs de secrétariat de respecter les décisions pertinentes des organismes intergouvernementaux pendant l'établissement dudit programme.

529. Le Comité prend note de la mention faite à la primauté du droit au paragraphe 17 du rapport et rappelle à ce sujet que les trois principaux piliers des Nations Unies étaient la paix et la sécurité, le développement et les droits de l'homme.

530. Le Comité recommande de nouveau que l'Assemblée générale appelle l'attention du Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, sur les sujets de préoccupation suivants :

a) La nécessité de veiller à ce que les activités et initiatives du Conseil, notamment celles qui ont trait à la cohérence de l'action menée par le système des Nations Unies, soient conformes aux mandats prescrits par les organismes intergouvernementaux;

b) La nécessité de veiller à ce que les mesures prises par le Comité de haut niveau sur la gestion soient davantage en harmonie avec les orientations fixées par les organes délibérants des Nations Unies, y compris dans le domaine des achats.

531. Le Comité recommande que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, de poursuivre le dialogue de fond direct entre le Conseil et les États Membres, conformément au paragraphe 4 de la résolution 64/289 de l'Assemblée, de manière à renforcer davantage la transparence des activités du Conseil et l'application du principe selon lequel celui-ci doit rendre des comptes aux États Membres.

## **B. Appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique**

532. À sa 4<sup>e</sup> séance, le 3 juin 2014, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur l'appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (E/AC.51/2014/3).

533. Le Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial pour l'Afrique a présenté le rapport et répondu aux questions soulevées au cours du débat que le Comité lui a consacré.

### **Débat**

534. Les délégations ont félicité le Conseiller spécial pour l'Afrique de la qualité de son exposé et l'ont loué pour l'exhaustivité du rapport. Elles se sont déclarées satisfaites du travail qu'il accomplissait, en particulier dans le renforcement de la cohérence et de la coordination de l'appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique et ont accueilli avec intérêt les progrès enregistrés à ce jour.

535. Les délégations ont réaffirmé que l'Afrique était au centre des préoccupations internationales et qu'il était important de renforcer l'appui coordonné du système des Nations Unies à tous les domaines d'action prioritaires pour l'Organisation sur ce continent. Elles ont renouvelé leur soutien en faveur du Nouveau Partenariat et de ses initiatives telles que le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et le Programme de développement des infrastructures en Afrique et de l'initiative Énergie durable pour tous ainsi que du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. Un appui a également été manifesté au mécanisme de suivi chargé d'évaluer le respect des engagements pris à l'égard du développement de l'Afrique qui a été établi dans la résolution 66/293.

536. Tout en appréciant les progrès non négligeables accomplis dans les domaines économique, social et politique, certaines délégations ont souligné qu'il importait de favoriser une croissance partagée et un développement durable en Afrique. Elles ont mis l'accent sur l'importance que revêtaient l'aménagement des infrastructures, le développement agricole et la sécurité alimentaire, la faculté d'adaptation aux changements climatiques, l'assainissement, l'industrialisation et l'accroissement de la valeur ajoutée, la diversification économique, l'économie verte dans le cadre du développement durable et de l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois, la gestion effective des processus d'urbanisation, la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance, et la paix et la sécurité dans la transformation de l'Afrique. Il a été rappelé que 2014 était l'Année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique et un appel a été lancé visant à affiner davantage un mécanisme mondial de sécurité alimentaire.

537. Les délégations ont noté le caractère dynamique des priorités de développement de l'Afrique telles qu'elles sont consignées dans le plan stratégique de la Commission de l'Union africaine pour la période 2014-2017, le cadre stratégique du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique pour la même période et l'Agenda 2063 de l'Union africaine et indiqué qu'il y avait lieu de faire preuve de souplesse dans l'adaptation de l'appui du système des Nations Unies aux priorités de développement actuelles et futures de l'Afrique.

538. Les délégations ont souligné que le programme de développement pour l'après-2015 devait concorder avec les priorités du continent, telles qu'énoncées dans le plan stratégique récemment adopté par la Commission de l'Union africaine pour 2014-2017. Elles ont souligné en outre qu'il était nécessaire de continuer à renforcer la cohérence au sein du système des Nations Unies pour promouvoir le développement de l'Afrique, eu égard en particulier aux consultations actuellement menées sur le programme de développement pour l'après-2015. Certaines délégations ont estimé qu'il importait de coordonner ce processus avec la mise en œuvre des objectifs du développement durable, comme il avait été demandé dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, et de faire en sorte que le développement durable soit un objectif essentiel du programme de développement pour l'après-2015.

539. Certaines délégations ont souligné l'importance de la relation entre paix, sécurité et développement et salué les initiatives mondiales en faveur du développement de l'Afrique, en particulier la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique, qui a récemment abouti à l'adoption du Plan d'action de Yokohama, 2013-2017, en sus d'autres partenariats stratégiques bilatéraux avec l'Afrique. Des délégations ont estimé qu'il était nécessaire

également, dans le cadre de l'appui au développement de l'Afrique, de tenir dûment compte du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 et du Programme d'action d'Almaty : Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit.

540. Les délégations ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer les mécanismes d'intégration régionale et sous-régionale. Il a été estimé que le Mécanisme de coordination régionale et ses neuf modules thématiques devraient être renforcés et dotés de ressources financières et humaines adéquates permettant de resserrer la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission de l'Union africaine et d'améliorer la coordination de l'appui du système des Nations Unies en faveur du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique au niveau régional.

### **Conclusions et recommandations**

541. **Le Comité a accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur l'appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (E/AC.51/2014/3) et recommandé à l'Assemblée générale de faire siennes les conclusions et recommandations formulées aux paragraphes 112 à 119 dudit rapport.**

542. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de faire état de façon détaillée, dans ses futurs rapports, des résultats auxquels la réalisation des objectifs du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique aura permis d'aboutir.**

543. **Le Comité a recommandé également à l'Assemblée générale de demander une nouvelle fois aux organismes des Nations Unies de renforcer la cohérence de leurs activités en faveur du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, compte tenu des modules convenus du Mécanisme de coordination régionale, et appelé les organismes du système des Nations Unies à continuer de prendre en compte les besoins particuliers de l'Afrique dans toutes leurs activités normatives et opérationnelles, notamment dans le cadre du financement des programmes et des projets, de la mobilisation des ressources et de l'aide humanitaire.**

544. **Le Comité a recommandé en outre à l'Assemblée générale de prier les organismes des Nations Unies de continuer à œuvrer en coordination étroite avec l'Agence de planification et de coordination du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, en sa qualité d'organe technique de l'Union africaine, ainsi qu'avec d'autres structures de la Commission de l'Union africaine et du Partenariat afin de renforcer encore la mise en œuvre du Plan d'action Union africaine/Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique pour 2010-2015.**

545. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale de souligner la nécessité pour le système des Nations Unies et les organismes intergouvernementaux de continuer à prendre pleinement en considération le point de vue, les observations et les apports de l'Union africaine et d'autres mécanismes régionaux lors de la formulation de politiques et de la prise de décisions,**

notamment dans les domaines de la médiation, des affaires politiques, et de la paix et de la sécurité.

546. Le Comité a recommandé au Secrétaire général de continuer à faire état, dans ses rapports sur le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, non seulement de la tenue de séminaires, ateliers et réunions, mais aussi d'autres mesures concrètes et de résultats tangibles s'agissant de l'appui apporté par les organismes des Nations Unies aux projets du Partenariat sur toute l'étendue du continent, tout en soulignant qu'il conviendrait de renforcer encore, dans les futurs rapports, l'accent mis sur les effets, tant quantitatifs que qualitatifs, des activités menées par les entités du système des Nations Unies à l'appui du Partenariat, en ce qui concerne les ressources mobilisées.

547. Le Comité s'est dit conscient de l'importance que revêtait, pour l'Afrique, le développement des infrastructures matérielles, notamment de l'énergie, des voies ferrées et des autoroutes, et a recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de mobiliser l'appui du système des Nations Unies dans ce domaine, en particulier en faveur des initiatives des communautés économiques régionales.

548. Le Comité a souligné qu'il fallait appliquer en temps utile le mandat lié au mécanisme de suivi et recommandé à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de s'assurer que ses rapports futurs contiennent des renseignements détaillés sur l'état d'exécution du mandat à cet égard.

## Chapitre IV

### Ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session du Comité

549. Conformément à l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution 1979/41 du Conseil économique et social et au paragraphe 2 de la résolution 34/50 de l'Assemblée générale, le Comité doit présenter au Conseil et à l'Assemblée, pour examen, l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-cinquième session, ainsi que la documentation nécessaire.

550. Dans sa décision 1983/163, le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de porter à l'attention des organes intergouvernementaux et des organes d'experts, avant qu'ils adoptent des décisions, toute demande de documentation que le Secrétariat ne serait pas en mesure de satisfaire dans les délais prévus et dans les limites des ressources approuvées, et d'appeler l'attention des organes intergouvernementaux sur les cas où des documents risquaient de faire double emploi et sur ceux où il serait possible de regrouper ou de fondre des documents portant sur des sujets similaires ou apparentés, afin de rationaliser la documentation.

551. Le projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session du Comité, présenté ci-après, a été établi à partir des textes adoptés par les organes délibérants et sera complété à la fin de la session en cours compte tenu des recommandations adoptées par le Comité.

### Projet d'ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session du Comité

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Questions relatives au programme :
  - a) Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 (conformément aux résolutions 58/269 et 62/224 de l'Assemblée générale);

#### **Documentation**

Fascicules correspondants du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 (conformément aux résolutions 58/269 et 62/224 de l'Assemblée générale)

Rapport du Secrétaire général sur le projet de révision du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (résolution 68/20 de l'Assemblée générale)

## b) Évaluation.

**Documentation**

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur le renforcement du rôle de l'évaluation et la meilleure application des conclusions des évaluations lors de la conception et de l'exécution des programmes et dans les directives de politique générale (résolution 62/224 de l'Assemblée générale)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation des programmes de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (résolution 68/20 de l'Assemblée générale)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation des programmes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (résolution 68/20 de l'Assemblée générale)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation des programmes du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (résolution 68/20 de l'Assemblée générale)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation des programmes de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (résolution 68/20 de l'Assemblée générale)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation des programmes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (résolution 68/20 de l'Assemblée générale)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation des programmes du Centre du commerce international (résolution 68/20 de l'Assemblée générale)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation des programmes de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (résolution 68/20 de l'Assemblée générale)

Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'évaluation thématique du suivi et de l'évaluation des objectifs du Millénaire pour le développement : enseignements tirés de l'expérience (résolution 68/20 de l'Assemblée générale)

## 4. Questions de coordination :

## a) Rapport du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination;

**Documentation**

Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2014

- b) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur l'engagement du système des Nations Unies en faveur du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (résolution [59/275](#) de l'Assemblée générale)

5. Rapport(s) du Corps commun d'inspection.
6. Ordre du jour provisoire de la cinquante-sixième session.
7. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-cinquième session.



---

**Annexe I****Ordre du jour de la cinquante-quatrième session  
du Comité**

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
3. Questions relatives aux programmes :
  - a) Exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2012-2013;
  - b) Projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017;
  - c) Évaluation.
4. Questions de coordination :
  - a) Rapport du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination;
  - b) Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.
5. Rapport(s) du Corps commun d'inspection.
6. Ordre du jour provisoire de la cinquante-cinquième session.
7. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-quatrième session.

## Annexe II

### Liste des documents dont le Comité était saisi à sa cinquante-quatrième session

#### Projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017

A/69/6 (Part one) et Corr.1	Premier volet : plan-cadre Deuxième volet : plan-programme biennal
A/69/6 (Prog. 1)	Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences
A/69/6 (Prog. 2)	Affaires politiques
A/69/6 (Prog. 3)	Désarmement
A/69/6 (Prog. 4)	Opérations de maintien de la paix
A/69/6 (Prog. 5)	Utilisations pacifiques de l'espace
A/69/6 (Prog. 6)	Affaires juridiques
A/69/6 (Prog. 7)	Affaires économiques et sociales
A/69/6 (Prog. 8)	Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement
A/69/6 (Prog. 9)	Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
A/69/6 (Prog. 10)	Commerce et développement
A/69/6 (Prog. 11)	Environnement
A/69/6 (Prog. 12)	Établissements humains
A/69/6 (Prog. 13)	Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale
A/69/6 (Prog. 14)	Égalité des sexes et autonomisation des femmes
A/69/6 (Prog. 15)	Développement économique et social en Afrique
A/69/6 (Prog. 16)	Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique
A/69/6 (Prog. 17) et Corr.1	Développement économique en Europe
A/69/6 (Prog. 18)	Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes
A/69/6 (Prog. 19)	Développement économique et social en Asie occidentale
A/69/6 (Prog. 20)	Droits de l'homme
A/69/6 (Prog. 21)	Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance
A/69/6 (Prog. 22)	Réfugiés de Palestine
A/69/6 (Prog. 23)	Aide humanitaire

<a href="#">A/69/6 (Prog. 24) et Corr.1</a>	Information
<a href="#">A/69/6 (Prog. 25)</a>	Services de gestion et d'appui
<a href="#">A/69/6 (Prog. 26)</a>	Contrôle interne
<a href="#">A/69/6 (Prog. 27)</a>	Activités financées en commun
<a href="#">A/69/6 (Prog. 28)</a>	Sûreté et sécurité

#### **Autres documents**

<a href="#">A/69/144</a>	Rapport du Secrétaire général sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies pour l'exercice biennal 2012-2013
<a href="#">E/2014/69</a>	Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2013
<a href="#">E/AC.51/2014/1</a>	Ordre du jour provisoire annoté
<a href="#">E/AC.51/2014/2</a>	Rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'examen triennal de l'application des recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination à sa cinquante et unième session concernant l'évaluation du programme du Département des affaires économiques et sociales
<a href="#">E/AC.51/2014/3</a>	Rapport du Secrétaire général sur l'appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique
<a href="#">E/AC.51/2014/L.1 et Rev.1</a>	Note du Secrétariat sur l'état d'avancement de la documentation
<a href="#">E/AC.51/2014/L.2</a>	Note du Secrétariat sur le(s) rapport(s) du Corps commun d'inspection
<a href="#">E/AC.51/2014/L.3</a>	Note du Secrétariat sur l'ordre du jour provisoire et la documentation de la cinquante-cinquième session du Comité
<a href="#">E/AC.51/2014/L.4 et Add.1</a>	Projet de rapport du Comité
<a href="#">E/AC.51/2014/CRP.1 et Add.1 et 2</a>	Note du Secrétariat sur le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 : examen du deuxième volet (plan-programme biennal) par les organes sectoriels, techniques et régionaux
<a href="#">E/AC.51/2014/CRP.2</a>	Note du Secrétariat sur le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017
<a href="#">E/AC.51/2014/INF/1</a>	Liste des délégations

